UNIVERSITÉ DU QUÉBEC INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

LE DÉFI DE L'INCLUSION DANS LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION CLIMATIQUE

Le cas du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Par

Eduardo PÉREZ

B.A Sociologie

Essai présenté pour obtenir le grade de

Maître ès arts, M.A.

Maîtrise en Mobilisation et transfert des connaissances

Juin 2020

Cet essai intitulé

LE DÉFI DE L'INCLUSION DANS LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION CLIMATIQUE

Le cas du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

et présenté par

Eduardo Perez

a été évalué par un jury composé de

- M. Christian POIRIER, directeur de recherche, INRS-UCS
 - M. Mircea VULTUR, examinateur interne, INRS-UCS
 - M. Jonathan LYNN, examinateur externe, GIEC



RÉSUMÉ

Cet essai rend compte de l'application de plusieurs concepts en matière de transfert et mobilisation des connaissances en milieux pratique et scientifique pendant un projet de stage dans le cadre du programme Pratiques de recherche et action publique de l'Institut national de la recherche scientifique. Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), où s'est déroulé le stage, est une agence des Nations Unies qui tente depuis plusieurs années de mieux communiquer, voire présenter, le contenu de rapports qu'il produit aux décideurs et au public et d'assurer une plus importante participation des groupes traditionnellement peu représentés au sein de ces instances.

Ce texte présente un projet de stage réalisé en 2017. Ce projet tente de contribuer aux efforts du GIEC. Le stage s'articule autour d'une hypothèse : la création d'outils permettant de communiquer efficacement aux non-experts l'ensemble des travaux du GIEC pourrait avoir pour effet de favoriser le rapprochement entre science et société, en s'assurant d'une contextualisation de l'information scientifique sur différents niveaux, tant géographique que culturel. Un plan de transfert et de mobilisation des connaissances a été créé comme outil de recherche et de structuration de types d'activités réalisées au sein du milieu pratique.

Après avoir analysé les observations et conclusions produites en cours de stage, on peut constater que, malgré la nature conservatrice du GIEC, il est possible de faire du transfert et de la mobilisation des connaissances au sein de celui-ci. On peut également voir que certains produits créés en cours de stage ont même été réutilisés par le milieu après que le stage soit complété.

Grâce à cette expérience, on confirme que le transfert et la mobilisation des connaissances en contexte de gouvernance ne se fait pas de façon uniforme. Cela dit, basé sur les expériences en lien avec ce projet, on réussit à présenter quelques principes et caractéristiques généraux des milieux d'interface comme : l'identification d'une opportunité d'action, le rôle qu'occupe l'agent d'interface afin de favoriser le rapprochement entre le savoir et l'action et l'importance pour l'agent d'interface de comprendre et identifier les détails et spécificités culturelles, politiques, légales, économiques, diplomatiques et structurelles qui se retrouvent dans les milieux d'interface.

Mots-clés : Mobilisation des connaissances, changements climatiques, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, société civile, gouvernance, inclusion, égalité.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tiens à remercier Christian Poirier. Sa patience, sa rigueur et sa confiance ont eu un impact positif majeur tout au long de ma maîtrise. J'en suis reconnaissant ! Merci aux enseignants et enseignantes de l'INRS-UCS, au personnel administratif et aux collègues.

Merci au Secrétariat du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat et particulièrement à Jonathan Lynn pour tout ce qu'il m'a permis d'apprendre à Genève.

Merci à Valentin pour son amour et à ma famille, ma mère et mes frères Alvaro et Lazaro, ils sont toujours près de moi, malgré la distance.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	<u>X</u>
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES X	<u>(1</u>
INTRODUCTION	<u>1</u>
CHAPITRE 1 : DE LA MOBILISATION ET DU TRANSFERT DES CONNAISSANCES AU SEIN	N
D'UNE INSTANCE INTERGOUVERNMENTALE	<u>3</u>
1.1 ÉLABORATION DU STAGE	3
1.2 LE MILIEU	3
1.3 LE CONTEXTE DU PROJET	7
1.4 LA PROBLEMATIQUE	8
1.5 HYPOTHÈSE 13	3
1.6 NEGOCIATIONS ET ACTIVITES 14	4
CHAPITRE 2 : DESCRIPTION ET JUSTIFICATION DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT ET DE	
MOBILISATION: MILIEUX DE PRATIQUE ET SCIENTIFIQUE	<u>7</u>
2.1 CONTEXTUALISATION DU STAGE ET DE SES ACTIVITÉS 1	7
2.2 ACTIVITÉS DE RECHERCHE, CRÉATION D'UN PLAN DE TRANSFERT ET DE MOBILISATION DES	
CONNAISSANCES 19	9
2.3 ACTIVITÉS DE TRANSFERT ET DE MOBILISATION DANS LE MILIEU PRATIQUE ERROR! BOOKMARI	K
2.3.1 PARTICIPATION DU GIEC DANS LES RESEAUX SOCIAUX	1
2.3.2. PARTICIPATION DES FEMMES AU SEIN DU GIEC 26	
2.3.3 RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE 32	
2.4 ACTIVITÉ DE TRANSFERT ET DE MOBILISATION DES CONNAISSANCES EN MILIEU SCIENTIFIQUE 30	
2.4.1 Organisation de l'activite	
2.4.2 OUTILS DE TRANSFERT ET DE MOBILISATION 38	
v	

CHAPITRE 3 : BILAN CRITIQUE DU STAGE	43
0.4 	40
3.1 ÉVALUATION CRITIQUE DU STAGE	43
3.1.1 Pourquoi Le GIEC ?	43
3.1.2 REPONDRE AUX BESOINS DU MILIEU ET AUX ATTENTES ACADEMIQUES	44
3.1.3 UN STAGE PARTICULIER DANS UNE ORGANISATION PARTICULIERE	47
3.1.4 ORGANISATION D'UNE SEANCE DU GIEC A MONTREAL	49
3.2 L'AGENT D'INTERFACE, LA CONNAISSANCE ET L'USAGER	51
3.3 LES ACQUIS EN MATIERE DE TRANSFERT ET MOBILISATION DES CONNAISSANCES	52
CONCLUSION	56
BIBLIOGRAPHIE	59
ANNEXE 1 : PLAN DE RECHERCHE, DE TRANSFERT ET DE MOBILISATION DES	
CONNAISSANCES	64
ANNEXE 2 : EXEMPLES DES RAPPORTS HEBDOMADAIRE ET MENSUEL CONCE	RNANT
LA PERFORMANCE DU GIEC SUR LES RESEAUX SOCIAUX	70
ANNEXE 3 : PLAN DE COMMUNICATION DU GIEC POUR LA 46 ^{ÈME} SESSION À	
MONTRÉAL	80
ANNEXE 4 : EXEMPLES DE PUBLICATIONS PARTAGEES SUR LES RESEAUX SO	<u>CIAUX</u> 86
ANNEXE 5 : BREF RAPPORT POUR LE SECRETARIAT DU GIEC PORTANT SUR L	<u>ES</u>
<u>DIFFERENTS GESTES POSES PAR DES AGENCES DE L'ONU EN MATIERE DE</u>	
CREATION ET D'IMPLANTATION DES POLITIQUES ET PROGRAMMES POUR	
FAVORISER LA PARTICIPATION DES FEMMES	94
ANNEXE 6 : UN EXEMPLE DE LA BASE DE DONNEES DES AUTEURS DU GIEC	98
ANNEXE 7 : PARTICIPATION DES FEMMES AUX TRAVAUX DU GIEC	100

ANNEXE 8 : RENCONTRE DU GIEC AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CI	VILE
	101
ANNEXE 9 : AFFICHE DE L'ACTIVITE EN MILIEU SCIENTIFIQUE	102
ANNEXE 10 : PRESENTATION POWER POINT UTILISEE LORS DE L'ACTIVITE DE	
TRANSFERT EN MILIEU SCIENTIFIQUE	103
ANNEXE 11 : ÉVENEMENT FACEBOOK ANNONÇANT L'ACTIVITE PRATIQUE EN MI	<u>LIEU</u>
SCIENTIFIQUE: SCIENCE ET SOCIETE, LES DEFIS CLIMATIQUES ET LE NUMERIQUE	JE128

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1.1 STRUCTURE DU GIEC	7	
FIGURE 1.2 PRÉPARATION DES RAPPORTS DU GIEC	11	

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

AR6 Sixth Assessment Report

COP Conference of the Parties (Conférence des Parties)

CSOs Civil society organizations

GIEC Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat

FMI Fonds monétaire international

FRQ Fonds de recherche du Québec

INRS Institut national de la recherche scientifique

IPCC Intergovermental Panel on Climate Change

PRAP Pratiques de recherche et action publique

SBSTA Subsidiary Body for the Scientific and Technical Advice

ONU Organisation des Nations Unies

OTAN L'Organisation du traité de l'Atlantique nord

TSU Technical Support Unit

UCS Urbanisation Culture Société

UN United Nations

UNESCO United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

UNEP United Nations Environment Programme

UNFCCC United Nations Convention on Climate Change

WMO World Meteorological Organization

INTRODUCTION

En 2019, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ou en anglais le *Intergovernmental Panel on Climate Change* (IPCC), l'instance scientifique de l'Organisation des Nations Unies (l'ONU), publie deux rapports spéciaux : un rapport sur l'état des océans, un rapport spécial sur l'état du sol et une mise à jour de l'inventaire sur les gaz à effet de serre. Ces deux rapports font suite à la publication d'un autre portant sur une augmentation de la température globale à 1,5°C approuvé en 2018 (IPCC2019a; IPCC 2019b; IPCC 2018c). Les rapports sont rédigés par des équipes d'experts qui synthétisent les dernières avancées scientifiques et techniques en matière d'atténuation, de vulnérabilité, d'adaptation et de climatologie. À l'échelle mondiale, le GIEC est reconnu comme l'instance de l'ONU la plus réputée pour faire avancer la connaissance globale sur l'évolution du climat et ses impacts sur la planète.

Ces rapports ont comme objectif de communiquer aux spécialistes et experts les dernières informations et avancées scientifiques sur l'état de la situation. Ces rapports s'accompagnent d'un résumé à l'intention des décideurs qui décrivent et communiquent ces informations scientifiques et techniques dans un langage accessible aux pays membres du GIEC. Ils sont de nature technique et denses (parfois faisant plus de 800 pages). Le GIEC tente depuis plusieurs années de mieux communiquer, voire présenter, le contenu de ces rapports aux décideurs et au public et d'assurer une plus importante participation des groupes traditionnellement peu représentés au sein de ces instances.

Au sein des Nations Unies, la coproduction des connaissances est de plus en plus reconnue comme une façon de renforcer la recherche et l'utilisation des connaissances en matière de changements climatiques. D'ailleurs, au sein d'un rapport de l'un des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le *Subsidiary Body for Scientific and Technical Advice*, publié en 2019, on reconnait l'importance de la coproduction des connaissances comme un moyen pour contribuer à la mise en place de solutions transformationnelles pour répondre à la crise climatique :

Noting the value of multiple knowledge systems, which include traditional knowledge, and the importance of the co-production of knowledge for developing transformative solutions for addressing climate change, the SBSTA encouraged Parties, academia, research institutions and the wider scientific community, national and subnational institutions, local communities and indigenous peoples, and other communities of

practice to work together, as applicable, to create such solutions for addressing climate change. The SBSTA noted that the co-production of knowledge may strengthen research related to addressing and responding to climate change, including through the possible engagement of the research community in the relevant activities of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform (SBSTA 2019, 15).

Cet essai présente un projet de stage qui s'est déroulé au sein du GIEC et qui vise la création et l'implantation de stratégies favorisant la coproduction et la mobilisation des connaissances au sein de l'organisme. Il est divisé en trois chapitres.

Le premier chapitre présente le processus derrière le choix du stage effectué. Il parle aussi du GIEC comme milieu de stage et du contexte dans lequel ce projet de stage se situe. Ensuite, il présente la problématique et un aperçu théorique qui alimente les réflexions du stage. Ce chapitre se termine par la présentation d'une hypothèse et d'une brève description des activités. Le deuxième chapitre détaille les activités de transfert et de mobilisation des connaissances en milieux pratique et scientifique. Il contextualise les activités en lien avec le stage afin de justifier comment ce projet contribue au transfert et à la mobilisation des connaissances au sein du GIEC. Il présente aussi les trois types d'activité pratiques exécutés au sein du GIEC : la participation du GIEC dans les réseaux sociaux, la participation des femmes au sein du GIEC et le rapprochement entre le GIEC les organisations de la société civile. Finalement, le troisième chapitre fait le bilan du projet, du rôle de l'agent d'interface et propose une réflexion critique et analytique sur la mobilisation des connaissances à l'aide des observations et données rassemblées et produites.

CHAPITRE 1: DE LA MOBILISATION ET DU TRANSFERT DES CONNAISSANCES AU SEIN D'UNE INSTANCE INTERGOUVERNMENTALE

L'objectif de ce stage était de favoriser la création d'outils permettant de communiquer efficacement aux non-experts l'ensemble des travaux du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (le GIEC). Ce stage d'une durée de trois mois (juin 2017 jusqu'à septembre 2017) a eu lieu au sein du Secrétariat du GIEC à Genève.

Ce chapitre est divisé en six sections. Tout d'abord, il présente rapidement comment le choix du stage a été effectué. Ensuite, on aborde le milieu en présentant brièvement le GIEC. Troisièmement, on envisage le contexte dans lequel se situe le stage au sein du GIEC. La problématique est par la suite présentée afin de donner un aperçu des questions de réflexions théoriques. Finalement, on introduit l'hypothèse du stage avec une description des activités effectuées dans le cadre de ce projet.

1.1 Élaboration du stage

Le choix du lieu et des objectifs de ce stage fait partie d'un processus de réflexion qui a duré près de sept mois, soit du mois d'octobre 2016 jusqu'au mois d'avril 2017. Mon directeur et moi nous sommes entendus que ce projet porterait sur la gouvernance, l'action climatique et le rapprochement entre le milieu scientifique, le milieu politique, et les citoyens. L'intention initiale de ce projet était d'étudier les impacts des changements climatiques dans les pays en voie de développement car c'est là où les besoins en matière d'adaptation sont plus importants (UNEP 2014). Nous avons considéré plusieurs lieux de stage potentiels un peu partout au Canada. Mais, après avoir rencontré plusieurs représentants, il a été convenu de faire ce stage au sein du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il s'agissait d'un lieu stratégique du point de vue scientifique. Le GIEC représentait aussi un endroit où se rencontrent plusieurs acteurs des milieux politiques et scientifiques.

1.2 Le milieu

Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (le GIEC), en anglais le Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), est une organisation fondée en 1988 par le Programme des Nations Unies sur l'environnement et l'Organisation mondiale météorologique. Le GIEC est une agence spécialisée de l'ONU avec un Secrétariat autonome au sein de laquelle des États membres décident des orientations de l'organisation :

Le GIEC a pour mission d'évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation. Les rapports du GIEC doivent rendre compte des différentes orientations de façon impartiale, tout en traitant avec objectivité les facteurs scientifiques, techniques et socio-économiques sur lesquels reposent ces orientations. (GIEC 1998, sous « *Principes régissant les travaux du GIEC »*)

Le GIEC est considéré comme une structure unique en son genre. Il réunit les milieux scientifiques spécialisés sur les changements climatiques et le milieu des négociations internationales et du multilatéralisme. Le GIEC produit des rapports qui servent de base descriptive pour évaluer l'ampleur du défi climatique à l'échelle globale. Ces rapports informent les gouvernements sur l'état le plus actuel de la planète affectée par ce phénomène, sur les façons de s'adapter et sur les défis socio-économiques qui y sont liés. Dans le cadre de son mandat, le GIEC ne peut pas prescrire de politiques aux États. Son rôle se limite à partager de l'information en se tenant loin de la partisannerie et du « biais » politique. Depuis 1988, le GIEC a produit cinq rapports. Il entame en 2020 son sixième cycle de rédaction de rapports d'évaluation climatique à l'échelle globale. Ce cycle se terminera en 2022 ou en 2023.

Lors de chaque cycle de rédaction des rapports d'évaluation du climat, le GIEC analyse l'information scientifique et technique la plus à jour sur les changements climatiques et condense cette information sous forme de rapports écrits. Ceux-ci proposent une interprétation des faits et déterminent les courants discursifs et narratifs en lien avec les débats portant sur les changements climatiques à l'échelle globale. Ils ont pour effet de tenter d'influencer les politiques internationales et nationales en matière de lutte contre les changements climatiques. Le GIEC est la plus importante organisation en la matière et se situe à l'interface entre le milieu politique et celui de la recherche. Les travaux du GIEC affectent particulièrement les négociations

climatiques internationales, notamment celles qui ont lieu au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le GIEC comprend une structure de gouvernance similaire à celle des autres institutions de l'ONU. Il est gouverné par les gouvernements membres. Il est aussi composé de différentes instances de gouvernance comme son comité exécutif. Ce dernier a été créé en 2011 suite à une demande internationale de réforme fondamentale de la structure de gestion. Cette période de réforme représente un important moment pour cette institution, comme le fait remarquer Harold T. Shapiro qui a présidé le Comité responsable de ce rapport : « Un fonctionnement sous le microscope du public comme celui du GIEC nécessite vraiment une direction forte, la participation continue et enthousiaste de scientifiques distingués, une faculté d'adaptation, et un engagement à l'ouverture, si la valeur de ces évaluations pour la société doit être maintenue » (Conseil Inter-Académique 2010, sous « mondiales »). Le mandat du comité exécutif est, entre autres, d'accroître la crédibilité et l'indépendance de l'institution et surtout de conserver son intégrité à long terme. Le comité est responsable de répondre aux questions urgentes, mais aussi de représenter l'organisation lors de ses activités avec le public (IPCC, 2011).

Le GIEC rédige et publie des rapports d'évaluation, des rapports de synthèse, des rapports spéciaux et rapports méthodologiques. Le GIEC est composé de trois groupes de travail pour la rédaction de ses rapports. Le Groupe de travail I évalue les questions liées aux éléments scientifiques des changements climatiques. Le Groupe de travail II évalue les questions en matière d'adaptation, et les conséquences des changements climatiques dans les écosystèmes. Le Groupe de travail III évalue l'atténuation des changements climatiques et les impacts socio-économiques. Le GIEC développe aussi la méthodologie pour le calcul et l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle domestique. Le Secrétariat accompagne toutes les instances de l'organisation. Il est responsable d'organiser les séances plénières et d'exécuter les décisions prises par les gouvernements membres lors de celles-ci. Il est aussi responsable de l'administration financière, des communications avec les différentes instances et avec le public. Le Secrétariat est le point de contact entre les instances de gouvernance du GIEC, les chercheurs qui contribuent aux rapports, les gouvernements, les Nations Unies et le public en général.

Lors de la production des rapports, le GIEC dépend de la contribution de milliers d'experts qui proviennent des pays membres. Ce travail se fait sur une base volontaire. Chaque Rapport regroupe des auteurs principaux, des auteurs coordonnateurs principaux, des auteurs

collaborateurs, des examinateurs et des éditeurs-réviseurs. Le GIEC détaille les procédures qu'il faut suivre pour qu'un rapport soit établi et examiné :

- 1. Constitution des listes d'auteurs coordonnateurs principaux, auteurs principaux, auteurs collaborateurs, examinateurs, éditeurs-réviseurs et agents de liaison gouvernementaux;
- 2. Choix des auteurs principaux ;
- 3. Établissement d'un projet de rapport ;
- 4. Processus d'examen :
 - i. Premier examen (par des spécialistes);
 - ii. Deuxième examen (par les gouvernements et des spécialistes);
- Établissement de la version définitive du rapport ;
- 6. Acceptation du rapport lors d'une session du groupe de travail compétent ou du Groupe d'experts. (GIEC [1999] 2008, 5).

Pour approuver un rapport du GIEC, les instances décisionnelles doivent faire tout ce qui est possible pour parvenir à un consensus en séance plénière. Le système d'adoption par consensus est celui qui est favorisé au sein d'un grand nombre d'agences des Nations Unies et organisations multilatérales comme c'est le cas de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et le comité exécutif du Fonds monétaire international (FMI). À la base, ce système vise à ce que les décisions multilatérales soient le plus égalitaires possibles. « The main idea of this principle is to provide an equal representation and voting power for all participating states in international organizations by taking decisions by consensus » (Movsisya 2008, 77).

Monsieur Jonathan Lynn, directeur de mon stage, est l'actuel directeur des communications et des relations avec les médias au Secrétariat du GIEC. Afin de mieux comprendre où se situe le Secrétariat, voici une figure de la structure du GIEC.

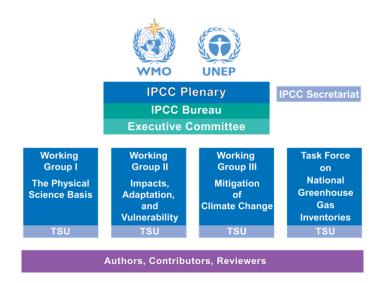


Figure 1.1 Structure du GIEC

Source: GIEC, sous « Structure ». https://www.ipcc.ch/about/structure/. Consulté le 5 mai 2017

1.3 Le contexte du projet

En 2015, les gouvernements membres du GIEC ont adopté les procédures et ont choisi les membres du Bureau responsables des travaux pour le 6^{ème} cycle d'évaluation du GIEC. Ce cycle se terminera en 2022. C'est en 2022 que le GIEC publiera le rapport synthèse du 6^{ème} Rapport d'évaluation du climat (Ministère de la Transition écologique et solidaire de la France 2019).

Les rapports du GIEC ont une importance politique considérable. En 2018, il publie son rapport sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce dernier est considéré comme l'un des rapports les plus importants des dernières années car il présente pour la première fois de l'information technique et scientifique concernant les façons de limiter la hausse de température moyenne globale à 1,5°C (IPCC 2018). D'ailleurs, pour donner un exemple de l'importance politique des rapports du GIEC, on peut par exemple mentionner la réaction du Secrétaire-général des Nations Unies, Antonio Guterres, qui utilise la publication du rapport pour demander davantage d'action en faveur du climat : « This report by the world's leading climate scientists is an ear-splitting wake-up call to the world. It confirms that climate change is running faster than we are – and we are running out of time » (UN News 2018, sous « Global warming report »).

Ce rapport a également été considéré à Katowice en Pologne lors de la conférence mondiale sur le climat, la COP24, dans le cadre d'une rencontre multilatérale au sein de l'ONU appelée le dialogue de Talanoa (UNFCCC 2018 sous « Talanoa »). Le dialogue de Talanoa est une approche proposée par la présidence de la COP23, utilisée dans les négociations de la Convention onusienne sur le climat en 2018. Il s'agit d'une formule qui réunit des membres des gouvernements membres, et des personnes de la société civile afin de discuter d'une problématique précise en partageant des histoires dans le but de trouver des solutions. Une fois la problématique identifiée, l'exercice demande que chaque participant apporte des idées, des savoir-faire et des expériences pour que les participants essaient de trouver un consensus (Chauveau 2018, sous « Le dialoque »). Le rapport du GIEC a aussi été à la source de controverses quand en 2018 les représentants de la Russie, des États-Unis et de l'Arabie Saoudite ont décidé de bloquer les négociations visant à accueillir les conclusions du rapport au sein de la Convention climatique de l'ONU (Energy Services Experts 2018). Compte tenu de ce qui précède, cet essai s'intéresse au rôle du GIEC dans le monde politique, à son influence en tant qu'institution capable de déterminer les courants discursifs et narratifs en lien avec les débats portant sur les changements climatiques à l'échelle globale. Il s'intéresse plus particulièrement à la relation entre le GIEC et d'autres publics que les États et à l'impact que ces relations ont sur l'ensemble des produits que le GIEC produit.

Lors de la 43^{ème} Session plénière au Kenya en 2016, les États membres ont demandé au GIEC d'adapter sa stratégie de communications dans le cadre du sixième cycle de rédaction des Rapports d'évaluation du climat afin d'inclure une plus grande diversité d'acteurs et d'opinions. Plus spécifiquement, le GIEC a décidé ce qui suit: « to engage with governments and a wide range of stakeholders in the scoping process, seek greater input from stakeholder groups in the scoping process, and identify, with the help of governments and observer organizations, audiences and stakeholders who can provide input » (IPCC 2016, 19). Plus tôt cette année, le 11 février 2016, le GIEC avait aussi organisé une rencontre d'experts pour développer des recommandations afin d'informer les États sur les possibles moyens à mettre de l'avant afin de rendre les rapports plus lisibles, plus accessibles et plus utiles d'un point de vue politique (Mead 2016, sous « IPCC Discusses »). En marge de cette rencontre, le président du GIEC, le Dr Hoesung Lee, a mentionné l'importance de s'assurer que les non-experts puissent suivre de façon appropriée les travaux de l'organisation.

1.4 La problématique

Le GIEC demeure l'un des projets les plus ambitieux en matière de communication scientifique car il regroupe des chercheurs internationaux et des gouvernements sous une même institution. Il est par la suite appelé à produire de l'information qui sert comme point de départ pour créer des politiques climatiques et informer le public. Mais, il peut aussi être vu comme une institution éloignée du public puisqu'il est géré par des gouvernements membres et que son mode de fonctionnement se structure autour du modèle linéaire et conventionnel de la science (Beck 2010).

Pour une agence onusienne comme le GIEC, rendre ses travaux plus accessibles et assurer un plus grand rapprochement avec les non-experts représentent deux objectifs qui demandent au GIEC de sortir des approches de communication plus traditionnelles et conservatrices. De plus, il faut également analyser comment cet objectif de rapprochement mentionné plus haut cadre au sein du mandat du GIEC d'interpréter les faits scientifiques de façon impartiale et de proposer un consensus international en lien avec les connaissances scientifiques climatiques les plus à jour.

Depuis sa naissance, trois critiques ont été attribuées aux travaux du GIEC. Tout d'abord, sur sa pertinence et la nécessité de créer une telle institution ; ensuite, on a critiqué sa structure de prise de décision ; finalement, on a mentionné l'utilisation peu efficace de ses rapports dans la lutte aux changements climatiques à l'échelle globale. Par ailleurs, Bruno Latour a déjà dit du GIEC qu'il était comme un « monstre épistémique » (Dahan-Dalmenico 2008, cité dans Hulme et Mahony 2010, 13).

Afin de mieux comprendre ces critiques, on est allé vérifier dans la littérature quels concepts avaient été mis de l'avant pour avoir une meilleure idée du fonctionnement et des objectifs d'une instance comme le GIEC. Le concept de communautés épistémiques développé par Morgan Mayer et Susan Molyneux-Hodgson a représenté un important point de départ. Ces deux auteurs définissent les communautés épistémiques comme « un collectif de personnes ayant une expertise dans un domaine donné, expertise qui se traduit notamment par des compétences reconnues et par une légitimité et une autorité en matière de production de connaissances. Ces communautés représentent une force motrice cruciale pour la production, la discussion et la diffusion des connaissances scientifiques (Meyer et Molyneux-Hodgson 2011, 141). Pour sa part, Peter Haas parle de communautés épistémiques comme étant des réseaux transnationaux d'information qui détiennent du pouvoir politique par le biais de l'autorité scientifique, cognitive et technique (Haas 1991, 4).

Rolf Lidsok et Göran Sunvigst ont présenté le GIEC sous deux approches différentes de ce qu'est une communauté épistémique idéale. Dans le texte « When Does Science Matter? International Relations Meets Science and Technology Studies » écrit en 2011, les auteurs rapportent ce que Haas et Stevens ont analysé par rapport au GIEC en tant que communauté épistémique. Ils considèrent que le GIEC n'a pas été capable de respecter son mandat initial, constituant ainsi un échec dans son projet d'informer le monde politique. Du point de vue de Haas et Stevens, pour que la science puisse véritablement informer le politique, les chercheurs ont besoin de parvenir à un consensus concernant la matière étudiée. On fait référence ici à un type de consensus différent de celui présenté plus haut. Un consensus entre chercheurs qui travaillent au sein d'une même communautés d'experts.

Haas argues that consensus-based science can play an independent and important role by influencing and even reformulating state interests, thereby helping to bring about international agreements that transcend and reshape state interests. This is made possible through the involvement of experts. Thus, from the epistemic community perspective, environmental regimes are driven not only by state powers but also by epistemic networks and under certain conditions, scientific consensus among expert networks can be a crucial factor in shaping policy (Lidsok et Sudvist 2015, 3).

Ce consensus est possible seulement si les chercheurs ont le temps et les ressources nécessaires pour y arriver. La communauté d'experts ne doit pas compromettre le consensus scientifique en se laissant influencer par le politique, car cela affecte la crédibilité et la qualité de l'information.

Haas et Stevens affirment que le GIEC compromet la qualité de ses rapports car il permet de façon prématurée l'interaction entre la science et la politique, ce qui rend le pouvoir des gouvernements beaucoup trop grand vis-à-vis des experts. D'ailleurs, ce sont les gouvernements qui déterminent les sujets de recherche. Ce sont les gouvernements qui sélectionnent les chercheurs responsables des recherches et de la rédaction des rapports. Puis, ce sont les États membres qui adoptent les rapports lorsqu'ils sont complétés. Haas et Stevens soulignent également que les chercheurs proviennent majoritairement des pays du Nord, ce qui limite la représentativité de l'information présentée.

La communauté scientifique devrait d'abord développer une structure qui permet l'analyse de l'information scientifique sans intervention politique. Une communauté épistémique efficace serait alors une communauté capable de créer du consensus entre experts sans aucun type de compromis. Finalement, l'agenda de recherche, le choix des auteurs et l'information analysée doivent idéalement se tenir loin des non-experts pour qu'elle soit réellement crédible.

Finalement, Haas et Stevens affirment qu'une communauté épistémique idéale devrait prendre en considération trois éléments, à savoir une séparation entre le milieu scientifique et le milieu politique, un processus entre experts pour développer du consensus qui rend l'information analysée crédible aux yeux du public et, seulement après avoir complété ces deux premières étapes, un processus qui permettrait un rapprochement entre le milieu du savoir et le milieu politique.

On peut voir dans la figure suivante le processus que suivent tous les rapports du GIEC, avec une brève description de ce qui est complété à chaque étape du processus. Ce graphique présente les moments d'interaction entre le milieu scientifique et le milieu politique lors de la rédaction des rapports.

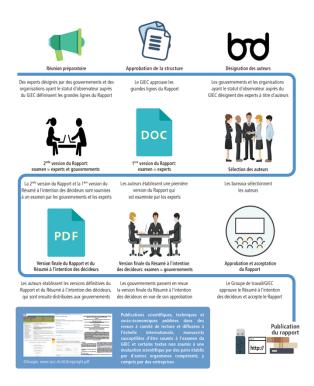


Figure 1.2 Préparation des rapports du GIEC

Source : GIEC 2019, sous « comment le GIEC est organisé ». https://www.ipcc.ch/about/structure/. Consulté le 5 mai 2017

Le deuxième avis présenté par Lidsok et Sunvigst dans le texte est celui des experts en études en science et technologie. Ces derniers affirment que le projet du GIEC représente une réussite partielle. D'une part, il a été capable de définir la problématique associée aux changements climatiques. Il a produit de l'information scientifique et a informé les gouvernements sur les dangers que cela représente. Les États, en participant aux séances plénières, reconnaissent l'importance des rapports à approuver. Puis, les gouvernements membres ne remettent pas en question le travail du GIEC et reconnaissent qu'à l'heure actuelle, le GIEC est la plus influente organisation sur le plan de la science climatique à l'échelle mondiale. Les experts dans les études en science et technologie s'entendent cependant sur un point. Le GIEC a quand même réussi à faire de la diffusion de la connaissance climatique.

The IPCC has developed a specific idea of what climate change concerns, which includes knowledge about nature as well as conceptions about the capacity of actors to define and address it, what should be considered knowledge, and the role of science and policy in solving the issue. In this sense, science and policy are coproduced: science involves not only a diagnosis of climate change but also an understanding of society. Thus, what is staged as a scientific activity—a global scientific assessment—also implies a specific perspective on how society operates. (Lidsok et Sunvigst 2015, 13)

Malgré cette interaction entre science et politique, les auteurs remarquent d'importantes lacunes, surtout en ce qui concerne l'action politique :

The fundamental problem is therefore not that the IPCC has failed to establish consensus or kept science sufficiently separate from policy-making. Instead, the problem is that science has not been connected to what individuals and other stakeholders consider important, meaningful, and manageable. This has been further exacerbated by the IPCC's adoption of a linear model of speaking truth to policy, which has resulted in politically relevant questions framed in an abstract and nonpolitical manner. With its focus on achieving consensus through expert assessment, the IPCC has denied the plurality and uncertainty of science and thereby also limited the possibility to discuss alternative policy approaches. The IPCC rests

on a specific epistemology of what should be regarded as relevant and trusted knowledge and where the boundary between science and policy should be drawn. The IPCC has been excessively focused on establishing scientific consensus, thereby subjecting the complex issue of climate change to scientific reductionism and alienating policy actors and publics. (Lidsok et Sunvigst 2015, 13)

Tout compte fait, le GIEC a identifié le problème, a créé un processus pour produire des rapports afin de pouvoir présenter ce problème à l'échelle globale, et a réussi à regrouper des acteurs qui devraient être concernés par ce problème. Les travaux GIEC ont grandement contributé aux débats et décisions internationales en matière de lutte aux changements climatiques notamment au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Mais, 30 ans plus tard, l'information venant du GIEC demeure peu accessible et peu représentative de la diversité des acteurs sur le plan international. En plus, le GIEC comme communauté d'experts doit s'adapter à parler à un public moins spécialisé et plus « global ». Il doit aussi revisiter sa structure afin de se rapprocher des groupes peu représentés tant dans les milieux politiques que scientifiques, ainsi que la société civile¹.

1.5 Hypothèse

.

¹ La notion de société civile est complexe. Ted Fleming dans son texte Habermas, Democracy and Civil Society: Unearthing the Social in Transformation Theory cite Habermas et présente trois considérations afin de mieux la comprendre: « While acknowledging the various meanings given to civil society by Adam Smith, David Hume, Hegel, Marx and Gramsci, it was the latter who initiated the process of adding three crucial components to the understanding of civil society. The first was an emphasis on the cultural and symbolic dimension of civil society - its role in the formation of values, action-orienting norms, meanings, and identifications. From this perspective, civil society does not only transmit or inculcate established practices or beliefs; it is also a site of social contestation, in which collective identities, ethical values, and alliances are forged. The second major contribution of twentieth-century analysts was an emphasis on the most dynamic, creative side of civil society - informal networks, initiatives and social movements, as distinct from more formal voluntary associations and institutions. Social movements articulate new social concerns and projects and generate new values and collective identities. In struggles over democratization, they seek to reform not only the polity, but also the institutions of civil society itself. The final key contribution in this century has been the communicative, deliberative conception of the "public sphere," developed primarily by Jürgen Habermas and his followers. For Habermas the coffee houses, salons and table society of Europe were examples of inclusive literary public spaces because of their equality, critique, problematizing the unquestioned, accessibility and reflexivity. The ideal of a public sphere asserts itself as a bulwark against the systematizing effects of the state and the economy. The public sphere is located in civil society and is where people can discuss matters of mutual concern as peers, and learn about facts, events, and the opinions, interests, and perspectives of others in an atmosphere free of coercion or inequalities that would incline individuals to acquiesce or be silent. This involvement develops the autonomy of individuals and is a learning process. This discussion or discourse on values, norms, laws, and policies generates politically relevant public opinion. These discussions can occur within various units of civil society. But there is also a larger public sphere that mediates among the various mini-publics that emerge within and across associations, movements, religious organizations, clubs, local organizations of concerned citizens, and informal social networks in the creation of public opinion » (Fleming 2000, 2)

Considérant cette volonté, surtout du président du GIEC, de rejoindre de nouveaux groupes, on présente comme hypothèse de travail que la création d'outils permettant de communiquer efficacement aux non-experts l'ensemble des travaux du GIEC pourrait avoir pour effet de favoriser le rapprochement entre science et société, en s'assurant d'une contextualisation de l'information scientifique sur différents niveaux, tant géographique que culturel. On entend par « travaux du GIEC » les cycles de rédaction des rapports, l'organisation des sessions plénières, et les efforts que le GIEC met de l'avant pour diffuser de l'information climatique au public en général.

1.6 Négociations et activités

De par sa structure, le GIEC est une institution toute désignée afin d'appliquer certains principes du transfert et de la mobilisation des connaissances. On fait référence ici aux moyens qui favorisent la transférabilité de l'information.

Les activités dans le cadre de ce stage ont été réalisées selon trois objectifs principaux :

- 1. Améliorer la performance du GIEC sur les réseaux sociaux en créant un plan de communications adapté au contexte actuel du GIEC.
- 2. Travailler avec le Secrétariat afin d'accroître la participation des femmes au sein de différentes instances du GIEC.
- 3. Aider le GIEC à créer une stratégie de mise en contact et de suivi avec des organisations non étatiques.

Ces objectifs sont liés aux conditions en lien avec le stage. Lors des négociations des activités à réaliser dans le cadre du stage, Jonathan Lynn a présenté plusieurs importants critères à considérer afin de bien structurer les activités du stage. Le premier concernait l'intégrité du GIEC. Ce dernier répond à un mandat précis et doit respecter la volonté des gouvernements membres du GIEC et de l'Organisation mondiale météorologique. De plus, son financement provient en grande partie de la contribution volontaire des États-membres (IPCC 2017, sous « Report on the Financial Stability »). Le deuxième critère est l'impartialité. Le GIEC ne peut pas prescrire de l'information, et doit être perçu comme une organisation neutre du point de vue politique. Le troisième critère est lié au rôle du Secrétariat comme facilitateur en constante interaction avec

différents milieux pluridimensionnels, à la fois politiques, économiques, scientifiques, géographiques et/ou culturels. Il applique les règles et les normes qui permettent aux acteurs au sein du GIEC d'interagir entre eux. Le GIEC est donc un lieu complexe avec des règles précises.

Le mandat du Secrétariat est d'appuyer toutes les instances du GIEC dans l'exécution des mandats qui leur sont confiés. Le Secrétariat appuie le travail du président et de tous les membres du comité exécutif et du Bureau. Il est responsable d'assurer une saine gestion des finances, de préparer la documentation à utiliser lors des séances plénières, mais aussi lors des rencontres des groupes de travail et autres instances au sein du GIEC. Il donne du support à tous les groupes de travail. Il coordonne l'assistance financière que le GIEC octroie aux délégués et experts éligibles pour obtenir de l'aide financière. Il est responsable de l'archivage des rapports et du matériel utilisé lors de la préparation des rapports. Il est responsable d'exécuter le protocole du GIEC lorsque des erreurs sont repérées dans les rapports. Il exécute la stratégie des communications et de conflits d'intérêts. Il est le point de contact entre le GIEC et les organisations observatrices.

Le dernier critère est celui du temps. Lors de mon arrivée aux bureaux du Secrétariat du GIEC à Genève, le GIEC commençait à peine l'organisation de la 46^e session qui a eu lieu à Montréal au mois de septembre 2017². D'après Jonathan Lynn, c'était un moment opportun pour essayer de nouvelles pratiques en matière de communication et de rapprochement avec le public.

Au cours de ce premier chapitre, on a présenté pourquoi le GIEC était un lieu propice pour réaliser ce stage. On a également pris le temps de présenter le milieu, le contexte du projet et comment les priorités du GIEC étaient alignées avec les objectifs académiques de ce projet. On a surtout défini l'hypothèse du projet, à savoir que la création d'outils permettant de communiquer efficacement aux non-experts l'ensemble des travaux du GIEC pourrait contribuer à favoriser le rapprochement entre science et société, en s'assurant d'une contextualisation de l'information scientifique sur différents niveaux, tant géographique que culturel. Le deuxième chapitre sera consacré à la description des activités de recherche pour la rédaction du plan de transfert de mobilisation des connaissances du stage. Ensuite, on abordera en détail les activités de transfert et de mobilisation des connaissances en se basant sur la structure du plan. Finalement, on

_

² Pour consulter le calendrier des activités du GIEC : IPCC. S.d. *Calendar : 2017 for IPCC Overview.* Site consulté le 30 septembre 2017. https://archive.ipcc.ch/scripts/_calendar_template.php?wg=8.

présentera aussi les activités en milieu académique qui ont été organisées après le stage au GIEC.

CHAPITRE 2 : DESCRIPTION ET JUSTIFICATION DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT ET DE MOBILISATION : MILIEUX DE PRATIQUE ET SCIENTIFIQUE

Ce chapitre a pour objectif de présenter en détails les activités de transfert et de mobilisation des connaissances en milieux pratique et scientifique. Notons que ces activités incluent également celles liées à la recherche. Les activités de recherche et celles associées au transfert et à la mobilisation des connaissances sont en effet fortement imbriquées dans le cadre de ce stage. En effet, afin de justifier l'importance des activités de transfert et de mobilisation des connaissances au sein du milieu pratique, il était important de présenter pourquoi ces activités avaient été priorisées et quels étaient les fondements académiques derrière ces choix. Ce chapitre présente une contextualisation des activités en lien avec ce stage afin de justifier comment ce projet contribue au transfert et à la mobilisation des connaissances au sein du GIEC et comment il permet à l'agent d'interface de mettre en pratique les connaissances acquises au sein du programme Pratiques de recherche et action publique. La deuxième partie du chapitre présente les activités de recherche réalisées pour chaque type d'activité pratique et la création d'un plan de transfert et de mobilisation des connaissances qui se structure autour de quatre considérations essentielles: 1) définition des questions de recherche; 2) définition des méthodes de recherche en cours de stage ; 3) définition des activités faisables en cours de stage ; 4) résultats prévus en lien avec les activités. La troisième partie de ce chapitre présente les trois types d'activités pratiques exécutés au sein du GIEC : la participation du GIEC dans les réseaux sociaux, la participation des femmes au sein du GIEC et le rapprochement entre le GIEC et les organisations de la société civile. La quatrième partie du chapitre présente l'activité de transfert et de mobilisation en milieu scientifique qui s'est déroulée au Québec après le stage.

2.1 Contextualisation du stage et de ses activités

Les stages au GIEC ne sont pas monnaie courante, en ce sens que le GIEC n'avait pas, avant mon arrivée, de processus formalisé pour choisir des stagiaires. Le GIEC n'a pas de mandat précis pour accueillir des stagiaires. Le Secrétariat du GIEC ne comprend aussi qu'une douzaine de personnes et n'a pas la capacité pour faire des suivis et assurer le bon déroulement d'un stage. Cependant, suite aux discussions entretenues au début de l'année 2017 avec monsieur

Jonathan Lynn, directeur des communications du GIEC, celui-ci a vu que les objectifs initiaux de ce stage répondaient aux besoins du Secrétariat. Lors de ces rencontres, nous nous sommes entendus sur plusieurs points de convergence entre ce que ce stage souhaitait accomplir et les besoins actuels du GIEC.

Le premier point de convergence concerne la compréhension mutuelle que le GIEC se situe à l'interface entre le milieu politique et celui de la recherche et a un mandat précis d'évaluation de l'information technique et scientifique et de communication de celle-ci aux gouvernements grâce à la rédaction de différents produits dont le plus important est le rapport d'évaluation du climat. Ensuite, le GIEC souhaite mieux informer, voire se rapprocher du public, ce qui comprend les non-experts et le public « général », au sujet des travaux qu'il effectue, ce qui pourrait être perçu comme un éloignement du mandat initial qui est celui d'informer les États-membres. D'ailleurs, le GIEC teste depuis plusieurs années de nouvelles façons pour mieux inclure les non-experts et les groupes traditionnellement exclus de ces lieux de gouvernance et de prise de décision multilatérale. Il essaie aussi d'intégrer de nouvelles pratiques souvent non traditionnelles (par exemple des politiques pour favoriser la participation des femmes dans les travaux du GIEC) pour se rapprocher des publics souvent ignorés et peu représentés dans le milieu scientifique et les structures politiques. Pour le GIEC, ce stage représentait une opportunité afin de développer et favoriser la création d'outils ayant pour objectifs de mieux informer le public et de rendre les travaux du GIEC plus inclusifs et accessibles. Ce projet souhaite avancer la mobilisation des connaissances tant au sein du GIEC que dans le milieu académique québécois.

Sur le plan académique, ce stage permet une meilleure compréhension des défis diplomatiques qui se retrouvent à l'interface au sein de laquelle interagissent les sphères politiques, académiques, économiques et de la société civile en matière de changements climatiques, et ce, dans le contexte du sixième Rapport d'évaluation du climat qui devrait être publié entre 2021 et 2022. Ce stage avait l'intention de mieux explorer le rôle et la place que le GIEC occupe au sein des espaces de gouvernance et des milieux d'interface. De plus, ce projet contribue à la réflexion portant sur les courants et les traditions épistémologiques qui découlent du GIEC et qui se retrouvent dans le discours narratif des acteurs scientifiques et politiques qui travaillent au sein ou à proximité de cette institution.

Du point de vue pratique, ce stage permet le développement d'outils qui favorisent l'inclusion des groupes peu représentés au sein du GIEC, spécifiquement les utilisateurs des réseaux sociaux qui sont potentiellement intéressés par les travaux du GIEC et qui se retrouvent dans des pays

différents, les femmes et les groupes de la société civile. Il permet au GIEC d'avoir une meilleure idée de l'interaction qu'il a avec des utilisateurs des réseaux sociaux. Également, il permet de voir quelles sont les opportunités au sein des structures de l'organisme pour favoriser une participation plus équitable des hommes et des femmes. Finalement, le stage favorise des liens plus directs avec des organisations de la société civile qui travaillent au sein des réseaux d'interface entre les milieux politique et académique et qui ont un rôle particulier au sein de la structure des Nations Unies (nous y revenons plus loin dans cet essai).

La maîtrise en Pratiques de recherche et action publique comprend deux activités de transfert des connaissances, soit une en milieu scientifique et l'autre en milieu pratique. Chaque activité a pour objectif de mettre en pratique les connaissances acquises en tant qu'agent d'interface. Il s'agit également d'une opportunité pour observer les dynamiques qui se déroulent au sein des milieux scientifique et pratique, les acteurs qui interviennent dans chaque milieu et pour saisir les différentes opportunités que l'agent d'interface a pour favoriser différentes techniques de transfert et mobilisation des connaissances.

2.2 Activités de recherche, création d'un plan de transfert et de mobilisation des connaissances

Avant de détailler les activités de recherche, il est important de présenter quelques définitions de ce qu'est la mobilisation et le transfert des connaissances et comment ces concepts ont été intégrés dans ce projet de stage. D'après le Fonds de recherche du Québec (FRQ), la mobilisation des connaissances renvoie à ceci :

[...] l'idée que les connaissances issues de la recherche ou les résultats de recherches mènent, à moyen et à long terme, à l'action (innovations technologiques, médicales, sociales sous forme de produits, de procédés, de pratiques, de politiques, etc.) et à un changement qui répond à des préoccupations, besoins ou problèmes des milieux en lien avec l'objet de la recherche, que ce soit dans les façons de transformer l'environnement, de produire des biens, de gérer les organisations, de soigner les gens, d'enseigner aux élèves, d'acquérir de bonnes habitudes de vie, de vivre en société, de comprendre la réalité, de penser. (FRQ 2014, 7)

En ce qui concerne la mobilisation des connaissances, l'Université de Montréal mentionne ce qui suit sur son site Web :

Le partage, l'échange, le transfert ou l'application des connaissances sont des processus par lesquels les connaissances produites et issues de la recherche sont mobilisées vers des publics ciblés. Les objectifs de la mobilisation permettent de déterminer des stratégies adaptées. Il est généralement compris comme une stratégie de solution aux problèmes éprouvés par les milieux de décision et d'intervention : solution pour aider les décideurs à faire des choix éclairés à l'aide de résultats de recherche, solution pour stimuler l'innovation dans les organisations, solution pour rendre les résultats de recherche plus accessibles et utiles aux citoyens, enfin, solution pour permettre à des organismes et institutions de les transformer, au fur et à mesure, en stratégies d'intervention. (Université de Montréal s.d sous « Mobilisation des connaissances »).

Karine Souffez pour sa part présente la définition proposée par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) :

Le transfert des connaissances est l'ensemble d'activités et de mécanismes d'interaction favorisant la diffusion, l'adoption, ou l'appropriation des connaissances les plus à jour en vue de leur utilisation pratique et survenant entre des groupes d'acteurs œuvrant dans des environnements organisationnels différents. (Souffez 2012, 37)

Comme décrit par Souffez plus haut, il n'existe pas une seule façon de réaliser du transfert de connaissances. En ce qui concerne l'activité dans le milieu pratique au sein du GIEC, il était important de faire preuve de flexibilité. Le Secrétariat avait un agenda assez chargé car il préparait la 46^{ème} session intergouvernementale à Montréal qui a eu lieu en septembre 2017 (GIEC 2017). Cette flexibilité était aussi essentielle afin de susciter un intérêt pour que le Secrétariat réutilise les différents outils pratiques développés en cours de stage et suite à celuici. C'est en tenant compte de cette flexibilité qu'on a conclu qu'il était impossible de réaliser une seule activité de transfert. Puisque le projet prévoyait plusieurs types d'activités pratiques, diverses activités de transfert avaient été prévues. Ensuite, un type d'activité a été ajouté pendant le stage, celui du rapprochement entre le Secrétariat du GIEC et la société civile. Puisque différentes activités de transfert des connaissances ont été nécessaires, un plan de transfert a

été réalisé (Annexe 1) afin de structurer ces activités et d'identifier les questions précises auxquelles l'on souhaitait répondre avec chaque activité réalisée dans le cadre de ce stage.

Les plans de TC [transfert de connaissances] (PTC) sont des outils stratégiques qui offrent une vue globale du processus de transfert des connaissances à réaliser. Plusieurs raisons peuvent motiver l'élaboration d'un plan de TC: opérationnaliser un processus de TC complexe qui implique de nombreux acteurs à des moments différents; réaliser une analyse des besoins et du contexte des publics cibles pour mieux s'y adapter; élaborer une programmation d'activités de transfert; mener une réflexion stratégique sur l'organisation des ressources et les processus de travail d'une équipe dans le but de réaliser un transfert des connaissances des plus efficace. (Souffez 2012, 40)

Afin de structurer les activités de transfert et de mobilisation des connaissances, un plan de transfert et mobilisation des connaissances a été créé et discuté avec le milieu en début de stage pour deux types d'activités, la participation du GIEC dans les réseaux sociaux et la participation des femmes aux activités du GIEC. Ce plan de travail se base sur l'hypothèse qu'on a présenté à la section 1.5 : la création d'outils permettant de communiquer efficacement aux non-experts l'ensemble des travaux du GIEC pourrait avoir pour effet de favoriser le rapprochement entre science et société, en s'assurant d'une contextualisation de l'information scientifique sur différents niveaux, tant géographique que culturel.

Ce plan de transfert et de mobilisation des connaissances s'est inspiré en grande partie du *Guide* de planification de l'application des connaissances aux Instituts de recherche en santé du Canada. Le plan se retrouve à l'Annexe 1. Il ne s'agit pas de copier-coller tous les détails du Guide. Plutôt, ce plan reprend seulement quelques-unes des questions de la Feuille de travail pour les propositions qui comprennent une approche d'application des connaissances intégrée (ACi) qui se retrouve à la section 4 du guide. L'objectif c'est de structurer chaque type d'activité en répondant à quatre considérations essentielles : 1) définition des questions de recherche ; 2) définition des méthodes de recherche en cours de stage ; 3) définition des activités faisables en cours de stage ; 4) résultats prévus en lien avec les activités.

Ce plan de transfert est en quelque sorte une feuille de route. Il représente un outil permettant un processus de réflexion itératif permettant d'évaluer l'avancement des activités réalisées tout au long du projet. Cet outil aide à visualiser comment les activités du stage contribuent à l'atteinte des résultats prévus par le milieu. Il est à noter qu'un plan de transfert et mobilisation des

connaissances n'a pas été rédigé pour le troisième type d'activité (le rapprochement avec la société civile). Car ce type d'activité a été ajouté au projet seulement vers la fin du mois d'août. Nous y reviendrons plus loin. Cela dit, on peut penser que le fait d'ajouter un type d'activité vers la fin du stage renforce l'importance de la flexibilité en milieu pratique.

On présentera maintenant le contenu du plan. Pour le premier type d'activité, la participation du GIEC dans les réseaux sociaux, on est parti du constat que le GIEC cherchait à améliorer ses pratiques dans les réseaux sociaux. Ensuite, on s'est demandé si l'amélioration des pratiques du GIEC dans les réseaux sociaux favorisait le rapprochement avec des non-experts et le public. On a identifié certains avantages et défis liés aux activités de recherche. Par exemple, en ce qui concerne les avantages, on s'est dit que de communiquer via les réseaux sociaux avec des personnes qui sont dans plusieurs régions du monde permettait au GIEC de faire preuve d'accessibilité. De plus, le GIEC pouvait utiliser cette activité de stage pour essayer d'être au même niveau que les autres agences de l'ONU en matière d'utilisation des réseaux sociaux.

Pour la méthode de recherche, l'essentiel était de décrire et d'identifier différentes façons de collecter des données et des observations. Par exemple, on a identifié que la collecte et l'analyse des données hebdomadaires des rapports des publications diffusées sur les plateformes en ligne comme Facebook (Annexe 2) étaient une approche possible et appropriée. Ensuite, on a identifié différentes questions clés pour guider l'exécution des activités de recherche comme : Qu'est-ce qui motive le GIEC à utiliser ces plateformes ? Comment les autres agences de l'ONU utilisent-elles ces plateformes ? Comment le GIEC est-il perçu sur les réseaux sociaux ?

Un important volet du plan concerne la faisabilité. Autrement dit, identifier ce qui pouvait être accompli en deux mois. Dès le début du stage, on s'est demandé ce qu'il fallait faire afin de transformer cette recherche en un plan de communication pour les réseaux sociaux qui pouvait être utilisé lors de la 46ème Session du GIEC à Montréal, en 2017. Finalement, on a identifié quelques résultats prévus. Par exemple, le développement d'un plan de communications pour les réseaux sociaux qui permettrait au GIEC d'améliorer ses communications sur les différentes plateformes qu'il utilise régulièrement, tout comme l'augmentation du nombre d'abonnés qui suivent les publications du GIEC sur les plateformes suivantes : Twitter, Facebook et Instagram. On a aussi identifié dans les résultats prévus qu'une meilleure relation entre ce qui se publie sur les réseaux sociaux et le travail quotidien du Secrétariat était souhaitable.

Pour le deuxième type d'activité, la participation des femmes au sein du GIEC, on s'est demandé s'il était possible de favoriser une plus importante participation des non-experts dans les instances du GIEC, et si cela augmentait la participation des femmes au sein de ses différentes structures de gouvernance. On a identifié des questions clés plus spécifiques et des références de la littérature concernant l'importance de la participation des femmes en milieux scientifique et politique. À titre d'exemple, voici l'un des éléments clés qui se retrouve dans le plan : le GIEC a une base de données mais elle n'inclut pas les auteurs des premier, deuxième et troisième rapport d'évaluation du climat. Si le GIEC avait une base de données avec tout le personnel qui travaille au sein de cette institution, est-ce que cela pourrait donner une idée plus claire de la proportion des femmes qui ont participé aux activités du GIEC depuis sa création ?

Pour la méthode de recherche, on a identifié deux analyses essentielles à effectuer en lien avec la question de recherche mentionnée plus haut : une analyse des plans d'autres agences de l'ONU concernant des politiques pour favoriser la parité. Ainsi, on voulait voir comment le GIEC pouvait s'en inspirer. Ensuite, on a également fait une analyse de la base des données des auteurs du GIEC depuis le premier rapport jusqu'au dernier pour voir le nombre de femmes qui ont participé à la rédaction des rapports du GIEC mais aussi aux activités du GIEC en général. Dans la méthode de recherche, on a également identifié la possibilité d'organiser une activité entre différents acteurs du GIEC (États-membres, membres du milieu scientifique, observateurs) pour discuter de la participation des femmes au sein du milieu scientifique et dans l'ONU.

En ce qui concerne la faisabilité de ces activités, trois éléments ont été considérés. Tout d'abord, on a remarqué qu'il y avait une volonté de certains gouvernements membres du GIEC d'organiser une activité pour discuter de parité lors de la 46^{ème} Session du GIEC à Montréal. Deuxièmement, le Secrétariat avait demandé qu'on analyse la base des données des auteurs du GIEC et qu'on la complète en ajoutant les auteurs manquants qui ont contribué à la rédaction des premiers rapports. Finalement, le Secrétariat souhaitait explorer ce que d'autres agences de l'ONU avaient fait pour favoriser la parité au sein de celles-ci.

En ce qui concerne les résultats attendus, on en a identifié plusieurs : tout d'abord la création d'une nouvelle base des données des auteurs pour les trois premiers rapports du GIEC afin de compléter la base des données existante. Un deuxième résultat attendu est de contribuer à l'organisation d'un événement sur la parité qui allait permettre aux membres des gouvernements de discuter de l'importance de se doter d'un plan pour favoriser la parité au sein du GIEC. Finalement, un autre résultat attendu identifié a été la rédaction des analyses de différents plans

concernant l'avancement des politiques en faveur de la parité au sein des agences de l'ONU.

2.3 Activités de transfert et de mobilisation dans le milieu pratique

2.3.1 Participation du GIEC dans les réseaux sociaux

Malgré une utilisation régulière des réseaux sociaux, le GIEC n'avait pas, avant le début du stage, de plan de communications pour l'utilisation des plateformes que cette agence utilisait de façon régulière, notamment Facebook, Twitter et Instagram. L'objectif de ce type d'activité était d'explorer la possibilité d'améliorer l'utilisation que le GIEC fait des réseaux sociaux et les activités pratiques ont été réalisées à partir de trois analyses : 1) une analyse des plateformes des réseaux sociaux que le GIEC utilise le plus souvent afin d'expliquer en quoi cette plateforme est utile pour le GIEC; 2) une analyse de l'utilisation que font d'autres agences de l'ONU des réseaux sociaux pour apprendre des meilleures pratiques et voir comment le GIEC peut profiter de ce qui se fait déjà ; 3) une collecte hebdomadaire des données venant des plateformes utilisées par le GIEC. Ces données recueillies étaient présentées au Secrétariat une fois par semaine. Différentes activités de transfert de connaissances ont été réalisées. Il y a d'abord les activités de diffusion qui servent comme outils pour expliquer les différentes analyses effectuées en cours de stage. Par exemple, pendant deux mois, il a été convenu qu'un rapport analytique hebdomadaire serait présenté au directeur des communications pour analyser la performance de différentes publications effectuées sur les différents comptes du GIEC. Un exemple de ces analyses hebdomadaires se retrouve dans l'Annexe 2. La deuxième activité de diffusion a été la création d'un plan de communication (Annexe 3) qui comprend, entre autres, de nouveaux produits et publications qui pourraient être potentiellement utilisés par le GIEC lors de la 46^{ème} Session du GIEC à Montréal. Outre les rencontres hebdomadaires, une activité de transmission a été convenue en cours de stage : il s'agit de rencontres individuelles avec tous les membres du GIEC qui travaillent au sein de l'équipe de communications pour expliquer l'importance des réseaux sociaux et présenter les résultats de cette démarche.

Le plan de communication représente l'une des activités les plus importantes de ce stage. Le Secrétariat du GIEC s'était donné comme objectif de structurer ses communications sur les réseaux sociaux et d'assurer que toute information publique associée à la 46^{ème} Session du GIEC puisse être partagée sur ses différentes plateformes. Cette 46^{ème} Session a eu lieu à Montréal du

5 au 10 septembre 2017. Ce plan de communication comprenait trois objectifs. En premier lieu, il était essentiel de travailler étroitement avec la personne responsable des réseaux sociaux au sein du Gouvernement du Canada. Puisque le GIEC est une organisation intergouvernementale membre de l'ONU où se retrouvent des personnalités publiques, le pays hôte a un rôle majeur à jouer pour informer le public et les médias concernant l'importance et les objectifs de ces sessions. Le deuxième but du plan de communication était de structurer chaque message qui allait être publié en considérant les objectifs précis de la 46^{ème} Session et en prenant en considération des thématiques et des priorités qui allaient être discutées et négociées ainsi que les moments les plus propices pour partager ces publications. Le dernier objectif de ce plan était de souligner le rôle du pays hôte, dans ce cas le Canada, lors de cette session et de rappeler sa contribution dans l'avancement de l'ensemble des travaux du GIEC.

Le plan présente d'abord trois objectifs du Canada pour la 46ème Session du GIEC :

- Encourager une plus grande participation des jeunes femmes dans les milieux scientifiques;
- 2. Incorporer les savoirs autochtones dans les processus décisionnels ;
- 3. Continuer de communiquer au public au sujet de l'importance du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques.

On retrouve ensuite des mots-clics (ou hashtags en anglais³) utilisés pendant la période de la session pour mieux suivre et contribuer aux différentes discussions sur la 46ème Session qui pourraient avoir lieu sur les réseaux sociaux. Ensuite, une table avec deux colonnes a été conçue. Du côté gauche, on retrouve les détails de différentes publications effectuées avant, pendant et après la 46ème Session par l'équipe des communications du Gouvernement du Canada et, de l'autre côté de cette table, se retrouvent les détails des publications que l'équipe de communications du GIEC souhaitait communiquer en ligne. Quelques exemples des publications partagées sur les réseaux sociaux se retrouvent dans l'Annexe 4.

³ Définition de mot-clic (hashtag en anglais) d'après le site Web Scriptum : « Un *hashtag* (ou *htag*), c'est une façon, sur les médias sociaux, de suivre une conversation à propos d'un sujet précis ou d'y contribuer. En ajoutant un mot-clic à un *tweet* ou à une publication, vous participez à son rayonnement, puisque toutes les personnes prenant part à la

conversation y auront accès, peu importe si ces dernières sont abonnées ou non à votre contenu. » Scriptum. S.d. Les hashtag: c'est quoi, à quoi ça sert et faut-il les utiliser? https://www.scriptum-marketing.com/les-hashtags-cest-quoi/ Consulté le 20 février 2018.

Le plan de communication a représenté une importante opportunité pour mettre en place les techniques de diffusion de l'information sur les réseaux sociaux qui ont été développées tout au long du stage. La création d'un plan de communication a permis aussi d'institutionnaliser ces nouvelles formes de communication au sein du Secrétariat. Cela lui a également permis de s'autoévaluer, de se questionner pourquoi certaines publications fonctionnaient mieux que d'autres et de modifier certaines stratégies de communication en conséquence. Incidemment, le Secrétariat a fait état des efforts mis de l'avant pour mieux diffuser de l'information sur les réseaux sociaux dans le rapport qu'il a présenté aux États-membres lors de la 46^{ème} Session du GIEC en septembre 2017. Le GIEC indique notamment dans ce rapport :

Social Media Facebook: The account had 26,213 followers on 30 June 2017 compared with 17,784 at the end of June 2016. Total page likes between 1 April and 30 June 2017 rose from 24,709 to 26,281 compared with 17,041 to 18,072 during the same period in 2016. Source: Facebook Insights

Twitter: The account had about 727,000 impressions between 1 April and 30 June 2017 and had 89,991 followers by 30 June 2017 compared to about 560,000 impressions during the same period in 2016. By the end of June 2016, the IPCC twitter account had 74,769 followers. Source: Twitter analytics (IPCC 2017, sous « progress report»).

2.3.2. Participation des femmes au sein du GIEC

Le deuxième type d'activité réalisé lors de ce stage a été celui en lien avec la participation des femmes au sein du GIEC. Cette activité s'inscrit dans une volonté de la part de plusieurs pays membres du GIEC qui souhaitent favoriser une meilleure participation des femmes au sein des différentes instances de l'organisation. Ce type d'activité se situe également dans un effort plus global au sein de l'ONU qui intensifie depuis plusieurs années ses efforts afin de favoriser une meilleure participation des femmes au sein des agences et dans les différents programmes de l'ONU (Office of the Special Adviser on Gender Issues and Advancement of Women United Nations 2001, 1). Dans un rapport que le Secrétariat du GIEC a soumis aux États-membres lors de la 47ème Session du GIEC tenue à Paris au mois de mars 2018, il est indiqué ce qui suit :

In 2015, the United Nations Member States adopted the 2030 Agenda for Sustainable Development, which includes a set of 17 Sustainable Development Goals. Goal 5 refers to the need to achieve gender equality and empower all women and girls. Many

of the United Nations entities that IPCC is closely affiliated with, such as the World Meteorological Organization (WMO), United Nations Environment Programme (UN Environment) and the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) have adopted action plans and policies with a view to advance gender equality. Also the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) has a *Priority Gender Equality Action Plan for 2014-2021*. In recent years many members of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) have expressed an interest in augmenting gender considerations in the work of the IPCC. Specific attention has been paid to gender and regional representation in the selection of authors for the IPCC special reports as well as the *Sixth Assessment Report* (AR6) (GIEC 2018, 1).

La question posée avant de déterminer les activités de transfert et de mobilisation a été : Seraitil possible de favoriser la participation des non-experts si l'on accentue la participation des femmes au sein du GIEC ?

Il est important ici de rappeler que le GIEC est à la fois un organe scientifique tout comme un organisme intergouvernemental. Il fallait alors réfléchir à la participation des femmes en considérant cet aspect essentiel qui distingue le GIEC des autres agences de l'ONU. Les différentes structures du GIEC (l'Assemblée générale plénière, le Bureau, le Comité exécutif, le Secrétariat et les différents groupes de travail) interagissent avec des acteurs issus des milieux politiques et scientifiques. On peut par exemple faire référence au milieu politique lorsqu'on parle de la participation des femmes au sein des équipes de négociateurs et négociatrices qui proviennent des pays membres et participent aux séances plénières pour décider des orientations du GIEC, ainsi que pour accepter et adopter les différents rapports qui sont produits par les groupes de travail du GIEC. En ce qui concerne le milieu scientifique, on peut faire référence aux auteurs, collaborateurs et examinateurs qui contribuent à la rédaction des rapports du GIEC, ainsi qu'aux membres de différents groupes de travail du GIEC.

Encourager la création de politiques afin d'améliorer la participation des femmes au sein du GIEC s'inscrit dans une démarche onusienne plus large et ambitieuse qui se base en grande partie sur deux constats. Le premier est lié à l'idée voulant que les femmes sont plus vulnérables aux impacts des changements climatiques :

In many of these contexts, women are more vulnerable to the effects of climate change than men—primarily as they constitute the majority of the world's poor and are more dependent for their livelihood on natural resources that are threatened by climate change. Furthermore, they face social, economic and political barriers that limit their coping capacity. (UN Women Watch S.d., sous « Women, Gender Equality »)

Le deuxième élément mis de l'avant est que les femmes sont sous-représentées comme professionnelles, décideuses et praticiennes dans le milieu des changements climatiques. Sophia Huyer dans « Vers une diminution des disparités hommes-femmes dans la science et l'ingénierie », chapitre qui fait partie du *Rapport de l'UNESCO sur la science : vers 2030*, écrit : « Les hommes jouissant généralement d'un statut socioéconomique plus élevé que les femmes, ces dernières sont bien plus largement touchées par les sécheresses, les inondations et les autres phénomènes météorologiques extrêmes ; elles sont en outre mises à l'écart lors de la prise de décisions relatives aux mesures de relèvement et d'adaptation » (Huyer 2015, 85). Huyer ajoute :

En ce qui concerne leur participation au secteur de la recherche en général, les femmes sont confrontées au syndrome du « tuyau percé ». Elles représentent une part importante des étudiants de premier et second cycle universitaire, et sont même plus nombreuses que les hommes puisqu'elles représentent 53 % des diplômés. Pourtant, leur nombre chute brutalement en doctorat : le nombre d'hommes (57 %) dépasse soudainement le nombre de femmes (figure 3.1). L'écart se creuse davantage au sein de la population de chercheurs, composée majoritairement d'hommes (72 %). Le pourcentage élevé de femmes dans l'enseignement supérieur ne se traduit donc pas nécessairement par une présence plus importante de ces dernières dans le secteur de la recherche (Huyer 2015, 85).

Depuis quelques années, différentes initiatives ont été réalisées au GIEC pour discuter de la participation des femmes. En 2016, lors de la Conférence des Parties 22 de la Convention climatique de l'ONU (COP22) à Marrakech, l'équipe de support technique du Groupe de travail I du GIEC, en compagnie de l'Association Marocaine des Sciences Régionales, a organisé un événement nommé *Women Advancing Climate and Climate Change Sciences*. Lors de cette rencontre, une initiative a été lancée pour favoriser et augmenter la participation des femmes dans le domaine des sciences climatiques. Cette rencontre a motivé d'autres acteurs et actrices

du GIEC à réfléchir aux possibilités de passer de la discussion à une décision portant sur cet enjeu dans le but d'établir un plan d'action qui serait accepté par tous les États-membres.

De son côté, le gouvernement du Canada, alors qu'il accueillait la 46ème Session du GIEC à Montréal en septembre 2017, a proposé une discussion sur les opportunités pour le GIEC d'explorer comment intégrer des politiques pour favoriser la participation des femmes. Le Secrétariat du GIEC a contribué à l'organisation de cette activité. Ainsi, l'organisation de cette discussion est devenue une opportunité pour structurer les trois activités pratiques de mobilisation en lien avec la participation des femmes au sein du GIEC. La première activité pratique a été la mise à jour de la base de données des auteurs afin d'inclure des auteurs et contributeurs qui alimentent les travaux du GIEC depuis le premier Rapport d'évaluation du climat. La deuxième était une activité de diffusion qui consistait à rédiger un bref rapport portant sur les différents gestes posés par des agences de l'ONU en matière de création et d'implantation des politiques et programmes pour favoriser la participation des femmes, comme ceux du Programme des Nations Unies pour l'environnement (Annexe 5). Ce rapport dans l'Annexe 5 répondait à un objectif spécifique, celui de justifier pourquoi il était possible pour le GIEC de s'inspirer d'autres agences de l'ONU dans la création et implantation des politiques pour favoriser la parité. Finalement, ces deux premières activités ont servi comme base pour structurer la troisième en tant qu'activité de transmission. Le but était de travailler avec les membres du Secrétariat dans l'organisation logistique de cet événement qui portait sur la participation équitable des hommes et des femmes au sein du GIEC, organisé par le gouvernement du Canada le 5 septembre 2017. Les données recueillies dans les deux premières activités allaient être utilisées lors de la rédaction des discours et présentations des membres du Bureau du GIEC qui participaient à l'événement. Examinons plus spécifiquement ces activités.

En ce qui concerne la mise à jour de la base de données, le mandat initial n'était pas exclusivement lié aux activités en lien avec la participation des femmes au GIEC. Ce qui a initialement été demandé dans le cadre de ce stage était de revoir la liste des contacts actuels (auteurs et collaborateurs des rapports d'évaluation du climat), et de la mettre à jour en ajoutant les auteurs et contributeurs des premier, deuxième, troisième et sixième rapport d'évaluation du climat. Les auteurs et collaborateurs des autres rapports d'évaluation étaient déjà inscrits dans une autre base de données que le Secrétariat maintient et il n'avait pas eu le temps de créer la base de données pour les autres rapports. Il a aussi été demandé d'ajouter, lorsque nécessaire, le pays de résidence et de citoyenneté et, si possible, d'inclure les affiliations des différents auteurs (par université ou groupe de recherche), ainsi que le genre des auteurs et contributeurs.

Ce travail a été effectué avec Excel en repérant les auteurs de chacun des chapitres des rapports mentionnés. Un exemple du résultat de ce travail se retrouve dans l'Annexe 6. Le GIEC avait besoin de ces informations car, au moment du stage, il n'y avait pas de base de données où se retrouvaient dans un seul fichier l'origine, le nom complet, le genre et l'affiliation des contributeurs et auteurs des divers rapports du GIEC depuis le premier. Dans l'Annexe 7, on retrouve un tableau qui montre en pourcentage la participation des femmes aux travaux du GIEC et surtout la place qu'elles occupent à l'intérieur d'autres instances de gouvernance du GIEC.

La deuxième activité est essentiellement une activité de diffusion. Cela a consisté à rédiger un rapport pour mettre en évidence ce que d'autres agences de l'ONU avaient comme programmes et politiques pour favoriser une meilleure participation des femmes au sein de leurs structures. L'objectif d'un tel rapport est d'assurer une cohérence entre ce que le GIEC pourrait éventuellement faire afin de favoriser la participation des femmes et ce qui se fait déjà au sein d'autres agences de l'ONU, notamment celles qui travaillent de près avec le GIEC (voir Annexe 5). Une partie du rapport que nous avons rédigé durant le stage s'est retrouvée dans le rapport soumis par le Secrétariat du GIEC nommé : *Gender Considerations in the Work of the Intergovernmental Panel on Climate Change* et considéré par les États-membres lors de la 47° Session à Paris en 2018 :

In 2015, the United Nations Member States adopted the 2030 Agenda for Sustainable Development, which includes a set of 17 Sustainable Development Goals. Goal 5 refers to the need to achieve gender equality and empower all women and girls. Many of the United Nations entities that IPCC is closely affiliated with, such as the World Meteorological Organization (WMO), United Nations Environment Programme (UN Environment) and the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) have adopted action plans and policies with a view to advance gender equality. Also the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) has a Priority Gender Equality Action Plan for 2014-2021. In recent years many members of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) have expressed an interest in augmenting gender considerations in the work of the IPCC. Specific attention has been paid to gender and regional representation in the selection of authors for the IPCC special reports as well as the Sixth Assessment Report (AR6). IPCC members have also discussed gender - related issues during events organized in conjunction with IPCC and UNFCCC meetings.

En 2018 à Paris, une décision a été prise par les gouvernements membres afin de créer un groupe de travail pour développer un programme de travail qui propose des gestes concrets dans le but d'améliorer la participation des femmes :

In advance of the 46th Session of the IPCC in Montreal, Canada, an event on enhancing gender balance in the IPCC was organized by the Government of Canada on 5 September 2017. The discussions focused on ways and means to consider gender action in line with work under way within the UNFCCC; improving gender balance in climate and climate change science; assessing the possibility of mainstreaming gender balance strategies into the organizational work of the IPCC; considering a Special Report on gender and climate change; developing a framework of actions to improve gender balance within IPCC structures; and encouraging governments to support nominations of highly qualified women in the upcoming call for nominations of the AR6 reports.

Proposal for action

It is proposed that the IPCC decides to establish a gender task team with the aim of developing a framework of actions to improve gender balance within the IPCC's structures, which would report on progress to the 49th Session of the IPCC. (IPCC 2018, 1)

En mai 2019, ce groupe de travail a présenté un rapport dans lequel plusieurs constats sont émis. Tout d'abord, le groupe confirme ce que la littérature avance à propos des obstacles liés à la participation des femmes dans le milieu scientifique : « Literature shows that women are underrepresented in research; women continue to face multiple barriers and discriminations along their career path, although the importance of having gender diversity within the research community has been documented » (Task Group on Gender of the IPCC 2019, 1). Il souligne également la situation en matière de participation des femmes dans l'ensemble des travaux du GIEC :

Gender statistics for IPCC structures, such as Plenary delegates, staffing of the TSUs and Secretariat, Bureau members, and authors teams show a gradual increase over time of the share of women in all functions, related both to governance and management activities as well as to the assessment process leading to IPCC's reports. Nevertheless, there is room for further improvement and

more targeted action including efforts to ensure that women are both represented and have voice and leadership opportunities. (Task Group on Gender of the IPCC 2019, 1)

Des recommandations ont été présentées par le groupe de travail à l'Assemblée du GIEC. On retrouve d'abord celles qui sont adressées aux pays et à leurs représentants afin, entre autres, de favoriser la participation des femmes lors de la nomination d'experts responsables de la rédaction des rapports. Ensuite, il y a respectivement les recommandations qui visent les structures de gouvernance du GIEC. En février 2020, lors de sa 52^{ème} session, le GIEC a adopté une politique pour favoriser la participation des femmes au sein du GIEC (IPCC, 2020).

Un fait intéressant à constater est que ces recommandations essaient de répondre aux questions que l'on s'est posées lors de la période de réflexion concernant les activités de transfert et de mobilisation. Le rapport confirme l'importance des stratégies de renforcement des capacités à l'échelle domestique pour favoriser la participation des femmes au développement social et économique de leurs pays. Il met en évidence différents types de stratégies pour favoriser la participation des femmes au sein des collectivités. En ce sens, les membres du groupe de travail confirment que les stratégies pour favoriser la participation de femmes au sein du GIEC doivent être pluridimensionnelles et prendre en considération des facteurs politiques, géographiques et sociaux. Le rapport présente des recommandations pour favoriser la participation dans les processus d'ordre scientifique, par exemple lors des rencontres d'experts responsables de la rédaction des rapports spéciaux, mais aussi des recommandations pour favoriser la participation des femmes lors des rencontres intergouvernementales. Le groupe de travail recommande aussi au GIEC de se doter d'une politique en matière de genre, ce qui s'inscrit dans une démarche plus large qui caractérise les autres agences de l'ONU.

2.3.3 Relations avec la société civile

Le troisième grand type d'activités réalisé dans le cadre de ce stage a été le rapprochement entre la société civile et le Secrétariat du GIEC. Jonathan Lynn a demandé d'identifier des opportunités de rapprochement entre le GIEC et différentes organisations de la société civile qui démontrent de l'intérêt pour les rapports du GIEC. Au sein de l'ONU, et dans le GIEC, la participation des organisations non-gouvernementales est active et régulée. Ces organisations ont le statut d'observateurs. Elles n'ont pas de droit de vote mais peuvent participer aux débats, effectuer des

interventions et avoir accès aux documents produits en cours de négociations. Parmi tous les observateurs se retrouvent les organisations non-gouvernementales. En 2019, on en comptait 105 au total (GIEC 2019, sous « Table 3 »). Les travaux du GIEC intéressent un important nombre d'acteurs, comme le souligne le Directeur du programme d'adaptation de la Convention-cadre des Nations Unies pour les changements climatiques lors de son discours à l'ouverture à la 48ème Session du GIEC : « The science produced by the IPCC is relevant to UNFCCC Parties, and to the world as a whole, including businesses, local governments, civil society organizations and individual citizens » (Nassef 2018,3).

Pour ce type d'activité, il est important de spécifier qu'on parle ici des groupes de la société civile ou groupes d'intérêt qui participent aux rencontres du GIEC afin d'influencer les travaux et les décisions au sein de cette agence intergouvernementale. On se base plus particulièrement sur la définition de groupe d'intérêt évoquée par Raymond Hudon et Christian Poirier : « une organisation soucieuse d'influencer les décisions publiques touchant plus ou moins immédiatement les intérêts qu'elle a vocation ou prétention de représenter (Hudon 2009, cité dans Hudon et Poirier 2011, 198) ». De façon plus pratique, on souhaite favoriser le rapprochement entre le Secrétariat du GIEC et des organisations environnementales non-gouvernementales qui participent activement comme observatrices aux activités du GIEC.

Le GIEC a une politique et une procédure pour octroyer le statut d'observateur à des organisations qui ne sont pas des États-membres. La politique affirme au premier paragraphe : « Un organisme ou un institut – national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental - qui possède des compétences dans les domaines couverts par le Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC) et qui a informé le Secrétariat du GIEC de sa volonté d'être représenté aux sessions du Groupe d'experts et de l'un ou l'autre de ses groupes de travail, peut y être autorisé si le GIEC donne son accord » (GIEC [2006] [2009] 2012, 1). Toutefois, il faut distinguer entre tout observateur et les groupes d'intérêt. Dans la littérature, lorsqu'on parle des acteurs non-étatiques, on fait référence à ceux qui n'ont pas de statut formel ou légal au sein de l'appareil intergouvernemental : « The term nonstate actor generally refers to any organization that does not have a formal or legal status as a state or agent of a state, or as a constituent subunit of a state such as a province or municipality » (Raustiala et Bridgement 2007, 3). Mais, notre travail ne porte pas sur la relation du GIEC avec tous les acteurs non-étatiques. On ne s'intéresse pas par exemple aux organisations qui détiennent le statut d'observateur mais qui sont responsables de représenter des intérêts très particuliers comme ceux du secteur économique ou ceux des gouvernements infranationaux. Dans le cadre du stage, il s'agit de

contribuer au rapprochement entre le GIEC et différentes organisations faisant partie d'un réseau international d'organisations non-gouvernementales qui travaillent pour l'avancement des politiques climatiques à l'échelle globale, le Climate Action Network International (ou le Réseau action climat international en français).

C'est en discutant avec le Secrétariat du GIEC que l'on a conclu que le Secrétariat pourrait potentiellement mieux communiquer avec le public s'il avait une meilleure relation avec les organisations de la société civile internationale. Il est important de remarquer que la contribution de la société civile dans la création et implantation de politiques climatiques est reconnue dans le rapport du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C. À la section D.7 du *Sommaire des décideurs* on affirme : « Strengthening the capacities for climate action of national and sub-national authorities, civil society, the private sector, indigenous peoples and local communities can support the implementation of ambitious actions implied by limiting global warming to 1.5°C (high confidence) » (GIEC 2018, 23).

Afin de mieux comprendre comment la société civile participe aux travaux du GIEC, il faut avoir une idée du processus qui mène à la publication des rapports. Par exemple, dans le cadre du rapport sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C présenté en 2018, Claire Nullis de l'Organisation météorologique mondiale souligne que :

Le Résumé à l'intention des décideurs (33 pages) et le rapport associé ont été approuvés par les gouvernements membres du GIEC à Incheon (République de Corée), le 6 octobre. Fruit de la collaboration de 91 auteurs et éditeurs-réviseurs issus de 40 pays, il a été élaboré conjointement par les trois groupes de travail du GIEC (Groupe I: éléments scientifiques de l'évolution du climat; Groupe II: conséquences, adaptation et vulnérabilité; et Groupe III: atténuation du changement climatique) et cite plus de 6 000 références scientifiques. (Nullis 2018, sous « Rapport »)

Cela dit, pendant le processus de rédaction, le GIEC invite des spécialistes, membres du public, à réviser et commenter les premières versions. Toute personne qui s'auto-déclare experte peut en principe participer à cet exercice. Le Président du GIEC l'a mentionné lors de son discours à la 48^{ème} Session du GIEC. Il parle spécifiquement des 13 000 commentaires reçus provenant de 500 spécialistes dans 61 pays :

Let me give you some statistics to illustrate the scale of work that has been achieved in this time. The final draft of the report contains over 6,000 cited references. The

expert review of the First Order Draft, from July to September 2017, attracted almost 13,000 comments from some 500 experts in 61 countries. The government and expert review of the Second Order Draft, from January to February this year, attracted over 25,000 comments from 570 experts and officials in 71 countries. Governments provided close to 4,000 comments on the Final Government Draft. So in all we have received 42,000 comments on the drafts of this report. Allow me to remind you that under the IPCC procedures, the authors must address each comment received in the review process. Review is an essential part of the IPCC process, and we are grateful to the hundreds of experts who have contributed to our work in this way (GIEC, 2018)

Lors des séances plénières pour l'approbation des rapports, des organisations comme Greenpeace, World Wild Foundation, Climate Action Network International (Réseau action climat international), Christian Aid, Climate Nexus, CARE International, etc. participent activement et contribuent aux différents processus d'élaboration des rapports du GIEC. Certaines délégations gouvernementales, comme c'est le cas du Canada, font appel aux groupes d'intérêt afin qu'ils fassent partie de la délégation officielle : « Granting CSOs [civil society organizations]access to national delegations should improve political responsiveness, transparency, or (democratic) accountability, and ultimately legitimacy in the sense of international and domestic public support » (Clark et al. 1998 : 2 cité dans Spilker, Gabriele & Boehmelt, Tobias & Koubi, Vally 2014, 9).

Le rôle qu'occupent les organisations de la société civile dans les processus décisionnels de l'ONU et à l'échelle mondiale, notamment en matière de gouvernance climatique (Bäckstrand *et al.* 2017), a toujours été une source d'intérêt dans les milieux académiques et politiques (Gupta 2014). Dauvergne dans *Research in Global Environmental Politics: History and Trends* l'explique bien lorsqu'il affirme : « Interest in the role of civil societies in international relations has grown steadily over the last decade or so. This in part reflects the great increase in the number of nongovernmental groups. But it also in part reflects a shift away from the view that states alone shape global affairs » (Dauvergne 2005, 13). Dauvergne présente en outre des questions qui sont pertinentes tant dans le milieu politique que dans le milieu scientifique :

There are a wide range of specific research questions. How and to what extent do nongovernmental organizations (NGOs) influence global environmental negotiations? What is the impact of NGOs on the environmental behaviour of states and corporations? Are the actions of civil society groups altering the global culture? If so, what does this mean for the actions of states and firms and individuals? And what

does this mean for the global allocation of scarce environmental resources? (Dauvergne 2005, 8)

À la fin du stage, Jonathan Lynn a trouvé qu'il était important pour le Secrétariat de créer des opportunités afin de rencontrer des organisations de la société civile qui participent ou qui souhaitent participer aux travaux du GIEC. Dans l'objectif de mieux informer le public, le Secrétariat souhaitait aussi mieux expliquer le fonctionnement du GIEC, les processus d'élaboration, d'examen, d'acceptation, d'adoption et de publication des différents rapports, tout comme le déroulement des séances plénières.

Dans ce contexte, une activité pratique a été réalisée, soit l'organisation d'un événement (voir affiche en Annexe 8) lors duquel le Président du GIEC, Hoeusung Lee, a rencontré des organisations non-étatiques, notamment celles qui sont membres du Réseau action climat international, la plus grande coalition mondiale d'organisations non gouvernementales qui luttent contre les changements climatiques avec plus de 1 300 membres à l'échelle globale. Cette activité de rapprochement a permis au Secrétariat du GIEC de tisser des liens plus solides avec ce réseau, ce qui a contribué à faire en sorte que le Réseau action climat et ses membres participent de façon plus organisée à la 48^{ème} Session du GIEC qui a eu lieu au mois de septembre 2018 en Corée du Sud. Cela a également permis au GIEC de réfléchir à l'importance de mieux expliquer aux organisations non-étatiques les façons de participer activement aux différentes activités du GIEC. Bien qu'il soit difficile de mesurer l'impact réel de la société civile au sein du GIEC, il est possible de constater que les organisations non-étatiques prennent une place plus importante en son sein.

2.4 Activité de transfert et de mobilisation des connaissances en milieu scientifique

L'activité de transfert de connaissances en milieu scientifique s'est déroulée le 27 octobre 2017 au Centre UCS de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). Cette activité a été réalisée en compagnie d'Andréanne Rousseau, également étudiante à la maîtrise en Pratiques de recherche et action publique. Nous avons décidé d'organiser une seule activité de transfert et mobilisation en milieu scientifique pour les deux projets de stage car nous sommes parvenus à la conclusion que les défis rencontrés avant, pendant et après le stage étaient relativement similaires, notamment en ce qui concerne la période d'adaptation au sein de milieux hautement bureaucratiques et politiques.

Il s'agissait également d'une opportunité idéale pour s'assurer que le plus grand nombre de personnes puisse participer. Tel que déjà mentionné par Rousseau dans son essai, « l'avantage d'une présentation commune était, d'une part, d'assurer la présence d'un plus grand auditoire et, d'autre part, de contraindre les deux étudiants à synthétiser le plus possible et de manière claire leurs résultats de recherche en raison du peu de temps alloué aux présentations individuelles (soit 25 minutes chacun) » (Rousseau 2018, 43). L'organisation de cette activité de transfert et mobilisation des connaissances en milieu scientifique a été motivée par le désir de partager les observations concernant les dynamiques qui se déroulent au sein des milieux d'interface où interagissent les sphères politiques, académiques, économiques et de la société civile en matière de changements climatiques au sein du GIEC. De plus, cette activité en milieu scientifique m'a permis de présenter en détails les différentes opportunités où il a été possible de favoriser différentes techniques de transfert et de mobilisation des connaissances pendant le stage.

L'activité s'est déroulée à la fois à Montréal et à Québec (A. Rousseau en visioconférence). En ce qui concerne les participants, des professeurs et des étudiants étaient présents et un représentant du Réseau action climat a également accepté de participer. Malheureusement, le directeur du stage au sein du GIEC n'a pas pu y assister en raison du décalage horaire entre Genève et Montréal.

2.4.1 Organisation de l'activité

Le 29 septembre 2017, une rencontre a été organisée avec Michel Trépanier, professeur à l'INRS – UCS. Pendant une courte période, il a agi comme superviseur de ce projet, Christian Poirier étant temporairement absent. Lors de cette rencontre, on a discuté de la préparation de l'activité en milieu scientifique. M. Trépanier a mis l'accent sur l'importance de revenir sur les notions de base du transfert et de la mobilisation des connaissances et comment ces notions s'appliquent dans le contexte du travail complété au sein du GIEC, pour ensuite ajouter des réflexions théoriques.

Suite à la rencontre avec M. Trépanier, je suis allé à Québec à plusieurs reprises pour préparer l'activité en milieu scientifique avec Andréanne Rousseau. Différents outils de transfert de connaissances ont été créés et peaufinés. Il a été décidé entre les deux stagiaires que chaque présentation allait durer 25 minutes pour qu'ensuite puisse être réalisé un retour collectif sur

l'expérience de stage. La conférence a été intitulée Sciences et société, les défis climatiques et le numérique (voir Annexe 9).

2.4.2 Outils de transfert et de mobilisation

Plusieurs outils de transfert ont été préparés dans le cadre de cette activité : un séminaire, une présentation PowerPoint (Annexe 10), un événement Facebook (Annexe 11), ainsi qu'une discussion collective avec les participants présents à l'activité. Examinons de façon détaillée. La forme du séminaire a été retenue car elle permet de transmettre de la connaissance tout en favorisant l'échange et la discussion entre participants. Cela a permis de jumeler conférences et débat dans une même formule, l'objectif étant de favoriser le partage des connaissances et l'échange entre participants.

La présentation PowerPoint (Annexe 10) représente un outil clé pour ce volet du projet. À l'aide de cette dernière, il est possible de visualiser la structure du projet tel que perçu par l'agent d'interface de façon créative. Lors de cette activité, la présentation PowerPoint qui se trouve en annexe s'est déclinée en plusieurs sections. La première décrit le stage. Sont ensuite présentées la problématique et l'évolution des objectifs avant le stage et une fois que celui-ci a débuté au sein du GIEC. L'accent est par la suite mis sur ce qui a été effectué durant les trois mois du stage. Toutes les activités complétées ont été regroupées au sein de ce que j'ai nommé « terrains d'intervention ». Ce terme a été utilisé à des fins de compréhension, faisant référence aux différents types d'activités dans le cadre desquelles nous sommes intervenus pendant le stage, à savoir les activités afin d'améliorer les pratiques du GIEC au sein des réseaux sociaux, celles visant à favoriser la parité au sein des activités du GIEC, et celles dont l'objectif est la création de liens entre le GIEC et la société civile. La page Facebook était un moyen idéal pour partager ces informations. D'abord, il s'agit d'un moyen gratuit pour faire la promotion de cette activité. Ensuite, l'INRS détient déjà une page Facebook et le gestionnaire de la page a diffusé notre activité sur celle-ci.

La discussion collective était la dernière partie de la présentation conjointe. Elle a permis un échange-débat entre présentateurs et public présent. Cependant, puisque la conférence était d'une courte durée et que le public provenait de milieux différents, les discussions ne sont pas allées aussi loin que ce que l'on aurait pu souhaiter. La discussion a porté sur les notions de base de la mobilisation et du transfert des connaissances et de quelles façons ces notions s'appliquent

dans le contexte du travail complété. Les stagiaires ont présenté sept points décrits ci-après afin de revenir sur les expériences de stage et présenter brièvement une réflexion portant sur le thème du transfert et de la mobilisation des connaissances dans le contexte de ces deux projets de stage. Ces points ont servi comme moyen pour favoriser la discussion entre le public présent et les présentateurs.

Le premier point c'est la définition de concepts. Cette première partie a permis de présenter brièvement les concepts de transfert et de mobilisation des connaissances. Andréanne Rousseau et moi avons utilisé certaines définitions qui se retrouvent dans les textes lus en classe. Ces définitions sont aussi présentées au début du présent chapitre. En deuxième lieu on a souligné l'importance de l'écoute et de la flexibilité dans le milieu pratique. A. Rousseau a mentionné à quel point il était essentiel de prendre le temps de bien connaître le milieu, ce qui passe notamment par une écoute active des intervenants qui travaillent au sein des milieux de pratique où l'agent d'interface intervient. Il faut apprivoiser le milieu, faire preuve de flexibilité et s'ajuster aux besoins du milieu tout en demeurant rigoureux et méthodique.

Le troisième point était l'importance de ne rien prendre pour acquis. Les deux stagiaires étaient d'avis que la préparation avant le début du stage ne représentait pas une garantie face aux imprévus potentiels qui pourraient considérablement influencer les résultats du stage et parfois même déstabiliser le ou la stagiaire. Dans le cas du stage au GIEC, on peut penser au troisième type d'activité pratique (celui du rapprochement avec la société civile), qui a été ajouté seulement vers la fin du stage.

Le quatrième point soulignait l'équilibre entre la rigueur académique et la rigueur pratique. Les deux stagiaires ont parlé de l'importance d'avoir constamment en tête l'équilibre entre le travail pratique et les objectifs académiques derrière chaque activité exécutée en cours de stage. Au sein du Secrétariat, il fallait bien faire la distinction entre un simple agent de communication et un véritable agent d'interface avec des objectifs de recherche définis et négociés. Chaque activité au sein du GIEC avait comme objectif de contribuer au rapprochement entre le GIEC et les groupes peu représentés au sein des structures de gouvernance du GIEC.

En cinquième lieu on a affirmé l'importance de présenter un cadre théorique rigoureux. Chaque activité complétée devait s'appuyer sur un cadre théorique conséquent. Il faut être rigoureux et en même temps capable de clairement communiquer les objectifs du projet pour que le milieu puisse comprendre les intentions de l'agent d'interface. Par exemple, parfois certains concepts

deviennent moins pertinents en cours de stage. L'agent d'interface doit aussi permettre au milieu pratique de proposer de nouveaux concepts et des façons d'interpréter et de comprendre ce que l'on souhaite accomplir en cours de stage.

En sixième lieu on a parlé de la confiance. Les deux stagiaires ont également remarqué l'importance de la confiance. Autrement dit, ce sentiment de confiance que l'agent d'interface ressent lorsqu'il constate que son projet est en symbiose avec les besoins du milieu. Ce sentiment se manifeste aussi lorsque le milieu s'approprie le travail que l'agent exécute et lorsque le milieu décide de le réutiliser une fois que l'agent d'interface a complété son projet.

Finalement, on a également présenté quelques facteurs de réussite ayant permis l'avancement des projets. Les stagiaires ont fait part de certains facteurs considérés comme essentiels pour la réussite du stage et qui étaient repérés au sein des deux expériences de stage :

- 1) Prendre le temps de bien s'immerger dans le milieu ;
- 2) Saisir comment les activités pratiques du stage sont perçues par le milieu ;
- Bien s'entourer et oser poser des questions de clarification au sein du milieu de pratique;
- Garder contact avec les collègues du milieu académique et poser des questions lorsque nécessaire;
- 5) Ne pas s'isoler;
- 6) Croire en ce que l'on fait ;
- 7) Prendre le temps de s'autoévaluer.

Les sept points présentés ont été bien accueillis par les participants et ont permis un échange particulièrement riche. L'une des participantes a posé une question concernant le rôle de l'agent d'interface au sein de structures bureaucratiquement complexes et plutôt conservatrices. Elle a également demandé comment il était possible de s'assurer que le travail complété « ne s'oublie pas » une fois que l'agent d'interface quitte les lieux. Cette question résume bien le défi du transfert des connaissances au sein du GIEC. Nous avons présenté notre point de vue et avons souligné qu'il faut toujours s'assurer de bien expliquer ce que l'on fait et pourquoi on le fait afin que le milieu comprenne l'importance des activités pratiques pendant le stage et après celui-ci. De plus, il est important d'expliquer comment les activités pratiques réalisées en cours de stage peuvent potentiellement avoir un impact positif au sein de la structure du GIEC et pourquoi le milieu gagnerait à s'approprier de nouvelles pratiques développées par le stagiaire.

Un professeur présent a posé une question concernant les défis liés à la réalisation d'un stage en transfert et mobilisation des connaissances à l'extérieur du Canada et surtout au sein des Nations Unies. En effet, il s'agit d'une pratique peu usuelle dans le cadre du programme Pratiques de recherche et action publique (PRAP). Faute de temps, il n'a pas été possible d'aborder ce sujet de façon approfondie. Cependant, il a été remarqué qu'au sein d'un milieu comme celui des Nations Unies, l'agent d'interface est appelé à s'adapter à un milieu organisationnel où se retrouvent des personnes qui proviennent de plusieurs pays. Il faut prendre le temps de comprendre le milieu avec son ensemble de valeurs, croyances qui lui sont propres. Par exemple, la langue utilisée pendant toute la période du stage a été l'anglais, alors que le programme académique se déroule en français. Un nombre important de documents a dû être traduit de l'anglais vers le français et vice-versa. Ensuite, un stagiaire au GIEC n'est pas un salarié ce qui a une influence sur les attentes du milieu et des employés envers les stagiaires. Par exemple, un stagiaire n'a pas de salaire fixe, la relation du stagiaire avec le milieu se fait parfois par l'entremise d'une institution universitaire. Ce n'est pas le contrat de travail qui détermine les objectifs du stagiaire mais bien une entente académique par exemple. De plus, le stagiaire travaille au sein d'une organisation intergouvernementale où l'on discute parfois de sujets de nature confidentielle. Alors, il est appelé à être discret et à bien utiliser l'information qu'on lui partage. Dans un tel cadre, il faut rapidement bâtir sa crédibilité au sein du milieu afin d'exceller et de compléter avec succès les objectifs fixés en début de stage.

Au cours de ce chapitre, on a présenté les activités de transfert et de mobilisation dans les milieux pratique et scientifique. Dans le milieu de pratique, trois grandes activités ont été conçues. Deux d'entre elles (la participation du GIEC dans les réseaux sociaux et la participation des femmes au sein du GIEC) ont été négociées avec le milieu en début de stage. La troisième activité (le rapprochement entre le GIEC et la société civile) a été décidée seulement vers la fin du mandat. L'objectif de ces types d'activités a toujours été le même, soit de favoriser la participation des non-experts au sein des activités du GIEC.

Réaliser un stage au GIEC c'est travailler au sein d'une institution qui se retrouve à l'interface entre le milieu politique et celui de la recherche scientifique. Chaque activité a été exécutée en ayant en tête cet objectif du GIEC de mieux informer le public au sujet de ses travaux. Certains outils ont été créés pendant le stage pour favoriser le transfert et la mobilisation des connaissances et surtout pour permettre au GIEC de les réutiliser une fois le stage complété.

La troisième partie du chapitre a présenté l'activité de transfert et de mobilisation en milieu scientifique réalisée au Québec en compagnie d'une autre étudiante. Elle s'accompagne d'une présentation des outils créés pour favoriser le transfert et la mobilisation des connaissances pendant l'activité, ainsi que d'une brève présentation des points abordés lors de la discussion collective tenue pendant l'activité de mobilisation en milieu scientifique. Lors de cette discussion, sept points ont été présentés. La plupart de ces points font partie des expériences acquises en cours de stage, notamment : l'importance de l'écoute et de la flexibilité dans le milieu de pratique, la capacité d'adaptation du stagiaire, l'importance d'avoir un cadre théorique rigoureux, l'importance de bâtir un sentiment de confiance avec le milieu, prendre le temps de bien s'immerger dans le milieu, bien s'entourer, ne pas s'isoler et prendre le temps de s'autoévaluer.

CHAPITRE 3: BILAN CRITIQUE DU STAGE

Ce chapitre est consacré au bilan critique du stage. Il s'agit de présenter une évaluation portant sur les apprentissages acquis, les réalisations et obstacles en lien avec ce projet. Le chapitre présente une réflexion critique et analytique sur le milieu, ses besoins, ses défis et les opportunités qu'il offrait afin de faire avancer les objectifs du projet. Deuxièmement, on aborde de façon analytique, à l'aide des observations recueillies, le rôle de l'agent d'interface. Finalement, on présente les retombées pratiques et surtout académiques en lien avec ce stage.

3.1 Évaluation critique du stage

3.1.1 Pourquoi le GIEC ?

Afin d'aborder de façon critique et de justifier les raisons derrière ce projet de stage, il faut revenir à deux questions essentielles : 1) Pourquoi décider de faire un projet stage au GIEC ? 2) Quels principes de base ont été pensés lors de la création de ce projet ?

Pour répondre à la première question, il faut revenir à la période de négociation. C'est à ce moment-là qu'il a été possible de constater que le GIEC était un lieu propice pour réaliser des activités de transfert et de mobilisation des connaissances. Jonathan Lynn a fait part de ses objectifs. Nous avons compris qu'il existait un important nombre de points de convergences entre les objectifs de recherche de ce stage et les objectifs pratiques du milieu. Le GIEC, en tant qu'instance conservatrice, souvent perçue comme éloignée du public, cherchait à diversifier ses moyens pour mieux informer le public et pour favoriser une plus grande participation des non-experts. Alors, ce stage a été perçu comme une opportunité pour contribuer à ces efforts. La conception du projet a donc été effectuée en tenant compte d'un principe général : en diversifiant les sources d'information et la façon dont le GIEC communique avec le public, on pourra potentiellement contribuer à favoriser un rapprochement entre le GIEC et différents groupes, notamment ceux qui sont traditionnellement exclus des lieux de gouvernance et de prise de décision multilatérale, ce qui est particulièrement important par exemple lorsqu'on pense à la participation des femmes dans les divers projets et activités du GIEC.

Du point de vue académique, ce projet a été pensé comme une opportunité pour mieux comprendre la place que le GIEC occupe au sein des espaces de gouvernance et des milieux d'interface surtout dans le contexte du sixième Rapport d'évaluation du climat tel que noté dans le chapitre deux. Ce projet visait une meilleure compréhension de la mobilisation et du transfert des connaissances au sein des instances gouvernementales et intergouvernementales.

3.1.2 Répondre aux besoins du milieu et aux attentes académiques

En 2017, avant d'arriver à Genève, J. Lynn a présenté quelques idées initiales de ce qu'un stagiaire pouvait faire au sein du Secrétariat. Parmi celles présentées, soulignons les idées suivantes :

- 1. Réviser la liste des contacts du GIEC afin de mettre à jour et améliorer l'information qui se retrouve dans cette liste et mettre à jour la base de données des auteurs du GIEC.
- 2. Réviser le site Web et proposer des idées afin d'améliorer la présentation de l'information qui s'y retrouve.
- 3. Mettre à jour la liste de contacts des journalistes internationaux et réviser les pratiques d'utilisation des médias sociaux.

Ces idées ont représenté un point de départ pour moi. Le défi était alors d'intégrer les objectifs présentés par Jonathan Lynn avec mes motivations académiques et professionnelles et les exigences académiques de la PRAP.

En ce qui concerne mes motivations professionnelles, il faut souligner le désir de vouloir réaliser un stage dans une organisation internationale. Ce désir a été enrichi par une autre motivation associée aux expériences de travail ainsi qu'aux connaissances acquises à l'extérieur de l'école. Avant de débuter la maîtrise en Pratiques de recherche et action publique, j'ai travaillé comme coordonnateur national d'une organisation nommée Réalité climatique Canada, la branche canadienne de la fondation de l'ancien vice-président des États-Unis, Al Gore. Le coordonnateur national est responsable de la campagne de sensibilisation et d'éducation portant sur les enjeux climatiques. Il travaille avec les citoyens et citoyennes du Canada qui ont été formés préalablement par Al Gore afin que ceux-ci puissent communiquer pourquoi il est important de prioriser l'action climatique à l'échelle locale. Avoir travaillé dans cette organisation a enrichi les

motivations personnelles qui ont influencé la création d'un tel projet de stage, notamment la volonté de mieux communiquer l'information relative aux changements climatiques à tout type de public. Cette expérience professionnelle m'a également sensibilisé à l'importance de créer des liens plus forts entre des instances (comme le GIEC) responsables de l'évaluation de l'information d'ordre scientifique, technique et socio-économique en matière de risques associés aux changements climatiques et le public en général, surtout les groupes de la société qui n'ont traditionnellement pas accès à ces ressources.

Lorsque je regarde le chemin parcouru, je constate que ce stage a grandement contribué à mon apprentissage concernant le fonctionnement des structures de gouvernance en matière climatique à l'échelle globale. Il m'a appris à structurer un projet complexe où se rejoignent différents acteurs provenant des milieux politique et académique. Il m'a appris, par exemple, à synthétiser des idées qui se sont transformées en outils visant à mieux communiquer les travaux du GIEC à un public non-expert, le tout s'étant déroulé à l'extérieur du Québec, dans un milieu organisationnel international et intergouvernemental. J'ai surtout mieux compris l'importance de la crédibilité lorsqu'on travaille dans des lieux d'interface.

Pour répondre aux exigences académiques de la PRAP, il faut essentiellement revenir au rôle de la coproduction des connaissances au sein des institutions et structures sociales. Dans le cadre de ce projet, le rôle de l'agent d'interface ne se limite pas au simple fait d'être un agent de communications au sein du GIEC. En tant que stagiaire à l'ONU, la portée de mon stage et l'importance de la rigueur académique dans l'exécution des activités rendaient mon projet de stage différent des projets des autres collègues stagiaires qui étaient présents avec moi à Genève. D'une part, les orientations et les objectifs du stage ont été négociés avec le milieu avant d'arriver à Genève. D'autre part, mon projet de stage avait été négocié avec le milieu dans une perspective académique afin de faire avancer la mobilisation et le transfert des connaissances en milieu de pratique et créer des outils de coproduction des connaissances que ce milieu pourrait réutiliser à la fin du stage. Un raisonnement scientifique crédible fondé sur les principes mêmes de la coproduction des connaissances était nécessaire dans la conceptualisation des activités qui allaient être proposées au milieu. Jackson-Bowers, Kalucy et McIntyre font référence aux objectifs de la coproduction des connaissances lorsqu'ils affirment que celle-ci favorise la création de liens entre entités et individus qui n'auraient pas pu être créés autrement :

Knowledge brokering can be a role played by a person engaged in linking researchers and policy makers or it can be an activity or process by which

knowledge transfer, knowledge exchange, linkage and exchange or knowledge translation takes place. While models of knowledge brokering vary considerably, a number of key features are discernable. Foremost of these is the role of making connections between groups of people to facilitate the use of research evidence in policy making. Knowledge brokers build relationships and networks, and are well informed and up to date on what is happening in their domain. Secondly, knowledge brokers are trustworthy subject experts with a high level of credibility. They are not advocating or lobbyists for a cause, neither is their role simple communication of information. (Jackson-Bowers *et al.* 2006, 2)

Jonathan Lynn avait bien compris le volet académique de ma démarche et j'avais compris que je devais travailler en fonction des besoins et des attentes du GIEC.

Travailler au sein de l'ONU et du GIEC c'est, entre autres, avoir accès à de l'information confidentielle, suivre un code de conduite professionnelle assez détaillé, comprendre que le GIEC est une agence qui représente les intérêts des États-membres, travailler selon un calendrier serré. C'est pourquoi il a été important de clarifier les limites de ce projet et de ce qu'on pourrait effectuer avec les observations recueillies et les informations et les données utilisées dans les analyses réalisées en cours de stage. Ensuite, chaque type d'activité pratique avait une dynamique politique et logistique différente. La conception et l'organisation des outils pour favoriser la participation du GIEC sur les réseaux sociaux demandait une réflexion pratique et académique différente de celle portant sur la participation des femmes et celle sur le rapprochement entre le GIEC et les organisations de la société civile. Pour chacune des activités exécutées, le processus de réflexion s'est effectué en considérant plusieurs étapes. Afin de l'expliquer plus clairement, on présentera l'exemple de la création du plan de communications pour les réseaux sociaux utilisé lors de la 46ème Session à Montréal.

La première étape du processus de réflexion était de savoir comment l'utilisation des réseaux sociaux permettait au Secrétariat du GIEC de mieux structurer ses publications en fonction des besoins exprimés par le milieu en matière de diffusion de l'information. Deuxièmement, je me suis questionné sur la pertinence de ce plan pour le Secrétariat. En ce sens, une meilleure structure des messages à publier sur les réseaux sociaux avait le potentiel d'assurer une meilleure cohérence entre les messages que le GIEC souhaitait diffuser et ceux du gouvernement hôte, le Canada. Ce plan permettait aussi une meilleure institutionnalisation de l'usage des réseaux sociaux lors des sessions intergouvernementales du GIEC. Dans le contexte de la 46ème Session,

le Secrétariat était mandaté d'informer les gouvernements concernant les projets en matière de communication, notamment la diffusion de l'information via les réseaux sociaux. Troisièmement, afin de clarifier quels étaient les objectifs pratiques et les objectifs académiques de ce plan, je me suis posé la question suivante : comment la création d'un plan de communications pour les réseaux sociaux permettrait au GIEC de mieux diffuser de l'information auprès d'un public non expert ? Finalement, afin de choisir quelles observations je voulais recueillir, il a été essentiel de différencier les intérêts académiques des intérêts pratiques. C'est uniquement après ces quatre étapes de réflexion que je pouvais potentiellement conclure qu'il s'agissait d'une activité réaliste parce que je voyais un alignement clair entre l'activité pratique et les objectifs académiques.

Un volet essentiel pour protéger la souveraineté académique est l'établissement d'une relation de confiance entre le milieu de pratique et le milieu académique. Malgré le décalage horaire entre Montréal et Genève, une rencontre avec mon directeur Christian Poirier et Jonathan Lynn a pu être organisée au début du mois de juin 2017. C'était le moment pour C. Poirier de présenter le programme de maîtrise et remercier le GIEC d'avoir accepté d'accueillir un stagiaire au sein de l'organisation.

En ce qui concerne les suivis pendant le stage, outre les rencontres d'équipe hebdomadaires au sein du Secrétariat du GIEC, une rencontre avec Jonathan Lynn a été organisée de façon hebdomadaire afin de discuter des activités liées au stage. Du côté académique, Christian Poirier a supervisé le projet depuis sa conception. Pendant son absence, le professeur Michel Trépanier a assuré le suivi, notamment pendant l'organisation et la présentation de l'activité en milieu scientifique. M. Poirier a ensuite repris la direction académique du projet à son retour.

3.1.3 Un stage particulier dans une organisation particulière

Le programme PRAP de façon générale est particulier lorsqu'on le compare à d'autres programmes de maîtrise avec stage. Le stage au sein de la PRAP est structuré en différentes étapes : sa conception, le processus de négociation, l'arrivée dans le milieu, l'exécution des activités de transfert et de mobilisation des connaissances dans le milieu de pratique, l'organisation de ces mêmes activités au sein du milieu scientifique et finalement la rédaction de l'essai. Lors des premières rencontres avec Jonathan Lynn, celui-ci a souligné les difficultés que les stagiaires vivaient lorsqu'ils décidaient de séjourner quelques mois à Genève. Elles ont souvent été présentées dans les médias, notamment lorsqu'un stagiaire a été forcé de vivre dans

la rue faute d'argent (BBC News 2015). Sans salaire prévu, les défis logistiques à surmonter avant de partir pour Genève ne sont pas à ignorer, surtout sachant que le dollar canadien vaut un peu moins que le franc suisse. La préparation avant le départ pour Genève a été exigeante. D'une part, c'était la session de la préparation du devis de stage, un processus qui prend beaucoup de temps. D'autre part, plusieurs étapes devaient être complétées avant de pouvoir quitter le Canada. Par exemple, j'ai dû appliquer pour un visa spécial me permettant de travailler à l'ONU et de vivre en Suisse pendant le stage. Ensuite, plusieurs demandes de financement pour ce projet ont été effectuées, la plupart rejetées car il s'agissait d'un projet qui ne s'inscrivait pas dans les priorités des différentes institutions ou différents fonds sollicités. Malgré ces difficultés, d'autres voies ont été trouvées afin de financer le projet de stage, notamment une petite bourse octroyée par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. En somme, il s'agissait d'un projet unique au sein d'un petit Secrétariat peu connu au sein d'une organisation importante avec un mandat intergouvernemental, dans l'une des villes les plus dispendieuse au monde. Puisque le GIEC avait prévu sa prochaine session intergouvernementale en septembre 2017 à Montréal, cela a cependant permis que les dernières semaines de stage se déroulent au Québec plutôt qu'en Suisse.

La période d'adaptation au sein du Secrétariat a été de courte durée. Dès la première semaine, l'équipe de communications du GIEC m'a permis d'avoir accès aux différentes applications que le Secrétariat utilise sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, Twitter et Instagram. Rapidement, je suis devenu l'un des gestionnaires des réseaux sociaux pour le GIEC. Ceci dit, toute utilisation était « surveillée » par Jonathan Lynn et les autres membres de l'équipe. Il importe à cet égard de souligner combien il était important que le Secrétariat du GIEC démontre une réelle confiance en mes capacités. J'ai ainsi débuté le travail lié à mon projet de stage dès la première journée au sein du Secrétariat.

Travailler au sein de l'ONU implique en outre de côtoyer des individus qui proviennent de différents pays, ce qui est très positif et enrichissant. On apprend à valoriser l'aspect humain de ces institutions internationales qui sont parfois perçues comme étant éloignées du public. Dans le cadre de ce projet, un élément important en début de stage a été de prendre le temps de bien connaître le milieu, de comprendre la culture organisationnelle, les objectifs actuels et futurs du milieu, les attentes envers le stagiaire et les limites concernant ce qui est permis, surtout en ce qui concerne l'information sensible (agenda des sessions, rapports budgétaires, discussions avec les gouvernements) qu'il ne fallait partager à l'extérieur des bureaux et du GIEC.

Il faut bâtir une crédibilité au sein de l'équipe et cela passe notamment par l'écoute active. Bâtir cette crédibilité a été un atout essentiel afin d'expliquer aux membres du Secrétariat la nature de ce travail et présenter les objectifs liés au stage aux membres de l'équipe de façon rigoureuse, et ce afin qu'ils comprennent le rôle que j'occupais au sein du Secrétariat en tant qu'agent d'interface. Évidemment, on ne se présente jamais sous ce nom. Dans mon cas, je me suis d'abord présenté comme un étudiant qui avait des intérêts spécifiques en lien avec les priorités du GIEC. Ceci soulève incidemment des questionnements potentiellement intéressants concernant les diverses façons de nommer ce qui constitue un « agent d'interface » et comment on choisit de se présenter lorsqu'on souhaite être accepté dans un milieu où l'on veut faire du transfert et de la mobilisation des connaissances dans un milieu pratique. D'ailleurs, à Genève, au sein du Secrétariat, j'ai plutôt été perçu comme un apprenti expert en communications avec un intérêt concernant l'étude de la gouvernance climatique. Puisque le stage est de très courte durée, il importe lorsqu'on présente les objectifs du projet de toujours revenir aux objectifs initiaux du stage, au mandat qui a été négocié et prendre le temps d'expliquer les motivations et les résultats attendus à la fin. L'un des apprentissages important acquis en cours de stage est que si l'on n'explique pas bien ce que l'on souhaite accomplir pendant le stage, et le rôle qu'on occupe en tant qu'agent d'interface, on peut être appelé à exécuter des tâches qui ne correspondent pas à ce qui avait été prévu, ce qui peut provoquer des malentendus. Ceci étant dit, il est également important de faire preuve de flexibilité. Dans mon cas, le Secrétariat du GIEC ne représente qu'un petit nombre de personnes. Parfois, il faut cesser un travail en cours et aider ses collègues dans l'exécution de tâches urgentes. J'ai ainsi parfois été appelé à effectuer d'autres mandats non prévus dans mon entente de stage : on m'a par exemple demandé si je pouvais assister le Secrétariat dans la coordination de voyages d'experts participant à différentes rencontres internationales.

3.1.4 Organisation d'une séance du GIEC à Montréal

Le début du stage était difficile car pendant plusieurs semaines je cherchais une façon de m'assurer que les différents outils de transfert et de mobilisation des connaissances allaient être utilisés en temps réel. Cette difficulté est d'ailleurs soulignée par d'autres collègues du programme PRAP, dont Mario Chenard : « De la façon dont j'ai vécu l'aventure, les premiers pas sont plutôt difficiles, l'immensité des possibles étant vertigineuse et intangible. Il faut se mettre en marche, commencer quelque part, un peu à tâtons. C'est ainsi qu'après avoir d'abord avancé à

l'aveugle, quand on tient enfin un filon, on ne veut plus le lâcher. Or, l'échéance du stage posait une limite imparable. Il fallait « fermer » les livres et se mettre à rédiger » (Chenard 2017, 65). Andréanne Rousseau mentionne de son côté l'aspect déstabilisant de cette démarche : « la confrontation entre la réalité d'un étudiant chercheur et celle du milieu d'action peut s'avérer assez déstabilisante » (Rousseau 2017, 46). Les premiers jours du stage sont remplis d'incertitude. Il faut trouver un équilibre entre ce qui a été planifié avant le début du stage et l'inévitable réorganisation des idées qui s'opère lorsqu'on prend le temps d'écouter et comprendre les besoins et les attentes du milieu vis-à-vis du projet.

Alors, les premières semaines de stage ont permis de concevoir les différents outils de transfert et de mobilisation des connaissances comme décrits dans le chapitre deux. La période d'organisation de la 46ème séance du GIEC à Montréal a cependant constitué ce moment idéal pour structurer les trois types d'activités pratiques en fonction du calendrier serré du Secrétariat, et ce pour trois raisons. Premièrement, le Secrétariat allait présenter pendant la Session un rapport portant sur l'utilisation que le GIEC fait des réseaux sociaux. Ainsi, les outils développés en cours de stage afin de favoriser la participation du GIEC sur les réseaux sociaux allaient être évalués avant la session et une courte description de ce qui avait été accompli devait être présentée aux États-membres pour considération. Deuxièmement, certains États-membres, dont le Canada, souhaitaient organiser une activité en marge de la Session à Montréal sur la participation des femmes et l'égalité des genres dans les activités du GIEC. Finalement, le moment le plus opportun pour que le Secrétariat du GIEC rencontre des organisations de la société civile est précisément durant les sessions intergouvernementales, car ces organismes envoient des déléguées qui y participent activement.

Je me suis donné comme objectif de synchroniser le calendrier du stage avec le calendrier relatif à la 46^{ème} Session du GIEC à Montréal. Ceci a ainsi constitué une stratégie porteuse, car cela m'a permis d'apprendre comment ces sessions s'organisent, et d'observer les différentes dynamiques politiques, bureaucratiques, organisationnelles et sociales propres à ces sessions. Synchroniser les calendriers aura également permis de trouver un moment propice après la Session du GIEC, surtout en préparation de l'activité en milieu académique, pour s'autoévaluer et vérifier ce qui aurait pu être réalisé différemment.

Puisque le calendrier du GIEC n'est pas très flexible, les délais pour soumettre au GIEC les différents outils créés pendant le stage ne l'étaient pas non plus. Par exemple, la remise de la base de données des auteurs des trois premiers rapports d'évolution du climat du GIEC a pris

davantage de temps que prévu, car cet outil ne devait pas être présenté ou utilisé pendant la Session plénière. Une entente a ainsi été conclue avec Jonathan Lynn pour que la base de données soit remise seulement à la fin du mois de septembre.

Il est également clair, comme déjà indiqué dans le chapitre précédent, que ce qui a été discuté avec Jonathan Lynn avant de débuter le stage et ce qui a été complété diffèrent grandement. Au départ, le projet de stage proposé par le milieu consistait essentiellement en la révision de la liste de contacts du GIEC et sa mise à jour, la révision du site Web du GIEC, la révision de la liste des journalistes qui suivent les travaux du GIEC, et la révision des pratiques du GIEC sur les réseaux sociaux. En faisant un court bilan de fin de stage, on peut comprendre que les produits finaux ne sont pas nécessairement ceux qui ont été pensés au printemps 2017. En cours de stage, trois types d'activités pratiques ont été conçus et j'ai travaillé avec le Secrétariat à la création d'outils pour améliorer la participation du GIEC sur les réseaux sociaux à long terme, à l'avancement des discussions en matière de parité et participation des femmes au sein du GIEC, et au rapprochement entre le GIEC et les organisations de la société civile.

3.2 L'agent d'interface, la connaissance et l'usager

Faire le pont entre différents univers, rapprocher le savoir pratique et le savoir académique, créer des outils afin de mieux rejoindre des groupes peu représentés dans les différents processus décisionnels du GIEC : voilà les buts que je me suis donné en tant qu'agent d'interface au sein du GIEC. Mon objectif en tant qu'agent d'interface était ainsi de contribuer à l'exploration et à la création d'outils de transmission, de production et d'application des connaissances au sein d'une structure comme le GIEC située à l'interface entre le milieu scientifique et politique. Mais pour contribuer à l'exploration de ces outils, il faut aussi réfléchir aux attentes du Secrétariat par rapport à ces outils mais aussi par rapport au stagiaire. En ce sens, pendant le stage je me sentais parfois seulement comme un stagiaire tandis que d'autres fois j'agissais davantage comme un agent d'interface. Je me suis souvent posé deux questions : Comment être agent d'interface et stagiaire en même temps? À quel moment cesse-t-on d'être un stagiaire et devient-on un agent d'interface, et vice-versa ? Il s'agit là d'une réflexion complexe sur le travail de courtier dans le temps, sur les possibles limites entre le rôle de stagiaire et d'agent d'interface. Ce sont des réflexions qui n'ont pas fait partie de mon processus de préparation avant le début du stage. J'ai donc compris que ce travail de courtier de connaissances se fait parfois sans qu'il existe un statut clairement défini au sein d'un milieu organisationnel.

Compte tenu de ce qui précède, les réflexions présentées plus haut m'ont fait réaliser que les tâches du stagiaire étaient parfois différentes des tâches de l'agent d'interface. Voici quelques exemples. Je voyais mon mandat de stagiaire se limitant seulement à répondre à un besoin précis du milieu, par exemple rédiger un plan de communications avec des messages précis à publier sur les réseaux sociaux à un moment donné. Cependant, comme agent d'interface, j'évalue les besoins du milieu avec un regard plus académique et avec l'objectif de recueillir des observations que je peux utiliser pour faire une analyse plus approfondie de mon expérience dans le milieu. Comme stagiaire, mon objectif était d'informer le milieu concernant les différentes politiques en matière de parité et participation des femmes qui existaient au sein de l'ONU. Comme agent d'interface, j'étais appelé à observer comment cette information allait être perçue par le GIEC, comment elle répondait aux besoins exprimés par le GIEC, et comment cette information favorisait l'échange entre différents acteurs, notamment le Secrétariat et les États-membres. Comme stagiaire, j'ai été appelé à proposer de nouvelles pratiques afin de mieux communiquer de l'information qui devait être utilisée sur les réseaux sociaux. Comme agent d'interface, l'important n'est pas seulement d'identifier ces nouvelles pratiques, mais d'analyser comment elles peuvent favoriser la participation des non-experts et la diffusion de l'information sur différentes plateformes qui sont accessibles à un nombre important de personnes un peu partout dans le monde. Ensuite, de façon plus concrète, je devais m'assurer que ces outils soient non seulement transposables, mais également réutilisables une fois mon mandat au GIEC complété.

Finalement, j'ai appris l'importance de la médiation et du rôle de médiateur que l'agent d'interface est parfois appelé à jouer. En ce sens, l'un des objectifs du troisième type d'activité était l'aplanissement des obstacles relationnels entre différents groupes d'acteurs, le GIEC et des organisations environnementales de la société civile qui se retrouvent au sein des espaces multilatéraux et de diplomatie climatique. Lier savoir et action implique ainsi de comprendre les différents rôles qu'on peut occuper au sein d'un milieu comme celui du GIEC. On identifie et on coordonne parfois des pratiques qui favorisent la diffusion, le transfert et la mobilisation des connaissances. Parfois, on agit en tant que médiateur entre des univers ou des acteurs différents. Parfois encore, il s'agit de connecter différents types de savoirs existants. L'important est de comprendre à quel moment l'un de ces rôles doit être utilisé et priorisé afin de bien exécuter les tâches mandatées.

3.3 Les acquis en matière de transfert et mobilisation des connaissances

Ce stage aura permis d'acquérir des apprentissages pratiques et académiques enrichissants et de mieux comprendre l'importance du transfert et de la mobilisation des connaissances dans un contexte professionnel comme celui du GIEC. Je souhaite maintenant revenir sur les retombées théoriques du stage. La création d'un plan de transfert des connaissances a été un moyen pour structurer les idées derrière chaque type d'activité pratique exécutée pendant le stage. Le transfert des connaissances est un processus interactif qui passe par la diffusion, l'échange ou l'appropriation des connaissances (Souffez 2012). Ainsi, la création d'un plan de communications pour les réseaux sociaux comme celui qui a été utilisé lors de la 46e Session du GIEC à Montréal est un bel exemple de conceptualisation par étape d'un outil pratique qui favorise le transfert et la mobilisation des connaissances. Avant qu'un tel outil puisse être développé, il y a eu une demande exprimée par le milieu, cette demande a permis la production d'un premier plan qui a dû être approuvé à la fois par le Secrétariat du GIEC et par le Gouvernement du Canada. Une fois le plan créé, il était essentiel de prévoir une période d'adaptation pour le Secrétariat du GIEC afin que les membres du Secrétariat évaluent la pertinence d'un tel outil lors des sessions plénières. Le fait que le GIEC décide de créer des plans de communications pour les réseaux sociaux après la fin du stage indique qu'il y a eu une appropriation des connaissances transmises.

Les processus de production, adaptation, diffusion, réception, adoption, appropriation et utilisation des connaissances diffèrent d'un type d'activité pratique à l'autre. Il faut prendre en considération des acteurs qui participent aux étapes du processus depuis la production jusqu'à l'exécution des stratégies d'utilisation des connaissances. Par exemple, dans le cas des activités pour favoriser la participation des femmes au sein du GIEC, les acteurs impliqués ne sont pas les mêmes que pour les activités pour favoriser un rapprochement entre le Secrétariat du GIEC et les organisations de la société civile, ce qui représente un défi pour l'agent d'interface, mais aussi une opportunité pour explorer différentes stratégies et décider laquelle est la plus efficace et la plus appropriée à utiliser selon le groupe d'acteurs et les types de connaissances.

Les différents types d'activités pratiques développés en cours de stage peuvent potentiellement être analysés du point de vue macro systémique en prenant en considération le contexte et les forces politiques qui opèrent au sein du GIEC. Par exemple, les activités de transfert et de mobilisation réalisées afin de favoriser la participation des femmes s'inscrivent dans une démarche beaucoup plus globale qui dépasse la structure même du GIEC et qui rejoint un effort global au sein de l'ONU (voir le chapitre deux). Le travail effectué en cours de stage, notamment l'activité de diffusion qui consistait à écrire un rapport portant sur les différents plans et politiques afin de favoriser la participation des femmes dans les agences de l'ONU, a servi comme base

narrative et a favorisé l'échange d'informations et de données sur la parité et la participation des femmes aux activités du GIEC entre acteurs politiques, représentants gouvernementaux, experts internationaux, et organisations de la société civile. Bien qu'il soit difficile de mesurer l'impact des gestes posés et l'influence du travail accompli sur ce dossier, il est important de souligner la création d'un groupe de travail portant sur l'implantation d'un plan de travail afin de favoriser la parité au sein du GIEC (voir chapitre 2).

En termes de retombées pratiques, on note différentes connaissances acquises pendant la période pré-stage, notamment celles qui proviennent des cours de la PRAP. Par exemple, dans le cours Mobilisation et transfert des connaissances avec la professeure Carole Levesque, les notions et distinctions entre la recherche-action, la recherche collaborative, la recherche partenariale et la co-construction ont été essentielles dans le processus de conceptualisation des activités pratiques. Ensuite, apprendre à situer les démarches au sein des différents milieux dans lesquels on travaille et distinguer l'importance des outils de diffusion, de transfert et de mobilisation ont permis de créer des outils appropriés pour le public cible. Du cours Action publique avec la professeure Diane Saint-Pierre, on retient l'importance de l'action publique manifestée par les différentes interactions entre les acteurs qui imposent leurs intérêts et normes au sein de divers espaces de régulation. Un projet de stage comme celui effectué au GIEC bénéficie grandement d'une connaissance des paramètres de l'action publique, des enjeux qui expliquent cette action publique et de la reconnaissance du rôle des acteurs, structures et cadres institutionnels créés pour favoriser, voire normaliser, les échanges entre ces acteurs, la confrontation des expériences et la prise de décision. Des sommaires exécutifs ont surtout été rédigés pour présenter les plans d'action afin d'encourager la parité dans les différentes agences de l'ONU. Du cours Nouvelles régulations économiques et juridiques, on note l'importance de la régulation comme paradigme scientifique, mais aussi des différences entre les valeurs, les normes, les règles et les lois. Dans un contexte de rapprochement entre les milieux scientifique et politique, l'agent d'interface doit distinguer entre ce qui est associé aux valeurs et aux aspects culturels de ce qui est associé aux faits et à la connaissance. La compréhension de l'évolution de la régulation dans les sociétés contemporaines permet par exemple de saisir à quel point les enjeux environnementaux ont amené les États à renoncer à un style de régulation qui est strictement rattaché à leur souveraineté, reconnaissant ainsi l'inefficacité des gestes posés individuellement et misant plutôt sur la création de structures intergouvernementales afin d'adopter des politiques ou traités à l'échelle mondiale qui supplantent parfois les politiques domestiques. Le cours de Méthodes de recherches qualitatives a grandement contribué à

l'apprentissage de la structuration du cadre conceptuel, au choix des concepts mobilisés pendant la conceptualisation du projet de stage, ainsi qu'au développement d'une méthodologie permettant d'analyser les observations recueillies pendant le stage. L'une des plus importantes contributions à ce projet provient du cours *Préparation du projet de stage/essai* de la professeure honoraire Myriam Simard.

Ce troisième chapitre a été consacré au bilan, à l'évaluation du stage et des choix effectués en lien avec ce projet. Il s'agit d'un chapitre plus intime. On prend le temps de présenter ce qu'on a appris, ce qu'on a vécu avant, pendant et après le stage. On se questionne sur le rôle de l'agent d'interface et on présente notre perception du milieu pratique. Le troisième chapitre est aussi une opportunité pour faire le lien entre les différentes étapes du projet et notre expérience comme étudiant, stagiaire et agent d'interface. On essaie également de présenter l'importance des cours universitaires avant le début du projet de stage. En ce sens, les connaissances apprises ont permis de structurer une offre de stage crédible avec une problématique et une méthode claire abordant cette problématique et identifiant des activités réalistes qui prennent en considération les objectifs académiques du programme, mais aussi notre compréhension des besoins du milieu.

CONCLUSION

Les dernières pages de cet essai seront consacrées à synthétiser l'idée principale derrière ce projet de stage. En effet, l'objectif de réaliser un stage au GIEC était de valoriser les pratiques de mobilisation et de transfert des connaissances dans une institution qui se situe entre le politique et la science. Je souhaitais également favoriser un rapprochement des structures de gouvernance et des structures académiques dans l'objectif de faire avancer la connaissance sur certains enjeux clés comme la participation des femmes dans la science et dans les différentes structures et instances du GIEC. Le projet qu'on présente dans cet essai répond initialement à une volonté du GIEC de rejoindre de nouveaux groupes. Il prend en considération des priorités et défis actuels du GIEC en matière de partage de l'information via les réseaux sociaux, en matière de parité et de participation des femmes et des opportunités liées au rapprochement entre le GIEC et les organisations de la société civile.

Tout d'abord, je souhaite revenir sur un constat important. D'après les observations effectuées en cours de stage, il est possible de faire avancer la mobilisation et le transfert des connaissances au sein d'une structure comme le GIEC. Il semble important de le rappeler car ce constat permet de confirmer l'idée directrice de ce projet. La démarche réalisée afin de contribuer à l'organisation d'activités pour favoriser la participation des femmes au sein des structures du GIEC est un exemple concret de cela. Il s'agit d'une activité qui englobe aussi bien du transfert que de la mobilisation des connaissances (voir chapitre 2). D'une part, ce projet de stage a contribué à l'intégration et à l'appropriation des connaissances, par exemple par la création d'une base des données des auteurs pour les premiers rapports du GIEC. D'autre part, l'objectif ultime de ces activités était de favoriser une approche dynamique et transformationnelle de la connaissance qui menait à des actions concrètes. La mobilisation permet la mise en œuvre d'un processus en boucle qui permet à différents participants d'enchaîner une série d'échanges sur une thématique précise et favorise la co-construction des savoirs, ce qui mène les acteurs à se mobiliser. L'agent d'interface est au cœur de ce processus, il comprend, par exemple, les outils développés afin de favoriser une meilleure utilisation des réseaux sociaux et un meilleur partage des connaissances. Il détient des rôles multiples, parfois il négocie, parfois il fait de la médiation. Mais c'est un rôle très dynamique qui mérite davantage de recherche afin qu'on explore mieux, notamment, à quel moment l'agent commence à travailler au sein de l'interface et à quel moment son travail se termine. Valérie Guilmain disait ainsi en 2010 :

Il nous apparaît que le rôle de l'agent d'interface est double, d'un côté, il doit s'activer à pousser plus loin le concept de mobilisation des savoirs et des connaissances produites dans de multiples lieux, pour de multiples fonctions, et, d'un autre côté, il doit travailler à intégrer les connaissances produites et les enjeux de société souvent véhiculés par les organisations, par exemple, la participation citoyenne ou l'impact environnemental de l'organisation d'événements, la responsabilité sociale, le rôle du chercheur, etc. La marge de manœuvre de l'agent d'interface consiste donc à jauger le niveau d'intégration et de décloisonnement que l'organisation et ses membres demandent et à proposer des avenues permettant d'aller plus loin (Guilmain 2010, 24).

Cela nous amène donc à nous poser des questions sur ce qu'est un lieu d'interface, comment le définir, le délimiter et, est-ce que cette interface est définie strictement par la compréhension que l'agent d'interface a du milieu et de ses acteurs ?

Compte tenu de ces questionnements, on pourrait brièvement réfléchir, basé sur les expériences en lien avec ce projet de stage au GIEC, aux principes et caractéristiques généraux des milieux d'interface. Nous en proposons trois :

- 1) Pour qu'un milieu d'interface puisse être identifié, il faut définir une opportunité d'action, que ce soit dans une organisation ou dans l'espace public, qui permet de rapprocher et de faire avancer différents types de connaissances par des acteurs ayant des vécus, des connaissances culturelles et des expertises parfois similaires mais surtout différents.
- 2) Au sein de ces interfaces, l'agent est en quelque sorte un ambassadeur, un diplomate, un relais. Il propose différentes opportunités, selon ses compétences, pour favoriser le rapprochement entre ces différentes pratiques et ces différents savoirs. Il crée des ponts. Parfois, il possède un discours de chercheur, parfois il agit comme un praticien. Il doit toujours être crédible et capable de s'adapter à différentes circonstances qui émergent lorsque le processus de rapprochement des savoirs et pratiques commence au sein de l'univers de l'interface.
- 3) Le principe qui caractérise le processus d'identification de l'interface est la capacité d'identifier les détails et spécificités culturelles, politiques, légales, économiques, diplomatiques et structurelles des institutions, acteurs et savoirs se retrouvant dans l'interface. Il s'agit d'une démarche essentielle, longue, et parfois difficile. Lorsqu'on comprend ces spécificités, on saisit mieux les limites de la démarche et on peut également

développer une vision d'ensemble concernant ce que l'on peut accomplir au sein des processus de rapprochements possibles dans l'interface.

Bref, l'identification d'une opportunité de rapprochement, la compréhension des compétences requises pour être un agent d'interface et la reconnaissance et l'étude des spécificités propres des acteurs et structures au sein des milieux d'interface identifiés, représentent de façon très brève trois principes et caractéristiques de l'univers qui caractérise l'interface dans laquelle on s'est retrouvé durant la période du stage au GIEC.

Comprendre les caractéristiques, principes et spécificités des milieux d'interface est une démarche essentielle qui pourrait aider les futurs étudiants lorsqu'ils préparent leurs projets de stage. Cela pourrait par exemple se faire par l'étude d'une analyse comparative de plusieurs mémoires et essais des étudiants de la PRAP, pour ensuite utiliser cette analyse afin de présenter les différents milieux où ces étudiants ont agi en tant qu'agents d'interface et essayer d'identifier ces principes et caractéristiques qui font que ces milieux sont susceptibles d'être considérés comme des milieux d'interface. Une telle activité aurait le potentiel de mieux permettre aux étudiants de se préparer avant le début de leurs stages.

BIBLIOGRAPHIE

- Ad Hoc Task Group on Finance of the IPCC. 2017. « Report on the Financial Stability of the IPCC By the Ad Hoc Task Group on Finance (ATG-Finance) ». 46ème Session du GIEC, Montréal 6 10 septembre. Lien consulté le 15 juillet 2018. https://www.ipcc.ch/apps/eventmanager/documents/47/150820170305-Doc.%208%20-%20Report%20on%20the%20Financial%20Stability%20of%20the%20IPCC.pdf
- Bäckstrand, Karin, Kuyper, Jonathan, Linnér, Björn-Ola & Lövbrand, Eva. 2017. *Non-state actors in global climate governance: from Copenhagen to Paris and beyond*. Environmental Politics. 26. 561-579. 10.1080/09644016.2017.1327485
- BBC News. 2015. *How a UN intern was forced to live in a tent in Geneva.* BBC. Lien consulté le 9 janvier 2019. https://www.bbc.com/news/world-europe-33893384
- Beck, Silke. 2011. « Moving beyond the linear model of expertise? IPCC and the test of adaptation » Reg Environ Change. 11: 297-306. Consulté le 15 septembre 2019. https://doi.org/10.1007/s10113-010-0136-2
- Chauveau, Loic. 2018 « Le "dialogue de Talanoa", nouvel outil des négociations climatiques » section climat. *Science et Avenir*. 23 avril. Lien consulté le 3 mars 2019 : https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/climat/le-dialogue-de-talanoa-veut-reunir-tous-les-acteurs-du-climat 123305
- Chenart, Mario. 2017. « L'adéquation formation-emploi : défi singulier pour le travail atypique. Le secteur culturel comme terrain de mobilisation des connaissances ». Essai. Québec, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique, Maîtrise en pratiques de recherche et action publique, 323 p.
- Conseil Inter-Académique. 2010. *Un Rapport du Conseil Inter-Académique Recommande une Réforme Fondamentale de la Struture de Gestion du GIEC.* Consulté le : 3 mars 2019. http://reviewipcc.interacademycouncil.net/ReportNewsReleaseFrench.html
- Energy Services Experts. 2018. « Al Gore accuse l'Arabie saoudite d'avoir « insulté » le rapport sur le changement climatique ». Lien consulté le 16 septembre 2019. https://www.energyservicesexperts.com/fr/2018/12/12/al-gore-accuses-saudi-arabia-of-insulting-climate-change-report/
- Fleming, Ted. 2000. « Habermas, democracy and civil society: Unearthing the social in transformation theory ». p.2. Article présenté dans le cadre de la conference: Challenges of practice: Transformative learning in action. Université de Columbia New York, Vol: C. Wiessner, S. Meyer & D. Fuller Eds.of Challenges of practice: Transformative learning in action, pp. 303-308. Consulté le 9 juillet 2018. https://www.researchgate.net/publication/252784876 Habermas democracy and civil society Unearthing the social in transformation theory
- Fonds de Recherche du Québec. S.d. Stratégie de mobilisation des connaissances 2014 2017.

 Consulté le 10 juillet 2018. http://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/Strategie-mob-connaiss 2014-2017.pdf

- Dahan-Dalmedico cité dans Hulme, Mike & Mahony, Martin. 2010. « Climate change: What do we know about the IPCC? ». *Progress in Physical Geography*. 34. 705-718. Consulté le 20 novembre 2017. https://doi.org/10.1177/0309133310373719
- Dauvergne, Peter. 2005. « Research in global environmental politics: History and trends ». University of British Columbia, Vancouver. *Global Environmental Politics*. 8-32.
- GIEC. 1998. *Principes régissant les travaux du GIEC*. Consulté le 15 juin 2017. http://www.ipcc.ch/pdf/ipcc-principles/ipcc_principles_french/ipcc_principles_fr.pdf
- GIEC. [1999]; [février 2003]; [novembre 2003] 2008. *Procédures concernant l'élaboration, l'examen, l'acceptation, l'adoption, l'approbation et la publication des rapports du* GIEC. Consulté le 5 mai 2018. <a href="https://archive.ipcc.ch/pdf/ipcc-principles/ipcc-princi
- GIEC. S.d. Structure of the IPCC. Site web consulté le 5 mai 2017. https://www.ipcc.ch/about/structure/ (consulté le 5 mai 2017)
- Guilmain, Valérie (2010) « L'expérience d'une agente d'interface en milieu gouvernemental ». Essai. Québec, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique, Maîtrise en pratiques de recherche et action publique, 67 p.
- Gupta, Joyeeta. 2014. *The History of Global Climate Governance. Cambridge:* Cambridge University Press. Doi: 10.1017/CBO9781139629072
- Haas, Peter.1992. « Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination ». *International Organization* 46 (1): 1-35. Consulté le 17 juillet 2017. http://www.jstor.org/stable/2706951
- Hudon, Raymond, Poirier, Christian. 2011. *La politique, jeux et enjeux. Action en société, action publique, et pratiques démocratiques.* Québec. Presses de l'Université de Laval
- Huyer, Sophia. 2015. « Vers une diminution des disparités hommes-femmes dans la science et l'ingénierie ?» Dans : *Rapport de l'UNESCO sur la science : vers 2030.* Sous la dir. du directeur général de l'UNESCO, 2009 2017 (Bokova,IG), p. 85 103. S.I.
- Institut de recherche en santé au Canada. 2012. Guide de planification de l'application des connaissances aux Instituts de recherche de santé du Canada: approches intégrées et de fin de subvention. Consulté le 30 janvier 2017. http://www.cihr-irsc.gc.ca/f/45321.html
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2011. *Decisions Taken with respect to the review of IPCC processes and procedures, Governance and Management, IPCC Executive Comittee*. IPCC 33rd Session, 10 13 May 2011, Abu Dhabi, UAE. Consulté le 10 octobre 2018. http://www.ipcc.ch/pdf/tor/TOR ExComm.pdf
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2016. « Decision IPCC/XLIII-10. Communications for the Sixth Assessment Report (AR6) » Decisions adopted by the Panel 43rd Session of the IPCC, 11-13 April, Nairobi, Kenya. Lien consulté le 18 septembre 2018. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/06/p43_decisions.pdf

- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2018. Gender considerations in the work of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Paris, 13 16 mars. GIEC. Site consulté le 15 avril 2018. http://www.ipcc.ch/apps/eventmanager/documents/49/130220180354-Doc.%207Gender.pdf
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2019. « Table 3 List of IPCC Observer Organizations NGOs (105) » dans: List of IPCC Observers Organizations. Lien consulté le 1 décembre 2019. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/15-AUGUST-2019-LIST-OF-OBSERVER-ORGANIZATIONS.pdf
- IPCC. 2020. Gender Policy and IPCC Gender Policy and Implementation Plan. IPCC-LII/Doc. 9, Rev.1
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2018. *Opening Statement by Hoesung Lee*, Chair of the IPCC 48th Session of the IPCC, Incheon, Korea, 1 October 2018 consulté le 10 décembre 2018. https://archive.ipcc.ch/pdf/session48/180930 Chair opening P48.pdf
- IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2017. *Progress Report Communication and Outreach Activities. 6-10 Septembre.* Montréal, Québec. Consulté le 8 septembre 2017. http://www.ipcc.ch/apps/eventmanager/documents/47/280720171145-INF.%208ProgressComs.pdf
- IPCCa (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2019. « Summary for Policymakers », Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate. Genève: Organisation mondiale météorologique.
- IPCCb (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2019: « Summary for Policymakers», dans: Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems. Genève: Organisation mondiale météorologique.
- IPCCc. (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2018: «Summary for Policymakers», dans: Global warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty. Genève: Organisation mondiale météorologique.
- Jackson-Bowers, E, Kalucy, L, McIntyre, E. 2006. Focus on knowledge brokering. No. 4, 16 pp.
- Lidsok, Rolf; Sunvigst, Göran. 2015. « When Does Science Matter? International Relations Meets Science and Technology Studies ». Dans: Global Environmental Politics 15 (1) p 1-20. Consulté le 20 novembre 2017. https://doi.org/10.1162/GLEP a 00269
- Meyer, M. & Molyneux-Hodgson, S. 2011. « Communautés épistémiques » : une notion utile

- pour théoriser les collectifs en sciences ? ». Dans : *Terrains & travaux*, 18,(1), 141-154. Consulté le 20 novembre 2017. https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2011-1-page-141.htm.
- Mead, Leila. 2016. « IPCC Discusses Strengthening Communication of its Products».

 International Institute for Sustainable Development (IISD). Consulté le 15 juillet 2018.

 Consulté le 3 mars 2019. http://sdg.iisd.org/news/ipcc-discusses-strengthening-communication-of-its-products/
- Ministère de la Transition écologique et solidaire, République française. 2019. «Travaux du GIEC». Consulté le 20 décembre 2019. https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/travaux-du-giec
- Movsisyan, Suren. 2008. « Decision Making by Consensus in International Organizations as a Form of Negotiation ». Dans: 21st Century 1(3): 77 99. Consulté le 15 septembre 2017. http://tert.nla.am/archive/NLA%20AMSAGIR/XXI%20Century/01 2008.pdf
- Nullis, Claore. 2018. « Chaque fraction de degré a des conséquences ». Dans : Le Bulletin de l'Organisation météorologique mondiale sur Rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C n° : Vol 67 (2) 2018. Genève. Consulté le 10 décembre 2019 : https://public.wmo.int/fr/ressources/bulletin/rapport-sp%C3%A9cial-dugiec-sur-le-r%C3%A9chauffement-plan%C3%A9taire-de-15-%C2%B0c
- Office of the Special Adviser on Gender Issues and Advancement of Women United Nations. 2001. Supporting gender mainstreaming. United Nations. Consulté le 10 janvier 2019. https://www.un.org/womenwatch/osagi/pdf/report.pdf
- Raustiala, Kal and Bridgeman, Natalie. 2007. « Nonstate Actors in the Global Climate Regime ».

 Dans: UCLA School of Law Research Paper No. 07-29.

 SSRN: https://ssrn.com/abstract=1028603
- Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA). 2019. Report of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice 50th Session, Bonn. FCCC/SBSTA/2019/2, p.75 Consulté le 17 novembre 2019. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sbsta2019 02E.pdf
- Rousseau, Andréanne. 2018. « Transfert de connaissances au plan culturel numérique, synthèse des mémoires et consultations en vue de l'action gouvernementale 2017-2018 » Essai de maîtrise, Institut national de la recherche scientifique. Site consulté le 30 octobre 2018. http://espace.inrs.ca/7579/1/Rousseau-A-M-Mars2018.pdf
- Scriptum. S.d. Les hashtag: c'est quoi, à quoi ça sert et faut-il les utiliser?

 https://www.scriptum-marketing.com/leshashtags-cest-quoi/ Consulté le 20 février 2018.
- Souffez, Karine. 2012. « État des connaissances sur le transfert des connaissances dans le milieu de la santé ». Dans : *Le transfert des connaissances dans le domaine social*, sous la dir. de Christian Dagenais et Émilie Robert. P. 35 43. Montréal, Québec
- Spilker, Gabriele & Boehmelt, Tobias & Koubi, Vally.2014. « Civil Society Inclusion in Global

- Governance »: Insights from Climate Politics. European Journal of Political Research. 53. 10.1111/1475-6765.12016.
- Task Group on Gender of the IPCC. 12 18 May 2019. Report from the IPCC Task

 Group on Gender. Kyoto. IPCC. Lien consulté le 1er juin 2019

 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/01/110520190810-Doc.-10-Rev.1TG-Gender.pdf
- UNEP. 2015. Gender Equality and the Environment, Policy and Strategy. S.L.S.N. Site consulté le 12 juillet 2017. <a href="http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/7655/-Gender equality and the environment Policy and strategy-2015Gender equality and the environment policy and strategy.pdf.pdf?sequence=3&isAllowed=y
- UNEP. 2014. *The Adaptation Gap Report 2014*. United Nations Environment Programme (UNEP), Nairobi.
- Université de Montréal. S.d. « Mobiliser les connaissances. » Mobilisation des connaissances. Site de l'Université de Montréal. Consulté : 20 février 2019 : https://recherche.umontreal.ca/services-aux-chercheurs/mobilisation-des-connaissances/
- UN News. 2018. *Global Warming Report, An 'Ear- Splitting Wake-up Call' Warns UN Chief.* Site consulté le 10 novembre 2019. https://News.Un.Org/En/Story/2018/10/1022492
- UNFCCC. 2018. *Talanoa Dialogue Platforme*. site consulté le 2 février 2017. https://unfccc.int/fr/node/522
- UN Women. 2012. Promoting UN Accountability (UN SWAP and UNCT-SWAP). Site consulté le 12 juillet 2017. http://www.unwomen.org/en/how-we-work/un-system-coordination/promoting-un-accountability
- UN WOMEN. S.d. *Women Gender Equality and Climat Change. Fact Sheet.* Site consulté le 20 avril 2018. http://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/factsheet.html
- WMO. S.d. *Gender Equality at WMO*. Site consulté le 12 juillet 2017. https://public.wmo.int/en/resources/gender-equality

ANNEXE 1: PLAN DE RECHERCHE, DE TRANSFERT ET DE

MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Créé par : Eduardo Pérez

Genève, 15 juin 2017

Le plan de transfert et mobilisation des connaissances pour les trois types d'activités du stage au

GIEC s'est inspiré en grande partie du Guide de planification de l'application des connaissances

aux Instituts de recherche en santé du Canada. Il ne s'agit pas de copier-coller tous les détails

du Guide. Plutôt, ce plan reprend seulement quelques-unes des questions de la Feuille de travail

pour les propositions qui comprennent une approche d'application des connaissances intégrée

(ACi). L'objectif ultime est de structurer chaque type d'activité du stage en répondant à quatre

considérations essentielles :

1. Les guestions de recherche :

Les méthodes de recherche ;

3. La faisabilité de différents projets à exécuter ;

4. Les résultats prévus.

Participation du GIEC dans les réseaux sociaux

Question de recherche:

Qu'est-ce que c'est ?

Le GIEC cherche à améliorer ses pratiques dans les réseaux sociaux afin de

mieux utiliser ces espaces pour communiquer l'information que le Secrétariat

souhaitait fournir au public. Est-ce qu'une meilleure utilisation des réseaux

sociaux favorise le rapprochement entre le GIEC et le public ?

Questions clés :

Dans quelle mesure l'amélioration des pratiques du GIEC dans les réseaux

sociaux lui permet de se rapprocher du public ?

Qu'est-ce que cela signifie vraiment ?

o Est-ce qu'une meilleure utilisation des réseaux sociaux favorise le

rapprochement entre le GIEC et le public ?

- Le GIEC est considéré comme une structure conservatrice. Mais, depuis plusieurs années, les gouvernements comprennent que le GIEC doit promouvoir de nouveaux types de communications pour les non-experts.
- L'avantage de mieux utiliser les réseaux sociaux : communiquer auprès de personnes qui sont dans plusieurs régions du monde, faire preuve d'accessibilité, essayer d'être au même niveau que les autres agences de l'ONU en matière d'utilisation des réseaux sociaux.
- Quelques références sur la compréhension des réseaux sociaux comme sphère publique :« The logic of the public sphere is independent of economic and political power » ... « The public sphere would therefore require media for information and communication and access by all citizens. » (Habermas 1991, 36). « Social media enable the convergence of the three modes of sociality (cognition, communication, cooperation) into an integrated form of sociality. » (Fuchs and Trottier 2013)

Méthode de recherche

- Description de l'approche de recherche :
 - o Analyse de l'utilisation des plateformes suivantes : Facebook, Instagram, Twitter.
 - Analyse de l'utilisation des réseaux sociaux par différentes agences de l'Organisation des Nations Unies qui travaillent avec le GIEC de façon régulière, notamment, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale météorologique, l'Organisation des Nations Unies à Genève.
 - Collecte des données hebdomadaires pour comprendre comment le message du GIEC sur les réseaux sociaux est perçu par son auditoire.
 - Organisation d'une rencontre hebdomadaire pour préparer un plan de communications par semaine pour le GIEC.

Questions clés

- o Qu'est-ce qui motive le GIEC à utiliser ces plateformes ?
- Comment les autres agences de l'ONU utilisent ces plateformes ? Est-ce que le
 GIEC pourrait s'inspirer de ce que d'autres agences de l'ONU font ?
- Comment le GIEC est perçu dans les réseaux sociaux ? Faut-il changer, modifier certaines pratiques ?

 Comment mieux structurer l'utilisation des réseaux sociaux du GIEC dans l'ensemble des objectifs de communication du Secrétariat ?

Faisabilité

- Durée du projet : deux mois
- Questions clés :
 - Est-ce qu'une rencontre hebdomadaire est suffisante pour que Jonathan Lynn puisse suivre l'évolution de cette recherche ?
- Qu'est-ce que cela signifie vraiment :
 - Ce qu'il faut réussir c'est de transformer cette recherche en un plan de communication pour les réseaux sociaux qui sera utilisé lors de la 46^{ème} Session du GIEC à Montréal.
 - Lors de la 46^{ème} Session du GIEC à Montréal, Jonathan Lynn présentera aux États-membres un rapport sur ce que le Secrétariat du GIEC a été capable d'accomplir en matière de communication sur les réseaux sociaux.

Résultats

- Résultats attendus :
 - Développer un plan de communications pour les réseaux sociaux qui permet au GIEC d'améliorer ses communications sur les différentes plateformes qu'il utilise régulièrement.
 - Augmenter le chiffre du nombre d'abonnés qui suivent les publications du GIEC sur les plateformes suivantes : Twitter, Facebook et Instagram.
 - Assurer une meilleure relation entre ce qui se publie sur les réseaux sociaux et le travail quotidien du Secrétariat.

Participation des femmes au sein du GIEC

Question de recherche

- Qu'est-ce que c'est :
 - Est-ce qu'il est possible de favoriser une plus grande participation des non-experts dans les instances du GIEC si le GIEC augmente la participation des femmes au sein de ses différentes structures de gouvernance ?

Questions clés

- Favoriser la participation des femmes au sein des agences de l'ONU devient une priorité depuis plusieurs années, comment le GIEC pourrait utiliser cette opportunité pour s'assurer que davantage de femmes participent à ces activités tant politiques que scientifiques ?
- Le GIEC a une base de données mais elle n'inclut pas les auteurs du premier, deuxième et troisième rapport d'évaluation du climat. Si le GIEC avait une base de données complète de tout le personnel qui travaille au sein de cette institution, cela pourrait nous donner une idée plus claire de la proportion des femmes qui ont participé depuis la création.
- Plusieurs États ont manifesté que le GIEC avait besoin d'un plan pour favoriser la participation des femmes, l'organisation d'une activité lors de la 46^e session représente une opportunité pour évaluer si le GIEC pourrait se doter d'un tel plan.

Qu'est-ce que cela signifie vraiment ?

- Augmenter la participation des femmes pourrait favoriser la participation des nonexperts.
- Dans la littérature : « Women are actively pursuing bachelor's and master's degrees and even outnumber men at these levels, since they represent 53% of graduates, but their numbers drop off abruptly at PhD level. Suddenly, male graduates (57%) overtake women. The discrepancy widens at the researcher level, with men now representing 72% of the global pool. The high proportion of women in tertiary education is, thus, not necessarily translating into a greater presence in research. » (UNESCO, 2015)

Méthode de recherche

Qu'est-ce que c'est ?

- Analyser des plans d'autres agences de l'ONU concernant des politiques pour favoriser la parité et voir comment le GIEC pourrait s'en inspirer.
- Analyser la base des données des auteurs du GIEC depuis le premier rapport jusqu'au dernier pour voir le nombre de femmes qui ont participé à la rédaction de

ces rapports. Voir le nombre de femmes qui participent à toutes les activités du GIEC.

 Travailler avec le Secrétariat dans l'organisation d'une activité pour discuter de la participation des femmes au sein du milieu scientifique et dans l'ONU.

Faisabilité

Qu'est-ce que c'est ?

- Certains États membres du GIEC souhaitent organiser une activité pour discuter de parité lors de la 46^e Session du GIEC, donc c'est un moment opportun pour proposer les activités présentées plus haut.
- Le Secrétariat m'a proposé dans le cadre du stage d'analyser la base des données des auteurs et d'ajouter les auteurs à la base de données depuis le premier rapport.
- Le Secrétariat souhaite explorer ce que d'autres agences de l'ONU ont fait par rapport à la parité et souhaite présenter aux États-membres de l'information relative aux pratiques déjà existantes en ce qui concerne les politiques pour favoriser la parité au sein des agences de l'ONU.

Questions clés

- O Une fois les conclusions connues, dans quelle mesure le milieu est déterminé à considérer l'application de ces conclusions dans le contexte particulier de la pratique, du programme ou des politiques ?
- Quelles sont les possibilités pour le GIEC de faire adopter un plan de travail afin de mieux favoriser la participation des femmes ?

Ce que cela signifie

- Faisabilité scientifique :
 - Base des données des auteurs
 - Analyse des plans pour favoriser la participation des femmes au sein du GIEC

o Faisabilité pratique :

- Intérêt de certains États sur la question de la parité
- Collaboration étroite entre le GIEC, l'OMM et d'autres agences de l'ONU sur cette question
- Opportunité d'organiser un événement à Montréal sur la participation des femmes.

Résultats

Qu'est-ce que c'est ?

- Une base des données des auteurs pour les trois premiers rapports du GIEC, une base de données avec le personnel du GIEC. Cette base de données permettra de voir la proportion des hommes et des femmes qui participent aux activités du GIEC.
- Organisation d'un événement sur la parité.
- Analyse de différents plans concernant l'avancement de ceux-ci pour favoriser la participation des femmes au sein de différentes agences de l'ONU.

Questions clés

- L'un des objectifs est d'assurer que les États donnent le mandat au Secrétariat de faire de la parité une priorité, mais il faut démontrer qu'il s'agit d'un projet qui intéresse les États-Membres.
- La parité au sein du GIEC pourrait bénéficier aux structures de gouvernance du GIEC, le choix des nouveaux rédacteurs et éditeurs de futurs rapports d'évaluation du climat, et pourrait encourager plus de recherches sur l'impact des changements sur les femmes.

• Ce que cela signifie

- o Les conclusions de ce projet pourraient être utilisées par :
 - Le Secrétariat du GIEC
 - Les différents groupes de travail du GIEC
 - Lors des Session intergouvernementales
 - Cela pourrait aider à mieux informer le public sur la participation des femmes dans les travaux du GIEC.

ANNEXE 2: EXEMPLES DES RAPPORTS HEBDOMADAIRE ET MENSUEL CONCERNANT LA PERFORMANCE DU GIEC SUR LES RESEAUX SOCIAUX

Ces rapports étaient réalisés de façon hebdomadaire à l'aide des outils comme : Facebook Analytics. Ils étaient rédigés sur Word et en anglais. Ils étaient présentés à Jonathan Lynn. Ils présentent le nombre de personnes qui ont interagi avec les publications du GIEC chaque semaine sur différentes plateformes : Facebook, Twitter, Instagram et Bitly. Chaque plateforme présente à sa façon ces données.

Weekly review
Facebook, Twitter Audience - IPCC

5 July 2017

Facebook data

Professional Confession Confessio	
Number of Likes	26,466
The same day one month ago:	25,831
Boost of likes in one day:	93 net likes
This week we have received:	199 likes net likes
WMO likes	115,
What most of our followers do when they interact with us is:	React.

Who views our Facebook?	
Age group of those who view the page the most:	25 - 35 yo, the majority are men.
Globally	61% of followers are men.
The only age group where the number of women who view the page is almost equal than the number of men:	45 - 54

Best hours to publish base on when IPCC fans are online:	2:00 PM - 7:00 PM
	The video: What is the IPCC reached more than 21K - however, there is no correlation between followers engaging with our posts and being generally active on Facebook.
Best posts:	By far, videos. followed by links.

10 countries who follow us the most:	Top five of languages from our fans:

India	3,325	English (US)	10,613
United States of America	3,037	English (UK)	5,046
Brazil	1,365	Spanish	2,707
Mexico	1,146	Portuguese (Brazil)	1,247
Italy	1,018	French (France)	1,202
United Kingdom	1,006		
Germany	802		
Canada	696		
Australia	643		
Peru	613		

TWITTER

IWITIER	
Followers:	90,046
Gender:	Men: 56% Women: 44%
Group of age of most followers:	25 to 34 (50%)
Profession:	Most of our followers are either professionals or working in a technical area.
Most popular times to tweet according to Tweet Worldwide:	11 H - 13 H local hour for followers. << Tweets sent between 2:00 and 3:00 a.m. earn the most total engagement on average. The highest amount of engagement per tweet occurs between 11:00 p.m. and 5:00 a.m., peaking between 2:00 and 3:00 a.m. >>

peaking between 2:00 and 3:00 a.m. >>
promise and an arrangement

Country

Country name	% of audience
United States	21%
United Kingdom	13%
Australia	5%
Canada	5%
India	4%

Instagram

g	
Followers	1127
Last week's followers	1106
Impressions for this week (how many people saw this publication)	3136
Best post last week	Headline: Impressions : 830 Image saved: 7 times Likes: 47
Gender	Male: 55% / Female: 45%
Age range global	73% of our followers are under the age of 34 yo
Top 5 countries that follow us	India: 16% USA: 15% UK: 8% Brazil: 6% Indonesia: 5%
When are followers online?	Peak hours: 16h00 - 20h00
Bitly	
Posts:	IPCC Provisional Agenda - 7 July 2017

Posts:	IPCC Provisional Agenda - 7 July 2017 http://bit.ly/2sUEr6x
Date	63 TOTAL CLICKS 28

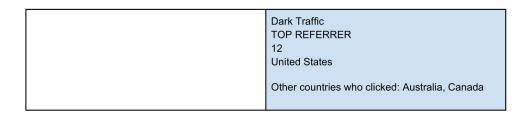


Figure 2.1 de l'Annexe 2 : Rapport hebdomadaire, performance du GIEC, réseaux sociaux : 5 juillet 2017 Source : auteur

Weekly reviewFacebook, Twitter, Instagram, Bitly Audience - IPCC 15 August 2017

Facebook data

100 75 - 11 W - 11 - 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	
Number of people who have followed the page since 10 July 2017 WMO number of likes	128 120.017 - 0.5% increase since last week
Number of people who have liked the page since 10 July 2017	118
Fans: Total number of people that pressed like. Followers: Total number of people that may see your posts/updates in their news feed. You can only like a page, without actually following it, you can also just follow the page without liking it. Facebook optimizes people's News Feeds to show them content that is most relevant to them. If your fans aren't regularly commenting or liking your Posts, they won't see your Page in their News Feed.	27,374 people like this 27,483 people follow this

Who views our Facebook?	
Age group of those who view the page the most:	25 - 34 yo, the majority are men.
Globally	61% of followers are men - 38% are women Globally, 57% of fans who like the page are from the ages of : 25 - 44 yo - an increase of 0.8% since last week
People reach (7 - 14 August) Definition: Number of people posts were served to	16,726

Post Engagement (10 - 16 July)	2,609
Definition: Number of people that took the time to	
engage with our posts	

Based on last week, best hours to publish according to data showing when IPCC fans are online:	5:00 PM - 6:00 PM
Best posts this week:	Climate change beyond 2100, irreversibility and abrupt changes. Many aspects of climate change and associated impacts will continue for centuries, even if anthropogenic emissions of greenhouse gases are stopped. The risks of abrupt or irreversible changes increase as the magnitude of the warming increases. Findings from the Fifth Assessment Report of the IPCC (AR5) To find out more, click here: http://bit.ly/2h2KJQl 5,859 People Reached 1436 Video Reach 210 Reactions, Comments & Shares 303 Post Clicks When: 01/08/2017 4:20 pm

Country	People Reached
India	12,109
United States of America	3,888
Brazil	2,456
Germany	2,452
Mexico	2,241

United Kingdom	1,934
Turkey	1,704
Canada	1,640
Australia	1,244
Italy	1,240

TWITTER

IVVIIIER	
Followers:	91,641
Followers last week:	91,406
Number of impressions this week	
	87.2K
Number of Tweets this week	7
Number of retweets	375
Gender:	Men: 55% Women: 45%
Group of age of most followers:	66% of followers are under the age of 34 yo
Profession:	Most of our followers are either professionals or working in a technical area or also homemakers.
Most popular times to tweet according to Tweet Worldwide:	Weekly: 7h30, 14h, 18h Sundays at Noon
Tweet where people got engaged the most: Definition of engagement: Total number of times a user interacted with a Tweet. Clicks anywhere on the Tweet, including Retweets, replies, follows, likes, links, cards, hashtags, embedded media, username, profile photo, or Tweet expansion	Findings from #AR5: #Climatechange beyond 2100, irreversibility and abrupt changes. : http://bit.ly/2h2KJQI #climate #science #AR6 pic.twitter.com/qal7wTRnLl August 5 2017 Impressions: 20,304 Number engagements: 477

Country

Country name	% of audience
United States	22%
United Kingdom	12%
Australia	5%
Canada	5%
India	4%

Instagram

instagram	
Followers	1205
The difference since last week	13+
Impressions for this week How many times a publication was on the screen of an Instagram user.	4362
Best post last week	"We have reached 1200+ followers" post on August 2 2017 Impressions: 902 Image saved: 0 Likes: 47 Reach: 612 Engagement: 49
Gender	Male: 55% / Female: 45%
Age range global	73% of our followers are under the age of 34 yo
Top 5 countries that follow us	India: 16% USA: 14% UK: 8% Increase of 1% Brazil: 6% Indonesia: 5%
When are followers online?	Peak hours: 14h-15h00 -18h-20h00

Bitly

What does dark traffic mean: social sharing coming from outside sources web analytics tools can't track. 70% of all online referrals come from **dark** social.

Posts:	
--------	--

AR6 Cycle post http://www.ipcc.ch/pdf/ar6_material/ AC6_brochure_en.pdf http://www.ipcc.ch/pdf/ar6_material/ AC6_brochure_en.pdf 86 clicks From: Dark Traffic: 39 Twitter: 25 Facebook: 20 Other 2 sources: 2
http://www.ipcc.ch/news_and_events/docs/factsheets/FS_select_authors.pdf http://www.ipcc.ch/news_and_events/docs/factsheets/FS_select_authors.pdf 43 clicks 17 Twitter 15 Dark trafic 12 FB

5

 $Figure\ 2.2\ de\ l'Annexe\ 2: Rapport\ hebdomadaire,\ performance\ du\ GIEC,\ r\'eseaux\ sociaux: 15\ août\ 2017$

ANNEXE 3: PLAN DE COMMUNICATION DU GIEC POUR LA 46 ÈME **SESSION À MONTRÉAL**

Plan de communication du GIEC pour la 46^{ème} Session à Montréal

Rédigé en août 2017

Par: Eduardo Pérez

Annexe 3

Social media plan - P46

Canada is hosting the 46th Session of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC-46) from September 5 to 10 in Montreal. The IPCC is the leading international body for the scientific assessment of climate change.

COMMUNICATIONS OBJECTIVES

- Support Canada and highlight the essential role that science plays in making informed evidence-based decisions on climate change policy, To share relevant information of the IPCC related to P46,
- To highlight Canada's priorities for P46:
 - o Encouraging young women to enter scientific fields

 - o Incorporating Indigenous knowledge in decision making
 O Delivering on the Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change and the Paris Agreement

Canada's key messages:

- Canada is proud to host the 46th Session of the IPCC and help advance the international scientific knowledge on climate change.
- By hosting this IPCC meeting, Canada is demonstrating its leadership on climate
- change and highlighting the critical role science plays in making informed decisions. The science of climate change is complex and global in nature. Advancing our understanding of the issue requires collaboration with scientific experts around the world. Canada is a strong supporter and an active participant in research and assessment efforts on climate change

COMMUNICATIONS ACTIVITIES

The following activities are planned for IPCC-46:

LIST OF IPCC HASHTAGS ON TWITTER: #climatechange #AR6 #climatescience #IPCC #AR5 #climatenews

LIST OF IPCC ON INSTAGRAM: #climatechange #AR6 #climatescience #IPCC #AR5 #climatenews #instascience

From ECCC - Canada	From the IPCC
Before, During and After IPCC-46: Social Media Campaign ECCC will use its social media accounts to amplify the IPCC's social campaign on	Before, During and After IPCC-46: Social Media Campaign Before: media advisory on the opening

IPCC-46, prior, during and after the meeting.

- ECČC will also partner with other federal departments to promote through social media the communications objectives and activities outlined in this communications plan, and to convey the key messages of the Government of Canada.
- Tweets will be drafted to be posted from the ECCC S&T ADM account (@ECCCSciTech) to promote ECCC's science.
- ECCC will also monitor social media on IPCC-46 and will relay - whenever possible - positive posts.

- Opening Session
 - Quote cards from the speeches (prepare quote cards for each speaker)
 - o Catch ceremonial blessing
 - o Pictures from the opening
 - Short video clips from the opening session
 - Making sure we have the name of all dignitaries and their social media handles.
 Tag them when appropriate.
- During meeting
 - Can tweet about start and end of meetings
 - Pictures of people during a coffee break, discussions etc
 - Media advisory with details on how to follow press conference
 - Press release on the outreach event on 11th
 - Ensure we have messages to share during meeting that have nothing to do with confidential negotiations.

September 5 – Workshop: Women in Science and Gender Balance in IPCC activites

activites
This workshop seeks to discuss and explore ways to improve gender balance in the field of science, technology, engineering and mathematics. The aim is to develop recommendations or guidance to improve awareness of the need for improved gender balance in the IPCC and on measures that can be taken to improve gender balance in intergovernmental for a more broadly. This workshop will be carried out with IPCC's WGI Technical Support Unit, International Development Research Center (IDRC), and ISED. It is proposed

September 5 – Workshop: Women in Science and Gender Balance in IPCC activities

- Share pictures with camera and phone camera
- Share quote cards on social media.
- Present expectations, number of participants.
- Create Instagram videos.
- Share relevant tweets from ECCC.

that Minister Duncan be invited to participate.	
September 6 - Media Workshop	Go Facebook Live Share presentations on social media and IPCC outreach calendar
Opening Ceremony September 6 - Canadian Press	Opening Ceremony - 6 September 2017 • Quote cards from the speeches (prepare quote cards for each speaker); • Catch ceremonial blessing; • Pictures from the opening; • Short video clips from the opening session; • Making sure we have the name of all dignitaries and their social media handles. Tag them when appropriate.
Conference The opening ceremony will be followed by a press conference in which it is proposed Minister McKenna and Premier Couillard will participate.	Conference ■ If Canada mentions us we will retweet.
September 6 - All-Delegate Reception This reception will be held at the Marriot Hotel. The lobby of the reception could be used to showcase climate change science from the Government of Canada and promote its current priorities: linking the work of the IPCC to the Pan- Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change and the Paris Agreement, encouraging young women to enter scientific fields, promoting clean tech and innovation, and incorporating Indigenous knowledge in decision- making.	September 6 - All-Delegate Reception Share pictures of international, national and local dignitaries; Thanks Canada and Montreal for organising P46 and welcoming the IPCC; Take pictures of people coming in the event. Put a focus on women participating, First Nations leaders, young people; Share picture of the IPCC Chair making a speech.

	September 10 - IPCC press conference
	Quote cards from comments from participants; Instagram story with press conference images; Facebook photo album after the press conference; Live streaming TBC.
September 11 - Outreach Activities	September 11 - Outreach Activities
The IPCC has offered to have lead authors facilitate an outreach event on Monday, September 11, 2017 at a local university. The outreach event would be an opportunity for faculty members, students/youth and potentially other stakeholders including policy-makers, civil society groups and business organizations, to learn more about the work of the IPCC, and to engage with its word-class experts.	Create cover slide with social media; Present panelists and why this event is important; Quote - Greg and Diana/Fatima Short Video on fb from pics of the event; Live on fb (tbc - depending on facilities and interest from hosts); Instagram Story at the university; Present speakers from host organization and organisations that will attend the event; If civil society represented get in touch in advance to get handles; Take pictures with phone camera and regular camera; Create albums on social media from the event.
After IPCC-46: News@ECCC message A News@ECCC message from the S&T ADM will celebrate Canada as being the host of IPCC-46 and will provide highlights of the meeting.	After IPCC-46: News@ECCC message Short video clips from the press conference; Pictures from Montreal; Reposting links of the outlines; Author nominations process begins: Video: Tell my story the way it is; Animations on producing IPCC reports; Re-share authors videos;

|--|

<u>Date</u>	Activity	Description	<u>Products</u>
Before, During and After IPCC-46	Social Media Campaign	To show Canada's leadership on climate change, IPCC and highlight its priorities	- Social media from: - IPCC - ECCC & fed.departments - ECCC S&T ADM - Monitoring - Retweeting positive content
Before IPCC-46	Web Content	Info on Canada hosting IPCC-46 and to highlight climate change within the Government of Canada	New content Link to existing content Research initiatives/work of scientists supported by photos or videos Web updates as required
Before IPCC-46	Canada.ca: IPCC-46 featured on landing page of Environment and Natural Resources section	To generate traffic to Web content	Web feature: text, photo, link
Before IPCC-46:	News@ECCC message	To inform ECCC employees about Canada hosting IPCC-46	Message from the S&T ADM to ECCC employees
September 3	IPCC Press Conference	Open to media Content provided by IPCC	Logistical support from ECCC Social media
September 5	Workshop: Gender Balance in IPCC	To showcase that the Government of Canada is committed to promoting gender balance.	Social media
September 6 (Before opening plenary)	Technical Media Briefing	Open to media Content provided by IPCC	Logistical support from ECCC Social media
September 6	Opening Plenary	Open to media. Keynote speakers: - Indigenous Elder - IPCC Chair and Secretary - Minister McKennaMinister - Duncan - Premier Coulllard, Government of Québec - WMO - UNFCCC - UNEP	Live streaming For Minister McKenna: - Speech - Media advisory - Social media - Infobyte
September 6 (After opening ceremony)	Press conference	Open to media. Attended by: IPCC - Minister McKenna - Government of Québec - Indigenous Elder	Key messages Q&As
September 6 (Afternoon)	News Release by Canada	To celebrate IPCC-46 and highlight the Government's contribution to climate change science	News release Social media
September 6 (Evening)	All-Delegate Reception	Showcase in the lobby climate change science & Canada's priorities	Visual material: - Animated Powerpoint - Roll up banner - Existing videos
September 10	IPCC Press conference/Press Release	-Highlight outcomes of conference	Key messages
September 11	Outreach Event	To showcase the work of the IPCC and Canada's contributions in the organization, and to allow	Social media

		faculty, students and potentially other stakeholders, to engage with IPCC world-class experts.	
After IPCC-46	News@ECCC message	To provide highlights and	Message from the S&T ADM to
	2000	celebrate the success of IPCC-46	ECCC employees

Figure 3.1 de l'Annexe 3 : Plan de communication du GIEC pour la 46^{ème} Session à Montréal

ANNEXE 4: EXEMPLES DE PUBLICATIONS PARTAGEES SUR LES RESEAUX SOCIAUX

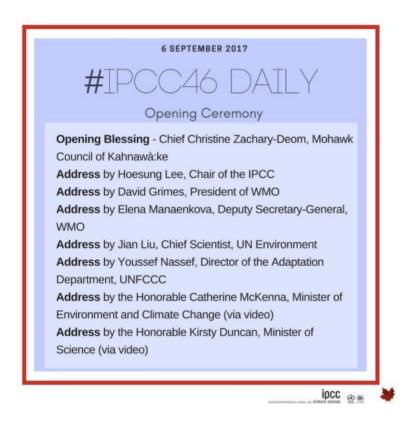


Figure 4.1 : IPCC46, discours d'ouverture lors de la 46ème Session du GIEC à Montréal



Figure 4.2 : IPCC46, image pour annoncer la session d'ouverture de la 46^{ème} Session du GIEC à Montréal

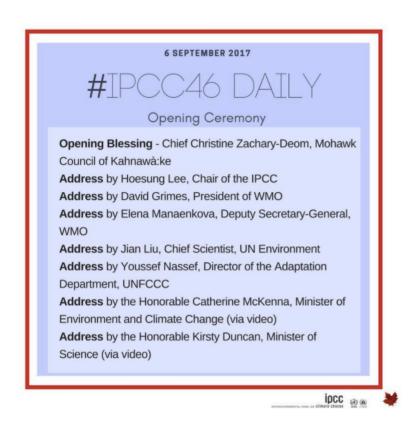


Figure 4.3: IPCC46 discours

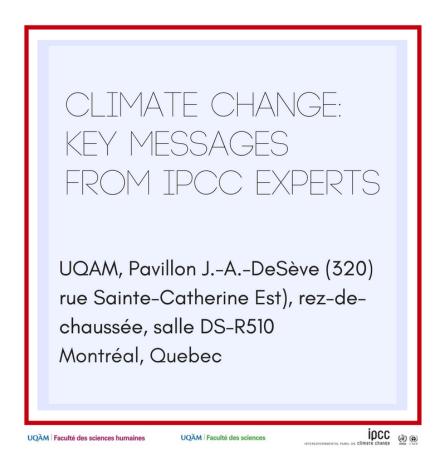


Figure 4.4: IPCC46 rencontre à l'UQAM



Figure 4.5 : IPCC46, image de Thelma Krug

Ch. 1: Framing, context, methods Ch. 2: Changing state of the climate system Ch. 3: Human influence on the climate system Ch. 4: Future global climate: scenario-based projections and near-term information Ch. 5: Global carbon and other biogeochemical cycles and feedbacks Ch. 6: Short-lived climate forcers Ch. 7: The Earth's energy budget, climate feedbacks, and climate sensitivity Ch. 8: Water cycle changes Ch. 9: Ocean, cryosphere, and sea level change Ch. 10: Linking global to regional climate change Ch.11: Weather and climate extreme events in a changing climate Ch. 12: Climate change information for regional impact and for risk assessment



Figure 4.6 : Présentation des chapitres à rédiger par le premier groupe de travail pour le sixième Rapport d'évaluation du GIEC.

AGREED CHAPTER OUTLINES WORKING GROUP 2 CONTRIBUTION TO AR6

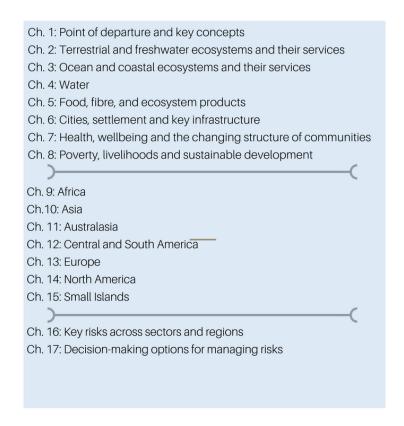




Figure 4.7 : Présentation des chapitres à rédiger par le deuxième groupe de travail du GIEC pour le sixième Rapport d'évaluation du GIEC



Figure 4.8 : Présentation de la ville où se tient la 47^{ème} Session du GIEC

ANNEXE 5: BREF RAPPORT POUR LE SECRETARIAT DU GIEC PORTANT SUR LES DIFFERENTS GESTES POSES PAR DES AGENCES DE L'ONU EN MATIERE DE CREATION ET D'IMPLANTATION DES POLITIQUES ET PROGRAMMES POUR FAVORISER LA PARTICIPATION DES FEMMES

Rapport présenté au Secrétariat du GIEC

Rédigé par : Eduardo Pérez

Rédigé le : 31 juillet 2017

31 July 2017

Topic: How can the IPCC encourage the participation of women within the institution and at a global scale? What are the possibilities of creating a gender action plan to be adopted by the IPCC Plenary in the coming months?

Target audience: Focal points, experts working with the IPCC, new experts and scientists interested in the IPCC, Secretariat and Bureau of the IPCC.

Strategies and politics encouraging women participation within the UN have gained momentum over the past years. The Fifth Sustainable Development Goal puts gender equality as a priority. The UNEP and the WMO have developed gender plans with concrete measures to monitor, report and evaluate programmes that aim towards gender equality. Within the IPCC, there is a place for improvement to include more gender-related priorities in all areas of work of the IPCC. The upcoming plenary in Canada is an opportunity for the IPCC to start thinking about a Gender Action Roadmap that could be adopted in Paris at the next plenary.

Gender Equality and the Environment UNEP Policy and Strategy 2014 - 2017 Executive Summary

- The UNEP Gender Policy and Strategy 2014 2017 promotes social safeguards for gender equality within the UNEP.
- 2. It contains a gender mainstreaming policy statement and a framework plan for the agency. The document is organized in the following way: first, there is a word from the Executive-Director highlighting the willingness to implement, monitor and report on one gender-responsive Medium Term Strategy (MTS). Then, it presents the UNEP's statement on gender and its linkages to the environment. This Policy and Strategy is divided into three sections: the context of the framework, the UNEP's business model for gender mainstreaming and thematic results.
- 3. All paragraphs are numbered.
- 4. This is the vision of the Policy and Strategy of the UNEP: "A world in which people are understood to be at the centre of sustainable development that is just, equitable and inclusive, and where sustained and inclusive economic growth, social development and environmental protection are achieved, with benefit for all. A world in which freedom peace and security are achieved, with respect for all human rights, including the right to development and the right to an adequate standard of living (including the right to food), the rule of law, gender equality, women's empowerment and the overall commitment to just and democratic societies."
- 5. It includes a series of goals associated with the vision and a number of objectives that are linked to institutional arrangements in compliance with the UN SWAP (System-Wide Action Plan for Gender Equality and the Empowerment of Women). It mentions the importance of technical assistance to countries for gender analysis and the collection of disaggregated data by sex and age. It states the importance of gender parity in the workforce for P5 and G7 positions. Nine guiding principles for the implementation of the strategy are mentioned: exemplarity global wide; monitoring and reporting in accordance

with the Medium Term Strategy (MTS); who is responsible for implementation; coherence with future plans of the UNEP; financial resources for implementation of the strategy; human resources; adapting the strategy to future developments and including other social and economic safeguards as they come to stream.

- 6. UNEP points out the importance of clarifying how gender equality will be promoted considering the highly technical work of the UNEP (17, 18). It highlights the importance of socioeconomic analysis and the inclusion of gender based consideration for any future intervention. It highlights the fact that women and men are not affected equally by environmental conditions, inequality and social context (roles, beliefs, culture). It mentions the overrepresentation of men in global, national and local environmental decision-making spheres which disadvantages women and restrain them from opportunities of power. It points out that the current context represents an opportunity to highlight gender equality. (17 26)
- 7. Gender mainstreaming is the methodology for policy making related to gender equality for all UN agencies. "Gender mainstreaming is the process of assessing the implications for women and men of any planned action, including legislation, policies or programmes, in all areas and at all levels. It is a strategy for making women's as well as men's concerns and experiences an integral dimension of the design, implementation, monitoring, and evaluation of policies and programmes in all political, economic and societal spheres so that women and men benefit equally and inequality is not perpetuated. The ultimate goal is to achieve gender equality." (specifically 23/11 and 24/7) (37).
- 8. The strategy mentions different founding texts related to Human Rights, Sustainable Development and Gender Equality, and Women's Empowerment, some of these texts are: as the Charter of the United Nations, the CEDAW (Convention on the Elimination of all forms of Discrimination against women), the Sustainable Development Goals.
- 9. The UN System wide Action Plan for Gender Equality and the Empowerment of Women applies to all entities of the United Nations and puts forward key factors to be used in all agencies: accountability, results based management for gender equality, oversight through monitoring evaluation audit and reporting, human and financial resources, capacity development, coherence coordination and knowledge and information management. (53)
- 10. It mentions the UNEP 2011 review of the Gender Plan of Action 2006 2010 which highlights gaps on two levels: programmatic and operational. Shortly after the review, UNEP formed a Gender Task Team (GTT) to propose concrete actions and provide direction. The GTT wrote a report in 2012 that presents a series of shortfalls on gender equality within the institution. (62 70)

- 11. The second section of the Strategy and Policy presents the business model for gender mainstreaming on an organizational, programmatic and nation based level (71 +). It also presents the institutional arrangements of the UNEP to modify the organizational process and programmes. UNEP in this document proposes a Gender Architecture which is a specific governance that supports the Senior Management Team (SMT) and ensures organizational accountability for gender mainstreaming. The Executive Director is ultimately responsible for the outcomes or shortfalls of this Gender Architecture. It also creates a Gender Steering Board (GSB), a Gender Implementation Committee (GIC) and a team of cross-organisational gender coordinators and focal teams coordinated by the UNEP Gender and Social Safeguard Unit. All responsibilities and roles have their specific Terms of Reference. The GSB is ultimately responsible for the achievement of results of all the strategy. The GIC reunites all coordinators and UNEP Focal Point for Women and the Gender Social Safeguard Unit (GSSU). The GSSU coordinates, monitors, promotes knowledge management, capacity building and gives technical support (76 92).
- 12. After the Policy and Strategy are approved, UNEP puts forward a 4-year Gender Implementation Plan (GIP). It will "address gender issues at the level of expected equality accomplishments". The GIP is reviewed at each biennium.
- 13. The UNEP specifies the evaluation process by the UNEP Evaluation Office in ensuring lessons are learned from one cycle to the other.
- 14. The document presents the Gender Marker which is financial resources tracking mechanism. It specifies that not less than 1% of funds should be allocated to gender mainstreaming at least 1% of project funds within all divisions, regional offices and MEA (Multilateral Environmental Agreements).
- 15. UNEP revises all staff competencies so they can reflect the spirit of gender balance. UNEP commits to gender parity and a commitment of 45% of women at levels P4 and above. The importance of work-life balance considerations is also mentioned in this document. It specifies the necessity of a sexual harassment and abuse of authority policy. Gender training will also be put forward for all staff members and MEA Secretariats.
- 16. UNEP commits to collaborate as much as possible with scientific institutions to improve linkages between gender and environmental science (130).
- 17. UNEP commits to a coherent process which includes UN SWAP and other stakeholders, countries and international organizations.
- 18. The third section of the document is the Thematic Results and the preparation of the next cycle of this strategy. It details the expected accomplishments of the GIP. It specifies all considerations for Sub-Programme Coordinators and also the programme strategy for each sub-programme. For example on sub-programme #4, the Policy and Strategy explains the expected accomplishments for the Environmental Governance Sub-Programme. "UNEP will strengthen the science-policy interface in carrying out this work and will work towards facilitating increased participation of stakeholders and address the gender imbalance in environmental decision-making processes, and access to justice along the lines of Principle 10 of the Rio Declaration" (173).

ANNEXE 6 : UN EXEMPLE DE LA BASE DE DONNEES DES AUTEURS DU GIEC

Ce premier tableau présente les auteurs du Groupe de travail I du premier Rapport d'évaluation du climat publié en 1990.

Tableau 6.1 : Base de données des auteurs du Groupe de travail I du premier Rapport d'évaluation du climat du GIEC

Authors, IPCC - FAR					
Gender	Name	Last name	Country	Role	
Male	Robert T.	Watson	USA	LA LA	
Male	Henning	Rhode	Sweden		
Unknown	Н	OESCHGER	Switzerland	LA	
Male	Urs	SIEGENTHALER	Switzerland	LA	
Male	Keith	Shine	UK	LA	
Male	Richard G.	Derwent	UK	LA	
Male	Donald	Wuebbles	USA	LA	
Male	Jean-Jacques	Morcrette	UK	LA	
Male	Ulrich	Cubasch	Germany	LA	
Male	Robert	Cess	USA	LA	
Unknown	W. Lawrence	Gates	USA	LA	
Male	Peter	Rowntree	UK	LA	
Male	Qing-Cun	Zeng	China	LA	
Male	John	Mitchell	UK	LA	
Male	Syukuro (Suki)	Manabe	USA/Japan	LA	
Male	Valentin	Meleshko	Russian Federation	LA	
Male	Tatsushi	Tokioka	Japan	LA	
Male	Francis	Bretherton	USA	LA	
Male	Kirk	Bryan	USA	LA	
Male	John	Woods	UK	LA	
Male	Chris	Folland	UK	LA	
Male	Tom	Karl	USA	LA	
Male	Konstantin Ya.	Vinnikov	Russian Federation	LA	
Male	Tom	Wigley	USA/UK	LA	
Male	Timothy	Barnett	USA	LA	
Male	Richard	Warrick	UK	LA	
Male	Johannes	Oerlemans	The Netherlands	LA	
Male	Jerry	Melillo	USA	LA	
Male	Terry	Callaghan	Sweden/UK	LA	
Male	F. lan	Woodward	UK	LA	
Male	Enéas	Salati	Brazil	LA	
Male	S.K.	Sinha	India	LA	
Male	Gordon	McBean	Canada	LA	
Male Male	James J.	McCarthy	USA	LA	
		,			
Male	32				
Women	0				
Unknown	2				
	_				
Developed countries	32				
Developing countries	2				
20.0.oping countries	_				

Source: auteur, 2017

Tableau 6.2 : Groupe de travail III responsable du premier chapitre du troisième Rapport d'évaluation du climat.

A	В	С	D	E	F	G	н	ı
Chapter 1	TAR Role	Author Database	Gender	First Name	Last name	Affiliation	Role in the IPCC	WG
	CLA		Male	Tariq	Banuri	Tufts University	CordLA	wg3
	CLA		Male	John P.	Weyant	Stanford University	CLA, LA	wg2, wg3
	LA		Female	Grace	Akumu	Africa		wg3
	LA		Male	Adil	Najam	Boston University	LA	wg3
	LA		Male	Luiz	Pinguelli Rosa	de Janeiro	LA	wg3
	LA		Male	Steve	Rayner	James Martin	LA	wg3
	LA		Male	Wolfgang	Sachs	Wuppertal Institute	LA	wg3
	LA		Male	Ravi	Sharma	UNEP	LA	wg3
	LA		Male	Gary	Yohe	partment of Economi	CLA, LA	wg2, wg3
	RE		Male	J. B.	Opschoor	ISS	RE	wg3
	RE		Female	Jyoti K.	Parikh	search and Action for	LA, RE	wg2, wg3

Source: auteur 2017

ANNEXE 7: PARTICIPATION DES FEMMES AUX TRAVAUX DU GIEC

Tableau 7.1: Distribution par genre, instances du GIEC

IPCC Gender	Secretariat	Bureau 2017	Focal points (source, IPCC	SR15	AR5 2014 CLA,LA,RE	AR4	TAR	SAR	FAR
Men	4	26	127	53	653		396	320	71
Women	9	8	44	33	179		57	36	8
Unknown			6				16	16	21
Total	13	34	177	86	832		469	372	100
% of women	69.23076923	23.52941176	24.85875706	38.37209302	21.51442308		12.15351812	9.677419355	8
Unknown means: incapab	le of verifying gender a	t this moment.							

Source: Auteur 2017

ANNEXE 8 : RENCONTRE DU GIEC AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE



Figure 8.1 : Affiche, rencontre du GIEC avec les membres du Réseau action climat international à la 23^{ème} conférence climatique de la Convention-cadre des Nations Unies sur le climat à Bonn.

Source: auteur 2017

ANNEXE 9 : AFFICHE DE L'ACTIVITE EN MILIEU SCIENTIFIQUE



Figure 9.1 : Affiche, activité en milieu scientifique

Source: Auteur 2017

ANNEXE 10 : PRESENTATION POWER POINT UTILISEE LORS DE L'ACTIVITE DE TRANSFERT EN MILIEU SCIENTIFIQUE

Eduardo Pérez Quel rapprochement entre science et société? L'exemple du GIEC Candidat à la maîtrise Pratiques de recherche et action publique Institut national de la recherche scientifique Montréal, Québec 27 octobre 2017

Plan de présentation

• Le stage au GIEC
• Bilan des réalisations
• Ce que cela nous dit concernant la mobilisation des connaissances

L'organisme d'accueil: le GIEC

- Il informe les États sur l'évolution du climat à l'échelle globale
- Il synthétise et interprète les recherches sur climat les plus à jour
- Il détermine les courants discursifs
- Il rédige et publie des rapports par cycle de rédaction
- Son public cible: les États membres de l'Organisation mondiale météorologique
- Les États membres décident les orientations du GIEC

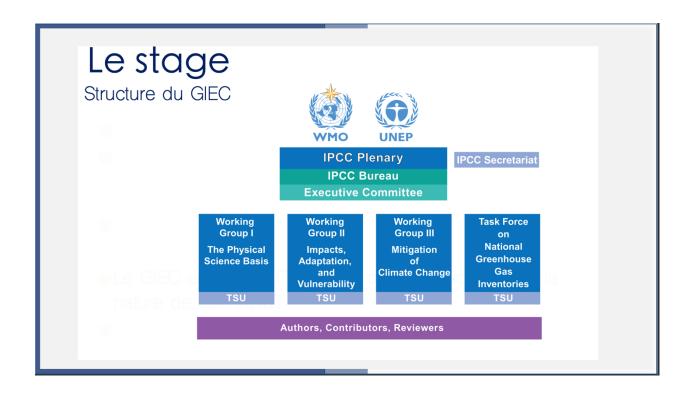
Le stage

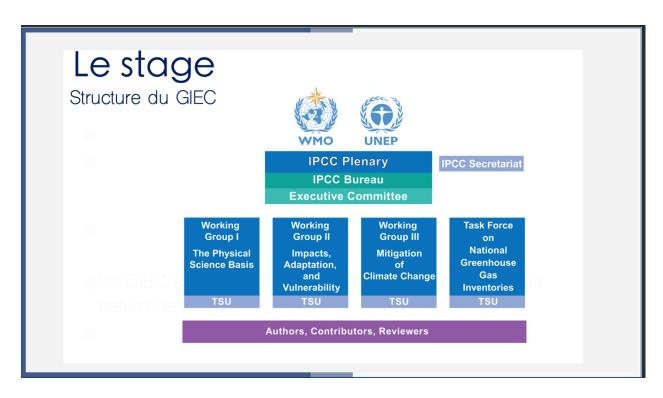
Problématique à l'origine du stage

- Le GIEC est à son sixième cycle d'évaluation
- ell est appelé à communiquer plus efficacement les résultats de ses travaux aux non-experts
- On observe une sous représentation de certains groupes au sein du GIEC
- Le GIEC est une structure conservatrice
- Les actions découlant des connaissances scientifiques sur le climat sont de plus en plus politisées, ce qui entraîne l'arrivée de nouveaux acteurs

Problématique

- Le GIEC est à son sixième cycle d'évaluation
- Le GIEC est appelé à communiquer de façon plus efficace ses travaux aux non-experts
- Il existe une sous représentation de certains groupes au sein du GIFC.
- Le GIEC est une Structure conservatrice
- Les réponses en matière de science climatique sont de plus en plus politisées ce qui encourage l'arrive de nouveaux acteurs







Activités

Objectif initial

Favoriser l'inclusion des pays en développement dans la production et la diffusion des travaux actuels du GIEC Nouvel objectif

Favoriser la création des outils au sein du Secrétariat du GIEC pour communiquer efficacement l'ensemble des travaux du GIEC aux non-experts

Le stage

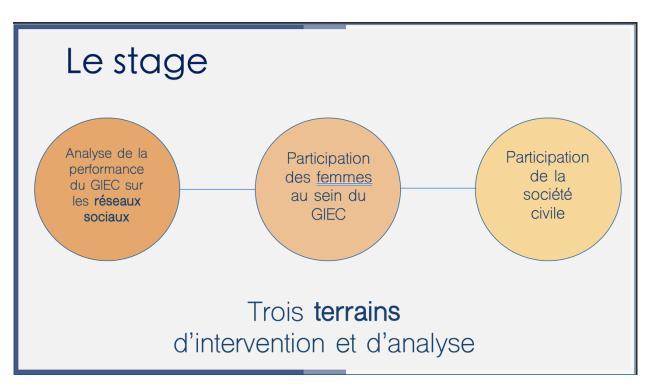
Activités

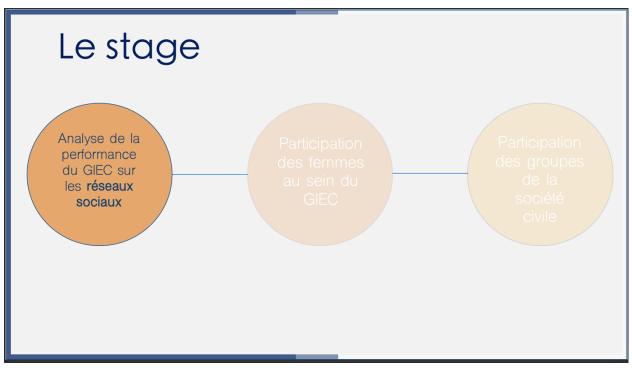
Objectif initial

Favoriser l'inclusion des pays en développement dans la production et la diffusion des travaux actuels du GIEC



Favoriser, au sein du GIEC la création des outils permettant de communiquer efficacement aux non experts l'ensemble des travaux du GIEC





En quoi cela favorise la participation des non-experts? Aperçu du cadre conceptuel

- « The logic of the public sphere is independent of economic and political power »
- « The public sphere would therefore require media for information and communication and access by all citizens. » (Habermas 1991, 36)
- « Social media enable the convergence of the three modes of sociality (cognition, communication, cooperation) into an integrated form of sociality. » (Fuchs and Trottier 2013)

d'intervention et d'analyse

Cadre théorique

Analyse de performance du GIEC sur les réseaux sociaux

Le GIEC est une instance globale qui fournit au une vision scientifique sur l'état de la planète



Les changements
climatiques
remettent en
cause la
traditionnelle
participation des
États-nations
dans la création
des politiques
globales

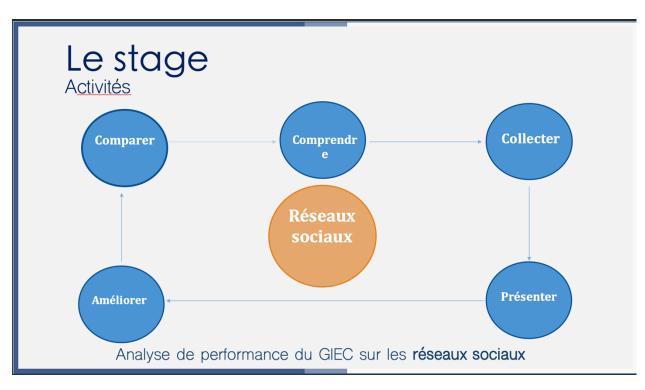


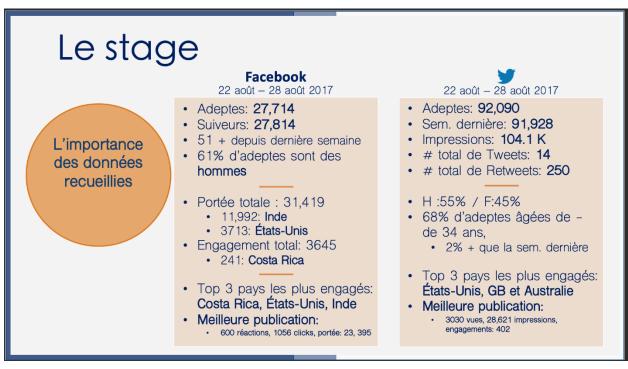
Bien que le GIEC soit une structure conservatrice, au sein du Secrétariat, on commence à faire des efforts pour communiquer davantage de l'information sur les réseaux sociaux, notamment via Facebook, Instagram et Twitter.



2.8 BN de personnes sur les réseaux sociaux en 2016. La plupart dans la zone de l'Asie-Pacifique

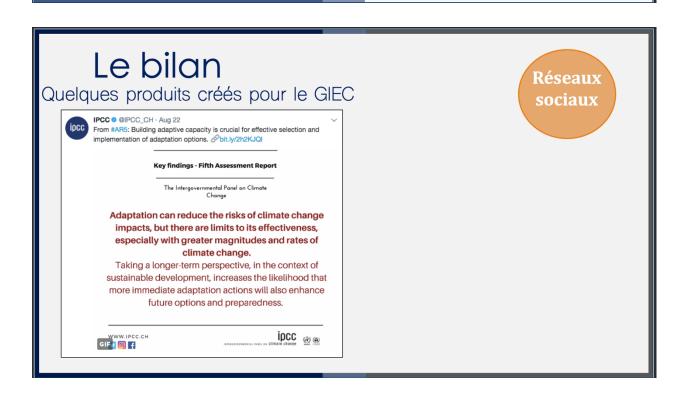
- L'opportunité: développer une stratégie des réseaux sociaux afin de connecter le travail traditionnel du GIEC avec ces nouvelles formes de communication
- Le défi: développer une stratégie qui protège l'intégrité de l'institution







- Participation remarquée, plus active et organisée du GIEC
- Utilisation des données pour présenter comment les réseaux sociaux permettent au GIEC de partager de l'information aux utilisateurs qui proviennent des pays en développement
- Exécution d'une première stratégie des communication sur les réseaux sociaux pour la 46e Session du GIEC à Montréal
- Formation du personnel concernant l'importance de l'utilisation des réseaux sociaux pour le GIEC en tant qu'agence de l'ONU
- Création des guides itératifs sur les réseaux sociaux



Le bilan

Quelques produits créés pour le GIEC



Réseaux sociaux

Le bilan

Quelques produits créés pour le GIEC

How do we turn a planet of cities into a climate safe world for all? This conference asks the most important question of the 21st century.



Réseaux sociaux

Le bilan

Quelques produits créés pour le GIEC

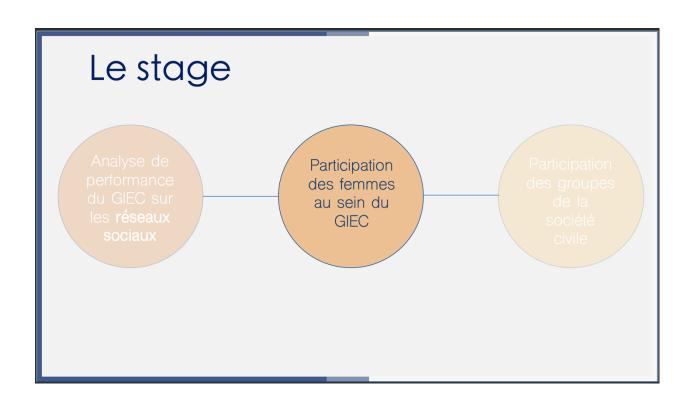




Le stage

Quelques observations sur le plan scientifique

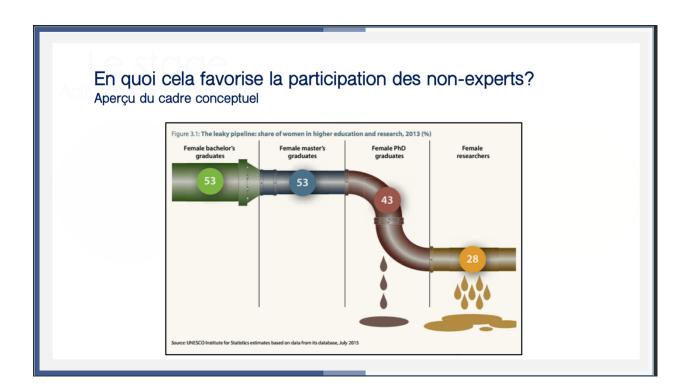
- Diffuser de l'information à l'aide d'une stratégie des réseaux sociaux a permis d'engager des utilisateurs qui se retrouvent dans des pays en développement, comme c'est le cas au Costa Rica.
- Une stratégie des réseaux sociaux a crédibilisé le message du GIEC vis-à-vis d'autres agences de l'ONU et d'autres institutions médiatiques et gouvernementales
- Une stratégie sur les réseaux sociaux permet au GIEC d'être perçu comme une institution plus accessible



En quoi cela favorise la participation des non-experts? Aperçu du cadre conceptuel

- « Women are actively pursuing bachelor's and master's degrees and even outnumber men at these levels, since they represent 53% of graduates, but their numbers drop off abruptly at PhD level. Suddenly, male graduates (57%) overtake women. The discrepancy widens at the researcher level, with men now representing 72% of the global pool. The high proportion of women in tertiary education is, thus, not necessarily translating into a greater presence in research. » (UNESCO, 2015)
- « Since men tend to enjoy a higher socio-economic status, women are disproportionately affected by droughts, floods and other extreme weather events and marginalized when it comes to making decisions on recovery and adaptation (EIGE, 2012). »

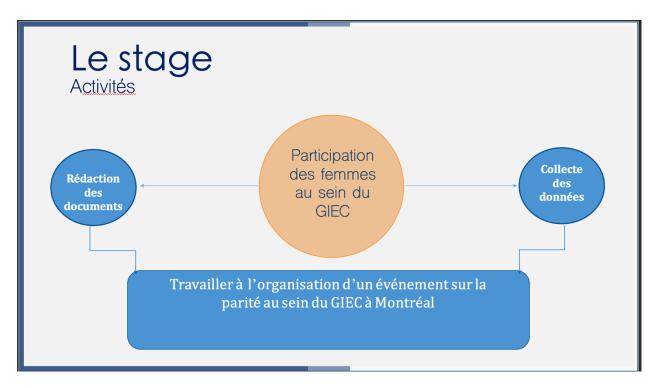
Trois **terrains** d'intervention et d'analyse

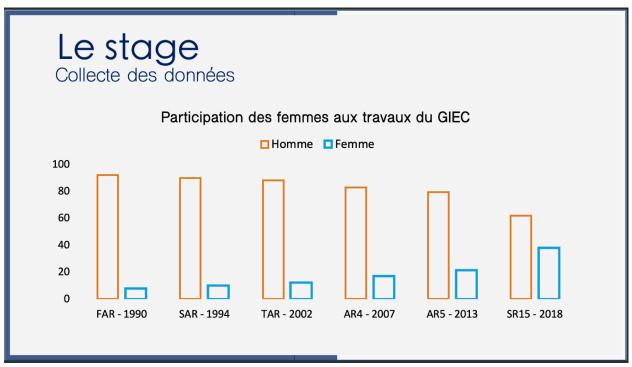


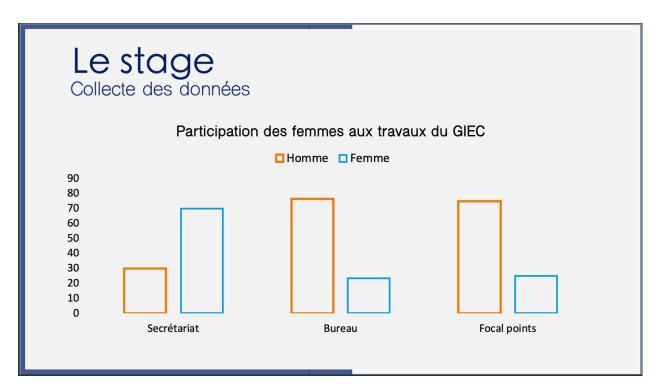
Pourquoi c'est important?

Analyse de la participation des femmes au sein du GIEC

- Plusieurs pays membres du GIEC souhaitent implanter un plan pour favoriser la participation des femmes
- La base des données des auteurs nous donne un aperçu de la participation des femmes au sein du GIEC depuis le premier Rapport d'évaluation
- La participation des femmes à l'intérieur des structures de gouvernance climatique à l'ONU devient une priorité depuis plusieurs années









Résultats pratiques

Too much mansplaining in climate conversations?

By Clothilde Goujard in News, Energy, Politics I September 7th 2017

#710 of 727 articles from the Special Report: Race Against Climate Change



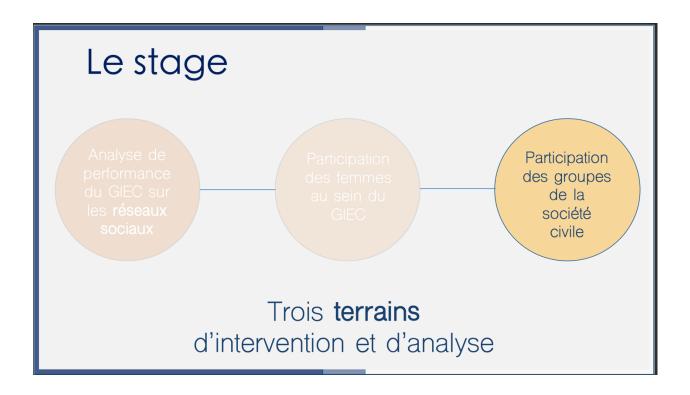
The World Meteorological Organization's Elena Manaenkova outlined the importance of including women in the climate change

In the catastrophic 2004 Boxing Day Asian tsunami, four times more women died than men.

Le stage

Quelques observations sur le plan scientifique

- L'organisation d'une activité en marge de la 46e session du GIEC a permis une discussion sur une participation équilibrée des hommes et des femmes au sein du GIEC
- En ayant un portrait clair sur l'actuelle participation des femmes au sein du GIEC, il est possible d'encourager les États membres à favoriser la participation des femmes alors qu'ils s'apprêtent à choisir les auteurs et auteures du sixième Rapport d'évaluation
- Promouvoir une discussion sur la participation des femmes lors d'une Session du GIEC est un moyen de permettre aux États de proposer un plan d'action en faveur de l'égalité des sexes, ce qui a déjà été fait dans d'autres agences de l'ONU, comme la CCNUCC



En quoi cela favorise la participation des non-experts? Aperçu du cadre conceptuel

- « While governments have agreed to a certain level of NGO [civil society] involvement at the international level, they still bar NGO [civil society] participation in procedures or issues that in some way restrict state sovereignty.» (Clark et al. 1998:29)
- « Granting CSOs access to national delegations should improve political responsiveness, transparency, or (democratic) accountability, and ultimately legitimacy in the sense of international and domestic public support. » (Clark et al. 1998:2)
- « UN climate diplomacy has been pioneering in enhancing access, inclusion and representation of non-state actors through a range of deliberative and participatory mechanisms. » (Bernstein 2012)

Pourquoi c'est important?

Les organisations non-étatiques participent dans les différentes activités du GIEC. Mais la légitimité de leur contribution n'est pas nécessaire remarquée Les politiques internationales et les négociations climatiques sont vues comme des lieux éloignés des citoyens. La participation des groupes nonétatiques peut être perçue comme une facon d'accentuer la

La participation des groupes nonétatiques peut être perçue comme une façon d'accentuer la transparence, l'imputabilité démocratique et le rapprochement avec les citoyens Le GIEC souhaite
établir des
relations de
collaboration
avec différents
groupes nonétatiques afin de
rejoindre un plus
grand public à
l'échelle globale

Trois **terrains** d'intervention et d'analyse

Le stage

Activités réalisées

- Analyse des priorités du GIEC pour la 46° Session du GIEC
- Analyse des demandes de la société civile vis-à-vis du GIEC
- Proposition de rencontre entre des membres du Secrétariat du GIEC et des membres de la société civile pour discuter d'une possible collaboration entre les deux parties
- Proposition d'une démarche à suivre pour la COP23 et pour 2018

Participation des groupes de la société civile

Observations sur le plan scientifique

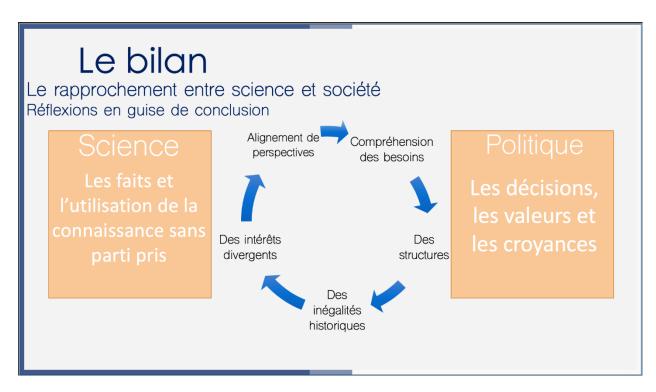
- Les groupes non-étatiques participeront davantage aux travaux du GIEC lors des prochaines années
- Parfois les processus du GIEC sont perçus comme incompréhensibles ce qui rend la collaboration avec la société civile difficile
- Le GIEC pourrait communiquer ses travaux auprès des publics marginalisés s'il bâtit une relation durable avec les groupes de la société civile

Participation des groupes de la société civile

Le bilan

Les limites de ma démarche

- Outre les objectifs de communication, nous avons qu'une petite idée sur l'impact concret que le GIEC a sur les réseaux sociaux.
- Un plan global pour favoriser la participation des femmes au sein du GIEC demande le consensus de près de 200 pays membres
- La façon dont les organisations non-étatiques peuvent légitimement contribuer aux travaux du GIEC reste à définir étant donné sa structure et son mode de fonctionnement
 - C'est un pari risqué pour le GIEC qui est redevable aux États et non pas aux organismes non gouvernementaux





1/7

➤ Quelques notions préalables : le transfert, la mobilisation des connaissances et le rôle de l'agent d'interface selon la littérature.

Le transfert: -

La mobilisation des connaissances:



Discussion collective

2/7

> Deux mots clés à retenir : écoute et flexibilité



Prendre le temps de comprendre le milieu



S'ajuster aux besoins du milieu

3/7

>L'importance de ne rien prendre pour acquis



Discussion collective

4/7

>L'équilibre fragile d'un rôle à cheval entre deux milieux



Created by Gan Khoon Lay

5/7

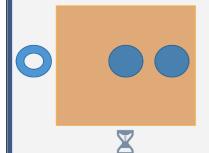
>Un équilibre qui tient à un élément fondamental: la confiance



Discussion collective

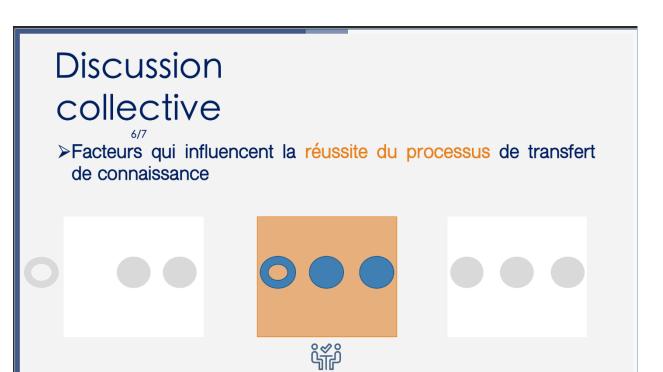
6/7

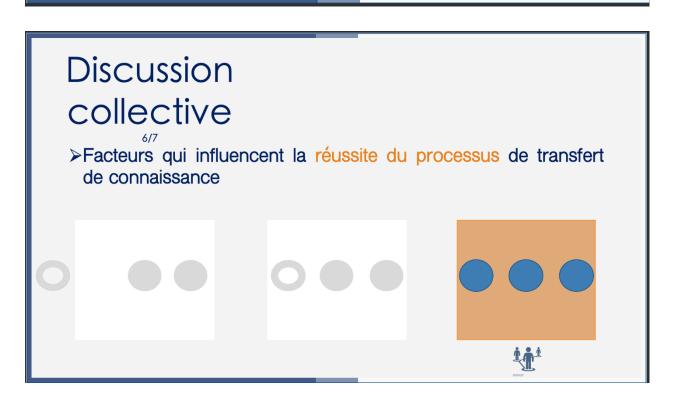
> Facteurs qui influencent la réussite du processus de transfert de connaissance











➤Et si c'était à refaire?



MERCI

ANNEXE 11: ÉVENEMENT FACEBOOK ANNONÇANT L'ACTIVITE PRATIQUE EN MILIEU SCIENTIFIQUE: SCIENCE ET SOCIETE, LES DEFIS CLIMATIQUES ET LE NUMERIQUE

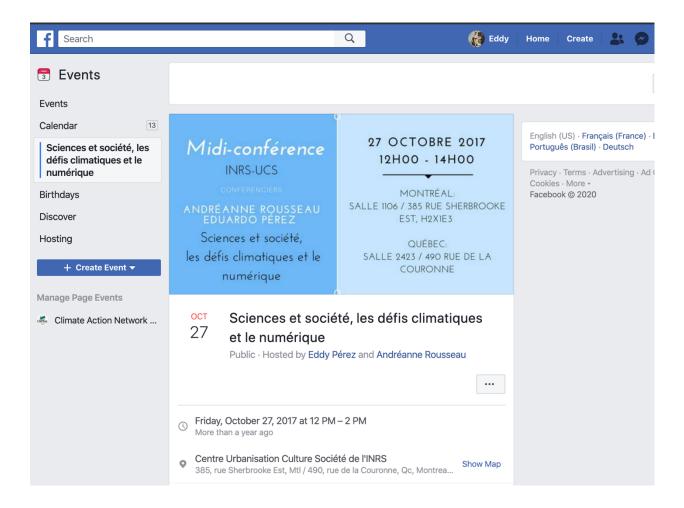


Figure 11.1 : Capture d'écran de l'évènement : Science et société, les défis climatiques et le numérique

Source: Facebook